

Supplément «Initiatives» Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

★

MERCREDI 12 FÉVRIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'inauguration d'un pont aérien

Washington met en scène l'aide à la CEI

Effet d'annonce

LES dirigeants américains, depuis longtemps, passent maîtres dans l'art d'assurer le maximum de publicité à leurs initiatives, à grand renfort de discours et de caméras, de « vendre » une politique en le présentant sous son meilleur jour, surtout lorsque l'intérêt national et la morale y trouvent, tout ensemble, leur compte.

Fidèle à cette tradition, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a donné, lundi 10 février à Francfort, avec force tapage, le coup d'envoi de l'opération « Espoir », nom de code du pont aérien qui acheminera, en cinquante-trois vols, 2 500 tonnes de vivres et de médicaments vers vingt-trois villes de la défunte Union soviétique.

CETTE mise en scène ne peut qu'agacer les autres pourvoyeurs d'aide aux onze Républiques de la Communauté des Etats indépendants (CEI), héritières d'un géant ruiné. L'Europe, au premier chef, soupçonne - à bon droit - les Etats-Unis de vouloir tirer la couverture à eux, en se glorifiant d'un effort, beaucoup moins discret, mais bien plus modeste que le sien. Après tout, l'argent américain représente à peine un dixième de l'ensemble des crédits occidentaux, fournis aux deux tiers par l'Allemagne.

Au-delà de la bonne conscience qu'ils se donnent à peu de frais, les Etats-Unis veulent faire passer vers l'Est un message plus politique. « De la part du peuple américain : celui-ci vous assure qu'il veut la peine de lutter pour la démocratie », peut-on lire sur les « déclarations » - en anglais et en russe - qui accompagnent les cargaisons transportées.

Autrement dit, il s'agit pour Washington de renforcer la main des plus fervents avocats des libertés politiques et de l'économie de marché au moment où les nostalgiques du communisme redressent la tête, en exploitant la colère populaire attisée par les pénuries quotidiennes, au plus fort de l'hiver.

CHARITÉ bien ordonnée commençant par soi-même, M. Baker a relevé avec franchise que l'aide à la CEI était « avant tout un investissement pour la sécurité », l'Amérique et le monde ayant tout à perdre d'un naufrage de l'ancien empire dans la misère, le désordre et la violence. Cela suffira-t-il à emporter la conviction des électeurs américains qui, hormis les fermiers du Middle West, n'ont cure d'aider les peuples ex-soviétiques et sont tentés, une nouvelle fois, par les égéries faussement confortables de l'isolationisme ? Une fois l'aide arrivée à bon port, restera à la distribuer aux plus nécessiteux, en évitant d'engraisser les mafias locales, de nourrir l'inflation et de trop perturber les circuits de distribution. Cette lourde tâche, à laquelle une force de frappe européenne s'attelle déjà sur place de son côté, exige plus de rigueur que d'effets d'annonce.

M0147 - 0212 0 - 6.00 F



Le pouvoir algérien face aux violences

M. Boudiaf admet l'ampleur du besoin de « changement »

M. Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat, a admis, lundi 10 février, que « le peuple réclame un changement radical ». Mais dans ce « discours à la nation », diffusé par la télévision, les passages sur la « corruption », l'annonce d'un remaniement ministériel et la création d'un « rassemblement patriotique » - transmis à la presse - ont curieusement disparu.



Lire l'article de GEORGES MARION page 3

L'Ulster sans illusions

M. John Major réunit à Londres les responsables politiques de la province pour tenter de renouer le dialogue

BELFAST

de notre envoyé spécial

Dans les taxis collectifs qui font la navette sur Falls Road, le silence entre les voyageurs, tassés les uns contre les autres, est de rigueur. Les regards se fixent obstinément sur les fenêtres embuées où défile un paysage

qui dégage une sorte de désespérance. Les alignements de maisons de brique du quartier catholique sont noircis de cette fumée charbonneuse qui signale la pauvreté. Il n'est pas rare, aux alentours du cimetière, de croiser des processions noires et graves. Vingt ans de deuils, d'application rigoureuse de la loi du

talion, ont façonné comme un masque de tristesse sur les visages.

Rien, dans le quotidien, n'a changé : les massacres sans fin ont accru l'aspiration à la paix, tout en entretenant la haine.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite page 6

POUVOIRS 1992 60

la décentralisation

dix ans après
finis
l'adhésion de l'opinion
l'émigration excessive
la coopération utile
le nouvel élu local
la fonction publique introuvable
émiettement communal
et réforme fiscale
les interventions économiques
le contrôle juridictionnel
les chambres régionales
des comptes
décentralisation et Europe

jean-claude thoening
yves mény
annick percheron
charles millon
catherine grémion
albert mabileau
colette ronxin
guy gilbert
alain guengant
françoise gerbaux
pierre muller
jean-claude hélin
jean houël
alain delcamp

Publié avec le concours du C.N.R.S.

puf

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Pub sans alcool

La loi Evin a contraint les publicitaires à changer de langage

par Josée Doyère

Le langage publicitaire global (image, verbe, graphisme...), spécialisé dans le superlatif, le dithyrambe, la suggestion, a dû faire face depuis un peu plus d'un an, pour les boissons alcoolisées, à de nouvelles règles du jeu, imposées par la loi Evin.

Ce nouveau texte a corseté la liberté d'expression des producteurs et des publicitaires, les contraignant à un effort de recherche et d'adaptation sans précédent par sa soudaineté et sa radicalité. S'appliquant à une gamme de produits bien déterminée (toutes les boissons alcoolisées, de la bière au champagne, en passant par les whiskeys, les cognacs, les vermouths, vins et autres rivaux), la transformation des messages - destinés

désormais uniquement à la presse écrite pour adultes - constitue à la fois une révolution copernicienne dans la conception des campagnes publicitaires, mais aussi un cas d'école pour l'étude à la fois de l'adaptabilité des agences et de leurs créatifs à une situation nouvelle et pour la détermination de l'efficacité d'une réglementation législative sur la pratique publicitaire.

Le chercheur qu'est Georges Péninou (1) ne pouvait rester indifférent à ce cas de figure exemplaire. Il a donc scruté l'évolution des messages publicitaires de produits de grandes marques (Kanterbrau, « 33 » Export, Veuve Clicquot, Taittinger, Johnnie Walker, Eristoff, Grand Marnier, Mario Brizard, etc.) et dégage les grandes lignes des transformations constatées, qu'il livre dans une plaquette intitulée « Le dit sous interdits », avec ce sous-titre explicatif : « L'expression publicitaire des boissons alcoolisées sous l'égide de la loi Evin » (2).

Lire la suite page 20

(1) Directeur d'Intelligences, filiale de recherche de Publicis.

(2) Disponible sur demande à Intelligences, 127, Champs-Élysées, 75008 Paris.

Prisons surpeuplées

En vingt ans, le nombre des détenus a augmenté de 60 %.

Le « laxisme » judiciaire est une légende

par Anne Chemin

Le problème de la surpopulation carcérale surgit le plus souvent un beau matin de juillet, au hasard d'une banderole brandie sur le toit d'une prison. L'incident terminé, le débat cesse pour de longs mois : la prison, c'est aussi l'oubli. Pourtant, à l'abri de leurs enceintes, les prisons se remplissent en silence. La principale inquiétude de l'administration pénitentiaire se situe là, dans cette courbe qui ne cesse de grimper, démentant jour après jour les réquisitoires contre le « laxisme » des juges : de 1971 à 1991, la population des prisons françaises a augmenté de 60 %.

Les détenus, qui étaient 29 549 le 1^{er} janvier 1971, étaient 47 180 au 1^{er} janvier 1991. La détention provisoire est de moins en moins responsable de cette progression : depuis l'introduction par M. Robert Badinter, en 1984, du débat contradictoire qui précède désormais toute incarcération, le pourcentage des

détenus en attente de jugement est passé de 62 % à 40,4 %.

Les chiffres de ces dernières années rejoignent ainsi les taux les plus bas des deux dernières décennies, ceux de 1973. « Les prévenus sont encore nombreux, trop nombreux puisque nous avons l'un des taux de détention provisoire les plus élevés d'Europe de l'Ouest », notent Annie Kensey, expert démographe, et Odile Timbard, statisticienne, auteurs d'une étude sur l'augmentation de la population des prisons (1). Mais, depuis 1986, les prisons françaises comptent moins de prévenus que de condamnés, et la durée de la détention provisoire s'est stabilisée autour de 3,8 mois.

Lire la suite page 9

(1) Annie Kensey et Odile Timbard « La population des prisons a augmenté de 60 % en vingt ans », *Infocart Justice*, n° 25, octobre 1991 (bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études, et de la documentation, ministère de la justice, 13, place Vendôme, 75043 Paris, Cedex 01).

- Combiné nordique : le destin de star de Fabrice Guy par PHILIPPE BROUSSARD
 - Ski alpin : Girardelli la poisse par ALAIN GIRAUD
 - Ski de fond : le réveil norvégien par JÉRÔME FENOGLIO
 - Luge : les formule 1 de la glace par CLAUDE FRANCILLON
 - Ski artistique : médailles en chocolat
 - Hockey sur glace : le rappel des exilés
- Lire pages 12 et 13

L'affaire Habache

Les réactions des lecteurs du « Monde » page 2

Une rencontre avec le président de l'Afghanistan

La lutte pour la survie de M. Najibullah page 4

Le Front national vingt ans après

Le politologue Pascal Perrineau tire les leçons de l'installation de l'extrême droite dans le paysage politique page 8

La mort du docteur Pierre Straus

Un pionnier de la pédiatrie sociale page 24

CONTINUES - INÉDITES

■ Sur les traces du pétrole.
■ Pour l'amour des molécules.
■ Les beaux restes des outils de pierre.

pages 17 et 18

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 43 R ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 15 RSB ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (hors NY), 7,50 \$.

DÉBATS

L'affaire Habache

Voici quelques-unes des très nombreuses réactions qu'a suscitées chez les lecteurs du Monde l'affaire Habache.

Terroriste ou résistant ?

Georges Habache est un terroriste, c'est sûr, c'est clair, mais ni plus ni moins que moi, qui fus un terroriste entre 1940 et 1945 face à l'occupant nazi. Mais, les alliés ayant gagné la guerre, je devins un résistant, barde de décorations.

Georges Habache, lui, est resté un terroriste, car ce sont les Israéliens qui ont gagné, même si ceux-ci ont dû recourir au terrorisme (Irgoun) pour gagner la guerre contre le peuple palestinien, expulsé Georges Habache et sa famille de leur village en 1948, et finalement occuper tout le pays. Georges Habache, s'il n'a pas eu la chance d'être reconnu comme un résistant, du moins aux yeux de l'Occident, n'est tout de même pas un bandit, puisque même les nazis distinguaient au camp de Compiègne, en 1943, les résistants des « droit communs ».

La France, qui accueille un Duvallier, le tristement célèbre « Baby Doc », pourrait tout de même faire la distinction entre celui qui a versé le sang de son peuple pour s'enrichir et celui qui a lutté en versant le sang pour la libération de son peuple. Il n'est pas du tout scandaleux que Georges Habache ait été hospitalisé en France. De sa part, c'est une belle marque de confiance vis-à-vis de notre pays et d'estime envers la médecine française.

Il est venu en France non pas clandestinement mais quasi officiellement, avec la parole de la France — que ce soit celle des ministres ou de leurs directeurs de cabinet peu me chaut — qu'il pouvait venir se faire soigner.

JEAN-MARIE BRESSAND
(Besançon)

La prétendue gauche

N'y aura-t-il donc aucune voix pour s'élever contre la campagne délinquante et hypocrite menée unanimement par la presse et la classe politique à propos de l'hospitalisation en France de Georges Habache ? N'y aura-t-il personne pour dire : merci, M^{me} Dufoix, merci MM. Kessedjian et Scheer, vous auriez pu sauver l'honneur de la gauche. Vous ne l'avez pas pu parce qu'il n'y a plus de gauche et donc plus d'honneur à sauver ni même à défendre.

Voilà où réside le drame politique actuel : la prétendue gauche a abandonné les causes politiques qu'elle défendait naguère et aussi les causes humanitaires et les vertus morales les plus élémentaires. Si M. Habache est un ancien terroriste (résistant ?), il n'a pas, que je sache, demandé l'asile politique à

La vieille méthode du bouc émissaire

par P.-H. Bourrellet

Les autorités et les médias ont qualifié de « fonctionnaires », sans plus de précision, les personnes sur lesquelles se sont abattues les premières sanctions provoquées par l'affaire Habache. Un des reproches adressés semble-t-il à ces « fonctionnaires » serait d'avoir manqué de réflexion politique.

La politique est-elle du domaine des fonctionnaires ? Quel qualificatif faut-il appliquer aux proches collaborateurs des hauts responsables politiques ?

L'ambiguïté vient de ce que le terme de fonctionnaire est employé tantôt, et sans doute indûment, pour indiquer l'appartenance de ces agents à un corps de l'Etat qui leur donne quelques garanties appréciables de sécurité, tantôt par référence aux fonctions réellement occupées.

Dans l'analyse des responsabilités, le corps d'origine de l'agent ne devrait pas entrer en ligne de compte ; il n'est d'ailleurs pas significatif car il y a une grande diversité de positions administratives prévues justement pour être adaptées à la variété des situations et pour faciliter la mobilité.

S'agissant des fonctions occupées, ne faudrait-il pas distinguer très clairement les emplois dans l'administration, les emplois politiques et les

emplois dans les entreprises ? Et alors ne faudrait-il pas réserver le titre de fonctionnaire à ceux qui occupent des fonctions dans la première catégorie ?

Les hommes qui font partie de l'équipe solidement groupée autour d'un homme politique, qui le servent, le voient quasiment tous les jours et peuvent le joindre à tout moment, sont, semble-t-il, des employés du corps politique, avec des caractéristiques — servitudes et avantages — particulières, tout comme les agents qui sont au service d'une industrie ou d'une banque que sont les employés de l'entreprise qui les a recrutés.

Inflation des cabinets

Un des effets pervers de la stabilité de l'exécutif depuis trente ans a été l'inflation continue des cabinets qui ne sont plus de petites équipes bénéficiant de la solidarité du patron, mais des administrations en réduction, avec le défaut d'être hétérogènes et de comporter souvent des excroissances au statut indéterminé : des fonctionnaires, souvent trop jeunes pour être expérimentés, font la navette entre les services et les cabinets. Sans parler de la désorganisa-

tion et des recouvrements de compétence qui résultent inévitablement de ce dispositif. La répartition des responsabilités y perd sa logique et, au bout du compte, la véritable autorité des politiques comme de l'administration s'y dilue.

Un premier ministre a voulu, il y a deux ans, en prenant un décret prévu par la loi depuis des décennies, clarifier enfin les conditions de départ des fonctionnaires vers les entreprises : excellente intention dont il serait d'ailleurs intéressant de suivre le bilan d'application ! Mais il faut maintenant aller plus loin dans la remise en ordre en limitant les extensions injustifiées de la fonction publique qui font considérer comme fonctionnaires des agents d'entreprises publiques ; et il faut aussi réviser la situation des responsables, PDG, présidents ou directeurs généraux des entreprises publiques ; révoquer-ils du corps politique, c'est-à-dire font-ils partie du cercle de leur ministre de tutelle dont ils seraient solidaires ? Dépendent-ils de l'administration ? Si on décide, à juste titre, ces deux hypothèses, quel est leur statut, quelles sont les limites à leur autonomie, et à qui doivent-ils rendre compte ? Il n'y a pas que l'audiovisuel à être troublé : plusieurs

lettres ont, dans ce journal, exprimé leur indubitable malaise.

Comme tout système, l'organisation de notre société peut légitimement comporter quelques « fusions », mais lorsque « les fusibles » sautent en série, il ne suffit pas de pratiquer ce qui est en fait la vieille méthode du bouc émissaire.

Il est donc impératif de remettre à jour nos règles en tenant compte d'une tradition française qui n'est assimilable ni à celle de la Grande-Bretagne ni à celle des Etats-Unis, mais qui devrait s'inspirer de la notion d'incompatibilité de fonctions, d'usage courant dans ces pays qui comprennent mal notre laxisme. Cette remise en ordre ne devrait pas, bien au contraire, restreindre la mobilité, impératif du monde moderne, il suffit d'exploiter les possibilités des corps d'Etat, mais la mobilité ne doit se faire ni dans la précipitation ni dans la confusion. A chaque étape de la carrière d'un agent, les responsabilités doivent être contractuellement définies et exclure tout cumul discutable.

Cette réforme indispensable relève — est-il besoin de le dire ? — de l'éthique la plus élémentaire.

► P.-H. Bourrellet est ingénieur des mines.

Confusion

Tempête politique en France. Les leaders de l'opposition sont mortués au créneau pour réclamer la démission du gouvernement, voire des élections législatives anticipées. Raison de ce courroux : l'affaire Habache. Un trou inquiétant dans la couche d'ozone a été décelé dans l'atmosphère, au-dessus de l'hémisphère nord. Des milliers de Français innocents, notamment des enfants, sont ainsi menacés par ce trou terrorisant, dont l'existence au-dessus du territoire national n'aurait jamais dû être tolérée. La couche d'ozone protège, en effet, les populations contre le danger des rayonnements du soleil. L'incurie du gouvernement est patente. Informé depuis longtemps de l'existence de cette menace, le monde politique n'a jamais réagi, préférant se perdre dans des querelles politiques... Quelques fonctionnaires subalternes de la météo ont cependant été limogés.

Dernière minute : par suite d'une regrettable confusion, nous avons écrit ozone à la place d'Habache. Nos lecteurs surinformés auront rectifié d'eux-mêmes.

ARTHUR

La France : seule, cette question mériterait, le cas échéant, d'être discutée. Quelle sera la réaction de tous les bien-pensants aujourd'hui indignés lorsque, demain, M. Shamir, ancien terroriste lui aussi et actuel chef du gouvernement d'un pays pratiquant une forme de terrorisme d'Etat, viendra à titre privé ou officiel dans notre pays ?

Et on voudrait que le « peuple de gauche » s'intéresse encore à cette gauche-là ? Non merci. Cette gauche n'est plus un rempart contre les pires dangers de l'extrême droite, elle en est le marchepied.

JEAN-MARIE HARRIBEY
Carbon-Blanc (Gironde)

Humanité et cynisme

On a parlé, à propos des soins donnés à Georges Habache, de geste humanitaire : un homme est malade, nous a-t-on expliqué, son état requiert des soins ; qu'importe qu'il soit bon ou méchant, il doit être soigné. On a évoqué, à ce propos, les lois de la guerre et la règle qui veut qu'un troupier blessé par la police soit conduit à l'hôpital plutôt qu'achève à coups de crosse.

Le malheur est qu'en usant de telles comparaisons on a — délibérément ? — confondu l'humanité et le plus insupportable des cynismes.

L'humanité est le sentiment au nom duquel on déclare que l'indi-

vidu le plus vil et le plus méprisable mérite, en tant qu'homme, d'être soigné lorsque ses jours sont en danger. On n'abat pas le soldat ennemi fait prisonnier ni l'adversaire mis hors de combat et qui se tort dans les souffrances.

Mais, quoi qu'on en ait pu dire, ce même sentiment ne saurait conduire à recueillir chez soi l'adversaire blessé, à le soigner puis à le renvoyer dans son camp, dans l'attente de nouveaux combats. Elle ne saurait consister à donner des soins à l'assassin blessé pour le relâcher ensuite dans la nature comme si de rien n'était. L'application du principe d'assistance conduit à ouvrir une parenthèse dans l'exécution des poursuites : elle ne saurait — au nom de quoi ? — mettre fin à celles-ci.

BERNARD LAGUERRE
(Paris)

Ni de Gaulle ni Moulins

Que le Monde publie des réflexions de Palestiniennes admiratrices de M. Habache (« Georges Habache, c'est Moulins et de Gaulle », dans le Monde du 4 février), on ne peut que l'en féliciter : il remplit ainsi parfaitement son rôle d'informateur.

Mais qu'au rapprochement fait par l'une d'elles avec la Résistance française, Moulins et de Gaulle, votre collaboratrice renchérisse en

parlant de « sa parfaite connaissance de notre histoire », je m'incline. Je sais bien que cette assimilation est l'un des lieux communs de la propagande palestinienne. Que je sache, de Gaulle n'a pas défendu la cause française en faisant sauter des avions dans des pays neutres, à Stockholm ou à Vientiane, et les résistants n'ont pas jeté de bombes dans la foule à Genève ou à Madrid (ni, d'ailleurs, en France).

Ne pas reconnaître cette différence entre un terrorisme qui frappe aveuglément et une action qui s'attaque aux ennemis de la patrie, c'est faire preuve d'ignorance ou de mauvaise foi. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la cause palestinienne qui en pâtit.

MICHEL DECADUIN
(Paris)

La fuite

La question est maintenant de savoir qui avait intérêt à organiser la fuite de la « nouvelle » de la venue de M. Habache à Paris. Si l'on comprend que les trois « coupables » aient été sanctionnés, on voit, dans le même temps, espérer qu'une enquête approfondie sera menée dans les deux ministères concernés comme dans les organismes très spécialisés pour déterminer qui a communiqué aux médias des informations qu'il appartenait, d'abord, de donner à l'Elysée, au Quai d'Orsay ou à la Place Beau-

voir de rejeter François Mitterrand. Victime d'une ovation, il faut s'attendre que ses réactions se fassent plus radicales encore.

L'homme que nous avons eu en face de nous ne comprend pas. Compréhendrait-il qu'il n'y pourrait rien, M. Mitterrand ressemble à Louis XVI regardant les Parisiens se déchaîner contre sa famille en se demandant ce qu'il leur a fait. Qu'il doit être pénible de subir sans pouvoir réagir quand on se trouve au sommet de l'Etat !

PHILIPPE ESCALIER
(Paris)

Soulagements

Pourquoi donc la France se met-elle soudain à crier au « déshonneur » parce qu'elle vient d'ajouter un soulagement à une longue liste de soulagements qui, au moins pour ma génération, semble accolée à un tempérament national apparemment vidé de son ressort biologique, peut-être à la suite des saignées de la première guerre mondiale ? Occupation de la Rhénanie sans réaction aucune, Munich, lâchage de la courgeuse et « perfide » Albion en juin 40,

article de la convention d'armistice livrant les réfugiés allemands, camps d'internement créés par Vichy (pas moins de quatre-vingt-trois), statut des juifs, livraison des enfants de Pithiviers et de Beauce-la-Rolande par de hauts fonctionnaires français, poignée de mains de Montoire, désignation par un ministre français des fusillés de Châteaubriant, chasse acharnée aux résistants et, après la guerre, jugements conciliateurs en faveur des ministres de Vichy, grâce accordée aux assassins d'Asq et d'Oradour, remise à l'Allemagne d'Adenauer des grands chefs de la Gestapo en France, accueil puis libre sortie des épouvantés et leaders du terrorisme international...

Où, réellement, pourquoi crier au déshonneur, cette banalisation des gouvernements qui se sont succédés depuis 1933 ? De laxisme en laxisme, de soulagement en soulagement, ce n'est plus de la politique, c'est de la diarrhée.

EDDY FLORENTIN
(Neuilly-sur-Seine)

Il y a cinq ans André Mécili...

Annie Mécili

Que Georges Habache vienne en France pour s'y faire soigner alors qu'il ne fait l'objet d'aucun mandat de recherche international, qu'il n'est pas en fuite et qu'il ne viole pas la souveraineté nationale, et voilà qu'un ouragan ébranle l'Etat français : de hauts fonctionnaires démissionnent, des ministres s'arrêtent au bastingage afin de ne pas être emportés, un chef d'Etat annonce la convocation du Parlement en session extraordinaire. Des voix de tous les côtés se font entendre, drapées pour l'occasion dans une conscience que l'on a réveillée de sa torpeur.

Que n'ai-je entendu ces mêmes voix s'indigner de l'expulsion en urgence absolue de l'assassin présumé d'un avocat défenseur des droits de l'homme et opposant politique au régime en place en Algérie ? Que n'ai-je senti passer le souffle de cet ouragan purificateur qui seul aurait pu effacer l'opprobre d'un tel déni de justice ?

Cinq ans ont passé depuis qu'André-Ali Mécili, Français et Algérien, héritier de l'histoire douloureuse de deux pays, a été assassiné le 7 avril 1987, à Paris, en violation de la souveraineté française. Aucune voix officielle n'est venue condamner le crime, aucun représentant officiel de l'institution judiciaire n'a suivi son enterrament. Son assassin présumé, dès la fin de la garde à vue, a été soustrait à l'action de la justice et gracieusement expulsé vers l'Algérie.

avec sa concubine au motif d'une prétendue « urgence absolue », qui a manifesté à cette occasion une vraie nature d'instrument de la raison d'Etat. Gageons qu'il est l'unique expulsé de cette terre d'asile qu'est la France à ne pas se plaindre de son sort !

Cet assassinat n'a pas porté ombrage au voyage en Algérie de M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de l'association Franco-Libertés en 1988, pas plus qu'à celui de François Mitterrand en 1989.

Et lorsque, avec MM. Bourdieu, Juillard, Lacouture, Mennin et Vidal-Naquet, nous avons demandé à être reçus par le chef de l'Etat pour témoigner de notre indignation devant le scandale de ce déni de justice, nous avons eu son silence pour unique réponse.

Ainsi cet assassinat, loin de nuire aux relations entre la France et l'Algérie, a scellé sur le corps d'Ali Mécili l'excellence de la collaboration entre les deux pays qui ont conjugué leur raison d'Etat et leurs efforts pour étouffer la vérité et fouler aux pieds les valeurs démocratiques.

Cette fraternité criminelle d'Etats qui s'est traduite par l'expulsion en urgence absolue de l'assassin présumé de mon mari constitue un vrai scandale et mériterait encore plus de clameurs et d'indignations que nous n'en avons entendu ces jours-ci.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 60 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Cros, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Téléc. MONOPUB 634 128 F

Téléc. : 46-62-96-71. Société filiale

de la SARL Le Monde et de Mécili et Régis Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 16-18 - Tapez LEMONDE
ou 36-18 - Tapez LM

Imprimé
du Monde à

12, r. M. Gansbourg

94852 IVRY Cedex

1990

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
18, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

201 MAR 01

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Para PP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة من الاصل

ALGÉRIE : le discours du président du Haut comité d'Etat

M. Boudiaf reconnaît que « le peuple réclame un changement radical »

M. Mohamed Boudiaf, président du Haut comité d'Etat (HCE) a prononcé, lundi 10 février, un « discours à la nation » retransmis par la télévision algérienne. Il s'agissait de la première intervention publique d'un dirigeant depuis l'instauration, la veille, de l'état d'urgence. M. Boudiaf a notamment reconnu que « le peuple réclame un changement radical ».

ALGER

de notre correspondant

Le discours marqué par la forme que par le fond, M. Boudiaf s'est en effet adressé aux téléspectateurs en arabe dialectal algérien, plutôt qu'en arabe classique, incompréhensible pour la majorité de la population, mais que les responsables algériens, au risque de ne pas se faire entendre, affectaient de qu'ils sont « en représentation ».

D'un ton très spontané, parlant presque comme s'il répondait à un interlocuteur familier placé derrière la caméra, M. Boudiaf s'est donc donné les moyens de faire passer un message très attendu mais, finalement, décevant, portant essentiellement sur la critique renouvelée et radicale du Front islamique du salut (FIS), et sur l'affirmation de l'autorité de l'Etat.

Les troubles de ces derniers jours ont fait, selon M. Boudiaf, quelque cinquante morts. Au moment où il annonçait ce chiffre, était rendue publique la mort de six policiers, tués la veille dans une embuscade tendue dans la Casbah d'Alger par un groupe armé qui avait réussi à prendre la fuite, et celle de deux autres, tués dans des circonstances similaires, à Bordj Menafel, près de Boumerdes.

« Chaque vendredi, le monde a les yeux braqués sur nous », a regretté M. Boudiaf avant de marteler longuement la nécessité de rétablir l'ordre, « priorité des priorités », et de ramener la quiétude dans les mosquées, « qui sont lieu de prières et non de propagande politique ». A ce credo, M. Boudiaf a ajouté quelques considérations d'évidence sur les difficultés économiques et financières du moment, suivies d'un appel à la jeunesse du pays, invitée à faire connaître ses problèmes afin qu'ils soient pris en charge.

« Je suis attentif à l'opinion de notre peuple qui réclame un changement radical », a assuré le président du Haut comité d'Etat, sans autrement préciser comment pourrait se faire un tel changement. La relance économique qu'envisage le pouvoir se fera « après le diagnostic précis » qu'appelle l'appareil de production et, vraisemblablement, dans le secteur du bâtiment dont « 30 % des capacités sont actuellement arrêtées », M. Boudiaf a

assuré que le logement figurait désormais dans les priorités du gouvernement.

« Des gens ont voté, d'autres ont mal travaillé », a encore déclaré le président du HCE, en regrettant la coupure qui s'est instaurée entre la base et le sommet, source de conflits et de difficultés multiples. Parmi ses priorités figure donc la volonté de réduire le fossé entre gouvernants et gouvernés, et, plus prosaïquement, celle d'assurer l'approvi-

sionnement des marchés pour les fêtes du prochain Ramadan, période de traditionnelles débauches alimentaires qui ne saurait tolérer les habituelles pénuries.

Discours traqué

Ce discours peu inspiré et diffusé en différé, sous la forme du direct, eut sans doute été plus consistant s'il n'avait été, pour

des raisons inconnues, amputé de ses meilleurs moments par la télévision. La version intégrale, fournie à l'agence officielle APS, avant l'intervention télévisée de M. Boudiaf, a été, elle, diffusée par erreur ? — sur les fils de l'agence.

Selon cette version, M. Boudiaf dépeignait, en termes rudes, une situation héritée « de l'ancien pouvoir » et caractérisée par le « vol, le trafic, la corruption, le népotisme », appelant à se mobiliser contre « les spéculateurs et les bureaucrates planqués ». Il allait également au devant d'une vieille revendication de la population algérienne en annonçant sa détermination à faire juger « ceux qui ont volé et qui ont trafiqué », quitte à moriger une justice qu'il s'engageait à mettre « devant ses responsabilités ».

« J'ai demandé au chef du gouvernement de procéder à un remaniement ministériel en vue de mettre en place une équipe restreinte et efficace », déclarait encore M. Boudiaf, laissant entendre ainsi qu'il doutait de l'efficacité du gouvernement en place. Enfin, le président du HCE appelait à la création d'un « rassemblement patriotique », affirmant que « les solutions pour résoudre les problèmes de notre pays ne sont pas seulement entre les mains de l'Etat et de ses structures », mais aussi entre celle des citoyens.

Autant de passages publiés dans la presse quotidienne qui a reproduit les dépêches de l'APS.

mais qui, pour des raisons mystérieuses, ont disparu de la version télévisée. Est-ce avec l'accord de M. Boudiaf qui, à la dernière minute, aurait remanié son discours ?

L'affaire est d'autant plus délicate que le thème des poursuites judiciaires contre les prévaricateurs ainsi que la perspective d'un remaniement ministériel sont réputés, à tort ou à raison, diviser un pouvoir qui a, décidément, beaucoup de peine à communiquer.

GEORGES MARION

Les Etats-Unis souhaitent un retour rapide à la démocratie. « Nous sommes inquiets de la montée de la violence et des pertes de vies humaines. Nous espérons que l'Algérie reviendra sur la voie de la démocratie la plus tôt possible », a déclaré, lundi 10 février, à Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. A Paris, le ministre des affaires étrangères a indiqué que la France suit « avec la plus grande attention » les événements en Algérie, mais que ceux-ci « concernent au premier chef les Algériens eux-mêmes ». De son côté, le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, a déclaré : « Nous nous tenons informés pour le cas où il y aurait nécessité d'intervenir pour organiser l'évacuation des Français en Algérie ».

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

L'ancien champion du monde de boxe Mike Tyson est déclaré coupable du viol d'une jeune femme

L'homme qui fut un des plus jeunes champions du monde de boxe catégorie poids lourds, et est sans doute un des sportifs les plus riches de sa génération, risque de passer le reste de sa vie en prison. Ainsi en a décidé, tard dans la soirée du lundi 10 février, le jury de huit hommes et quatre femmes qui a reconnu Mike Tyson, dit « Mike-le-fer », ou encore « le briseur d'os », coupable de viol.

WASHINGTON

de notre correspondant

Agé de vingt-cinq ans, Mike Tyson peut être condamné à soixante-trois ans de prison, le 6 mars prochain, lorsque le juge devra prononcer la sentence. Le boxeur peut, certes, faire appel mais, en deuxième audience aussi, devra défendre autant sa version des faits qu'une réputation de voyou qui, dès leur ouverture le 27 janvier, a lourdement pesé sur les délibérations du tribunal d'Indianapolis. Sanglé dans un costume gris, Mike Tyson a « encaissé » le verdict sans un mot et, laissé en liberté sous caution, est sorti du palais de justice sans un regard pour la presse, entouré du promoteur Don King et de quelques

autres de ses fidèles. Les grandes chaînes de télévision ont interrompu leurs programmes pour annoncer le verdict du jury. Celui-ci s'est prononcé après neuf heures de délibérations et quatorze jours d'un procès soigneusement tenu à l'écart des caméras. La législation de l'Indiana interdit de filmer et de retransmettre les débats.

« Un loup en habit d'agneau »

Le champion noir a été déclaré coupable d'avoir violé à la mi-juillet une jeune femme de dix-huit ans dans une chambre d'hôtel d'Indianapolis. La jeune femme participait à un concours de beauté, Miss Black America, et Mike Tyson avait été invité par les organisateurs à venir animer cette manifestation. Version de Tyson : il avait fait des propositions très explicites à cette candidate et celle-ci, consentante tout au long de la soirée, n'aurait formulé ses accusations que par dépit après qu'il eut refusé de la raccompagner dans son hôtel. La défense a fait valoir que la jeune femme, ayant accepté de passer la soirée avec le boxeur, s'était rendue d'elle-même dans sa chambre à 2 heures du matin après une promenade en voiture. L'accusé de la défense a qualifié la prétendante au titre de Miss black

America de « chasseresse d'or », l'accusant d'avoir menti pour soustraire une confortable indemnité à M. Tyson.

Le procureur, lui, a qualifié la victime de « groupie naïve », « trompée par un loup en habit d'agneau » : « L'accusé a utilisé sa célébrité et sa réputation, a dit le procureur, de la même façon qu'un voyou se sert d'un couteau ou d'un pistolet dans la rue pour contraindre la victime d'un viol. » Il a cité les témoignages de médecins qui ont examiné la jeune femme quelques heures après qu'elle eut quitté Mike Tyson. Il s'est étonné que le boxeur n'ait pas, au moment de son inculpation en septembre dernier, mentionné qu'il avait fait des propositions très explicites à son accusatrice. Il a retourné les témoignages d'une vingtaine de candidates au concours, citées par la défense, et qui ont présenté Tyson comme un « peloteur obsessionnel ». Il n'a pas eu besoin d'insister plus avant sur le passé d'un champion, déjà plusieurs fois poursuivi pour « harcèlement sexuel », bagarres, et conduite en état d'ivresse, entre autres.

Procès d'un boxeur, procès de la boxe ? Dès mardi matin, les commentateurs sportifs assuraient que la boxe allait être victime de la vie privée d'un boxeur et prendre un mauvais coup de plus.

ALAIN FRACHON

Exécution au Texas d'un homme condamné pour viol et meurtre d'une religieuse. — Johnny Frank Garret, condamné à mort pour le viol et l'assassinat d'une religieuse septuagénaire il y a onze ans, alors qu'il avait dix-sept ans, a été exécuté par injection d'une dose mortelle, mardi 11 février, à Huntsville (Texas). Le mois dernier, le pape Jean-Paul II était intervenu pour demander la grâce du condamné. C'est la 44^e exécution au Texas depuis la réintroduction de la peine capitale dans cet Etat en 1982. — (AFP)

GUATEMALA : cinq morts dans un attentat. — Un commando armé a intercepté un autocar dans le sud du Guatemala et a ouvert le feu sur les passagers, faisant cinq morts et quinze blessés, a indiqué, lundi 10 février, le ministère de l'Intérieur du Guatemala, qui enquête sur l'éventuelle implication des forces de sécurité dans cette fusillade. — (Reuters)

CUBA

Le peintre Jesus de Armas demande l'asile politique à la France

Le peintre cubain Jesus de Armas, dont les œuvres sont exposées à la Maison de l'Amérique latine à Paris depuis le 30 janvier et jusqu'au 25 mars, a demandé l'asile politique à la France la semaine dernière, dès qu'une partie de sa famille l'eut rejoint. S'il a franchi ce pas, c'est, nous a-t-il dit, parce qu'il s'est retrouvé « complètement marginalisé » dans son pays. D'abord caricaturiste, puis graphiste et cinéaste — il a fondé le département de dessins animés de l'institut cubain des arts cinématographiques, — Jesus de Armas, âgé de cinquante-sept ans, a reçu plusieurs prix à Cuba jusqu'en 1988, année où il a commencé à évoquer dans ses peintures les divinités des Taïnos — une des ethnies indiennes de Cuba disparues après l'arrivée des Espagnols dans l'île. Son intérêt pour la culture indigène et l'art rupestre cubain est devenu une passion, qui ne cadre pas avec la « ligne officielle », surtout à l'approche du 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb : pourquoi s'intéresser à des Indiens qui n'existent plus et aller même jusqu'à rechercher, comme le font le peintre et certains anthropologues, les traces du métissage entre esclaves africains et Indiens dans ces Noirs cubains qui ont la particularité d'avoir les cheveux roux ?

Jesus de Armas, invité, depuis 1981, à exposer ses dessins et peintures sur tous les continents (le ministère français de la culture lui a passé commande, en 1989, dans le cadre du Bicentenaire, pour une grande exposition itinérante), est mis à l'écart. Il ne sera sans doute pas le dernier artiste cubain, en disgrâce ou non, à quitter l'île en crise : « Trouver une toile, de la peinture ou même du papier à Cuba relève de l'exploit », dit-il.

M. J.

Signature d'accords économiques avec des républiques de l'ex-URSS. — Cuba et la Biélorussie ont signé un traité de coopération économique et commerciale d'une durée de cinq ans, a indiqué, lundi 10 février, l'agence officielle cubaine Prensa latina. C'est le huitième accord que La Havane passe avec l'une des républiques de l'ancienne Union soviétique, ajoute l'agence, sans donner plus de détails. — (Reuters)

GLOBE

DOCUMENT

Edgar Morin vers le nouveau moyen-âge planétaire

La campagne présidentielle

Victoire du sénateur Tom Harkin lors du « caucus » de l'Iowa

Le sénateur de l'Iowa Tom Harkin est sorti vainqueur du « caucus » démocrate qui a eu lieu lundi 10 février dans son Etat, dans le cadre de la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre. Sur 65 % des résultats dépouillés dans la nuit de lundi à mardi à Des Moines, capitale de l'Iowa, M. Harkin avait obtenu quelque 30 % des voix des comités locaux chargés d'envoyer des délégués à la convention démocrate de New-York en juillet.

Le « caucus » de l'Iowa, qui est traditionnellement la première occasion pour les candidats de mesurer leur popularité directement auprès des électeurs, a suscité peu d'attention cette année, en raison de la

présence d'un enfant du pays. M. Harkin, qui est sénateur de l'Iowa depuis 1985, y jouait l'avenir de ses ambitions présidentielles. Une victoire avec une marge trop faible lui aurait été fatale. Ses quatre concurrents, MM. Paul Tsongas, Bill Clinton, Bob Kerrey et Jerry Brown, avaient préféré ne pas faire campagne dans l'Iowa pour concentrer leurs efforts sur le New-Hampshire. Côté républicain, les jeux étaient faits d'avance de manière encore plus évidente. Aucun des adversaires déclarés du président George Bush, MM. Pat Buchanan et David Duke, ne s'étant inscrit, les responsables locaux de ce parti avaient décidé d'annuler leur propre « caucus ». — (AFP)

a cinq ans
Irre Mecili...

ASIE

Afghanistan : la lutte pour la survie du président Najibullah

Le président compte tirer profit du plan de paix de l'ONU pour se maintenir au pouvoir

M. Benon Sevan, représentant du secrétaire général de l'ONU, schève à Téhéran, mardi 11 février, sa « tournée » des parties combattantes en Afghanistan. Son plan de paix vise à convoquer en avril une assemblée de personnalités de tous horizons en vue de mettre sur pied un gouvernement intérimaire chargé de préparer des élections libres. Hormis les fondamentalistes de M. Hekmatyar, toutes les parties ont accepté ce plan. Cependant, le président Najibullah a sensiblement renforcé ses positions.

KABOUL
de notre envoyé spécial

Le voici devant nous, tendu mais s'efforçant à la cordialité, cet homme qui est la dernière flamme encore ardente parmi celles qu'alluma Mikhaïl Gorbatchev. C'est le père de la *perestroïka*, en effet, qui, peu après son arrivée au Kremlin, a entrepris de hisser sur le pavois ce M. Najibullah que, le 1^{er} janvier 1980, sitôt après l'invasion soviétique, le KGB avait placé à la tête de la police politique afghane, avec mission d'en faire une institution enfin professionnelle.

Ce médecin de formation, alors âgé de trente-quatre ans, s'est acquitté de la tâche avec un stupéfiant mélange de cruauté et de subtilité. Ainsi a-t-il suppléant, dans l'esprit de ses protecteurs, M. Babrak Karmal, qui avait été son mentor politique depuis cette année 1965 où, lycéen encore, il avait débuté sa carrière d'agitateur.

Il faut montrer patte blanche avant de parvenir dans le bureau de M. Najibullah que - crainte sans doute d'une attaque à la roquette - n'élargit aucune fenêtre, mais où les interlocuteurs français sont toujours les bienvenus depuis que Paris fut, en juin 1989, la première capitale occidentale à nommer un chargé d'affaires pour récupérer son ambassade désertée. Le petit magnétophone est soigneusement examiné et des gaillards en tenue léopard et bonnet bleu-gris de miliciens soviétiques - la garde présidentielle dirigée par le propre frère de M. Najibullah - jaugent le visiteur sans tendresse.

Le chef de l'Etat afghan est si massif que ses concitoyens l'ont

surnommé « le taureau ». Il a d'ailleurs tant grossi, depuis quelques mois, que des rumeurs de maladie ont couru. Cet homme, il est vrai, a subi ce dernier lustre des tensions incroyables : du départ, le 15 février 1989, de « son » dernier soldat soviétique à l'accord Washington-Moscou du 13 septembre 1991 aboutissant à le priver des armements jusque-là livrés par son protecteur, en passant par la tentative de coup d'Etat, en mars 1990, de son chef d'Etat-major, le général Tanai, en corrélation avec le mouvement fondamentaliste Hezb de M. Gulbuddin Hekmatyar.

« La lumière
au bout du tunnel »

Et pourtant, M. Najibullah exulte. « Je suis très, très optimiste. Je vois la lumière au bout du tunnel », nous confie cet homme pourtant serré de près dans sa capitale et ne commentant plus qu'à une demi-douzaine de grandes villes et à une quarantaine de chefs-lieux de province.

La raison de cet état d'esprit ? « Les récentes déclarations pakistanaïses concernant l'Afghanistan manifestent un tournant. Cette évolution a été très bien accueillie ici et par tous les pays épris de paix. Nous attendons maintenant des mesures pratiques afin que nos relations redeviennent normales, comme il convient entre voisins. Alors, comme le commandement d'intérêt de nos peuples, une coopération mutuellement bénéfique remplacera la confrontation militaire. »

Le verbe est demeuré très « langue de bois ». Mais l'analyse est pertinente. Islamabad a en effet multiplié depuis quelques semaines les gestes et déclarations démontrant que le tournant est pris : menaces à peine voilées contre M. Hekmatyar, jusque-là chéri des services secrets pakistanaïses (ISI) ; éloignement du général Hamid Gul qui avait été, comme patron de l'ISI, l'âme de la politique jusqu'au-boutiste d'Islamabad de 1986 à 1989 ; appui explicite du ministre des affaires étrangères, M. S. Kanju, à l'initiative des Nations unies en faveur d'un « dialogue entre Afghans » impliquant une forme de représentation de Kaboul. Sans oublier la rencontre, le 2 janvier à Rome, entre le chef

d'Etat-major Asif Nawaz et le conseiller de l'ex-roi Zahir Shah.

M. Najibullah n'a pas mis longtemps à saisir la balle au bond. Par un émissaire officieux il a aussitôt invité à Kaboul le premier des militaires du pays voisin. Et son premier ministre a publié, le 31 janvier, une offre de coopération incluant une reprise des vols commerciaux, une levée des obstacles douaniers, l'envoi de missions économiques, l'installation de banques au Pakistan.

M. Najibullah a enregistré pas mal d'autres bonnes nouvelles ces temps-ci : « Presque tous les pays, nous dit-il, ont désormais approuvé le plan de l'ONU, en particulier tous nos voisins, et aussi l'Arabie saoudite. M. Bourges-Ghali, dans sa déclaration du 28 janvier (...), a également demandé instamment que cessent les envois de fonds servant à acheter des armements. Nous souhaitons donc que tous les pays, y compris l'Arabie saoudite, respectent cette dernière exigence et accomplissent ainsi leur devoir de musulmans envers le peuple d'Afghanistan. »

Le trait est bien ajusté : la seule capitale, en effet, dont la position demeure ambiguë est Ryad. Les Saoudiens estiment ne pas pouvoir contrôler « la solidarité de personnes ou groupes privés », autrement dit les importantes remises de fonds effectuées par les Frères musulmans d'Arabie saoudite et des pays du Golfe au profit des moudjahidines afghans.

Se tirer
du guépier

Pour le reste, M. Najibullah n'a pu qu'observer avec satisfaction les gestes de Téhéran à son endroit, dont le récent envoi à Kaboul de deux avions de vivres et de médicaments, démarche qui a rendu furieux les plus modérés des moudjahidines eux-mêmes, tels les gens du Jamiat. Ces dons étant destinés, pour partie à prévenir l'exode de populations du centre du pays vers l'Iran, le maître de Kaboul est, de surcroît, en droit d'attendre une contrepartie - peut-être sous forme de pétrole !

Toujours est-il que M. Najibullah courtise assidûment les chiites, représentant quelque 15 % de la population, mais tenus en lisière par tous les précédents régimes.

Ainsi a-t-il nommé l'un d'entre eux, M. Sarobi, vice-président de la République. Et encore s'est-il, pour la première fois, en 1991, autorisé leur grande procession du Moharram dans les rues de Kaboul.

S'agissant enfin des nouvelles Républiques d'Asie centrale, dont trois ont des frontières communes avec l'Afghanistan, M. Najibullah ne clame pas que leurs dirigeants - comme lui d'ex-communistes hâtivement reconvertis au nationalisme - lui envoient le maximum d'assistance compatible avec l'état de leur propre opinion musulmane et de leurs finances délabrées. Mais il rappelle « les traditionnels liens historiques » entre eux. Pour ce qui est de la Russie, il annonce une « extension » de la coopération.

Mais tout indique que Moscou souhaite surtout se tirer du guépier afghan. M. Najibullah est ainsi devenu incontournable, tant en raison des divisions de ses adversaires que de sa capacité à se poser en rempart contre le chaos né d'un éventuel « vide politique » dans la capitale, ou contre les risques d'une victoire des fondamentalistes.

Le bon temps
de Zahir Shah

Son secret : sa constance à proclamer, depuis cinq ans, une politique de « réconciliation nationale », et sa capacité à aligner des « plans de paix » face à des adversaires ténacités sur le seul projet d'une guerre que, par ailleurs, il ne parvenait pas à gagner.

Le peuple n'est certes pas dupe. Il faut entendre l'éclat de rire de ce chouchou de taxi automobile, la mosquée flamboyante de Mikar, rayonne, naguère quartier des Soviétiques dont les HILM sont aujourd'hui occupées par des gens du parti, de l'armée et de la milice. Et entendre Sheer, ce vieux Tadjik, se plaindre que « le gouvernement, qui devrait être un père pour le peuple, songe surtout à s'enrichir ». Et regretter amèrement le temps de Zahir Shah, « quand les Afghans avaient le droit de parler, où l'on pouvait aller et venir sans risques, où la boîte de lait concentré coûtait 30 afghanis, au lieu de 3 000 aujourd'hui ».

Mais Kaboul, effrayée par le récit des pillages qui ont suivi, au printemps dernier, la prise de la ville de Khost par les moudjahidines, préfère courber le dos. « Nous voulons la paix », tel est le leitmotiv.

A court terme, M. Najibullah n'est guère menacé que par un attentat, une munitierie ou l'une de ces roquettes que les moudjahidines tirent sur Kaboul pour célébrer certaines anniversaires et qui, pour une fois, serait bien ajustée. A plus long terme, ses adversaires islamistes pourraient étendre leur territoire, déjà immense mais modérément peuplé. Mais la prise de la capitale, ou même de l'une ou l'autre des cinq ou six autres grandes villes, semble hors de portée.

Le chef de l'Etat peut, dès lors, marteler plus fermement que jamais son « plan » devant le médiateur de l'ONU, M. Benon Sevan, qui multiplie les navettes entre le Pakistan et Kaboul. Pour M. Najibullah, il convient, sur la base d'un dialogue promu par l'ONU entre tous les Afghans, de mettre sur pied un « mécanisme durable et fiable » en vue d'assurer la paix : un « gouvernement de coalition » avec ses adversaires islamistes ou, croit-on savoir, il lui plairait de se réserver un poste vital, à la défense ou à la sécurité. Ainsi les élections à venir, clé de voûte du plan de paix de l'ONU, ne lui seraient-elles pas trop défavorables.

On conçoit que les partis islamistes installés au Pakistan exigent, quant à eux, que la préparation de la consultation soit confiée à un « gouvernement intérimaire » sans représentation de Kaboul. Pour les plus « politiques » d'entre les moudjahidines, tel le célèbre commandant Massoud, le triomphe de ce point de vue suppose qu'ils demeurent eux-mêmes un peu en retrait, cédant la place dans cette future instance à des technocrates, des représentants de l'intelligentsia, des religieux considérés, des réfugiés, des exilés.

C'est dire que, avec des positions aussi équilibrées, le « dialogue entre Afghans » - d'abord envisagé pour l'automne dernier, puis plusieurs fois reporté et désormais proposé pour avril prochain par M. Sevan - ne sera pas une partie de plaisir.

JEAN-PIERRE CLERC

JAPON : trois mois après son arrivée au pouvoir

Le gouvernement de M. Miyazawa est menacé par de nouveaux scandales

Un militant d'extrême droite armé a fait irruption, mardi 11 février, au siège du Parti libéral-démocrate (PLD), ouvrant le feu sans faire de victimes avant de se retrancher dans les locaux. Il a finalement été arrêté par la police. D'autre part, alors que le PLD est secoué par des scandales qui l'éclaboussent lui-même, le premier ministre japonais Kiichi Miyazawa connaît, trois mois à peine après son arrivée au pouvoir, une chute brutale de popularité. Enfin, M. Miyazawa a affirmé « avoir été mal compris » après que ses récentes déclarations critiquant le « manque d'éthique du travail » des Américains eurent suscité un tollé aux Etats-Unis.

TOKYO

de notre correspondant

Dans le sillage de scandales s'annonce une nouvelle tourmente politique. Comme d'habitude, le PLD sera au centre du cyclone, et l'opposition, logée pratiquement à la même enseigne en matière de menaces politiques - à l'exception des communistes - sera éblouissante. La suspension, depuis le 5 février, des travaux parlementaires, bloqués par l'opposition exigeant que plusieurs personnalités viennent s'expliquer devant la Diète, est significative de la tension. L'ex-premier ministre Zenko Suzuki pourrait être prochainement interrogé par le parquet.

Pour l'instant, l'attention se concentre sur le scandale Kyowa : une entreprise de charpente métallique qui a versé 530 millions de yens (1) à l'ancien secrétaire général du clan Miyazawa, M. Fumio Abe, alors qu'il était directeur de l'agence de développement de Hokkaido et d'Okinawa dans le premier cabinet Kaifu (1989-1990). Arrêté le 13 janvier, M. Abe a été inculpé pour avoir reçu 80 millions de yens en échange de passe-droits pour la construction d'un stade dans sa circonscription. Il a été libéré sous caution.

Difficultés
financières

Cette affaire frappe de plein fouet le premier ministre, déjà fortement affaibli par son manque d'initiative et la chute de sa popularité. Impliqué dans le scandale politico-boursier Recruit, qui le contraignit en 1988 à quitter ses fonctions de ministre des finances, M. Miyazawa est aujourd'hui accusé par l'opposition d'avoir financé en partie son accession au pouvoir avec des fonds provenant de Kyowa.

Il reste que tout son clan est touché par ce scandale. Outre son bras droit, M. Abe, M. Suzuki, qui précède M. Miyazawa à la tête du clan, est accusé d'avoir bénéficié des largesses de Kyowa. M. Jun Shirozaki, ancien directeur de l'agence des affaires générales et de la coordination administrative, serait également impliqué. Il a été interrogé par le parquet.

Formé de bureaucrates, le clan de M. Miyazawa - le Kōchi-kai - avait la réputation d'être relativement « propre » : ses liens étroits avec les milieux d'affaires le dispensaient de se lancer dans des opérations douteuses pour drainer des fonds. Ces dernières années, il a semblé néanmoins avoir des difficultés financières.

L'opposition demande que M. Suzuki et Shirozaki s'expliquent devant le Parlement et - ressortant l'affaire Recruit - exige aussi la comparution du secrétaire de M. Miyazawa, qui servit d'intermédiaire dans cette affaire. Au

total dix-huit personnes, dont le ministre des postes, accusé pour sa part d'avoir favorisé des candidats à des examens scolaires moyennant rétribution.

Bien que le scandale Kyowa - qui a donné lieu, pour la première fois depuis l'affaire Lockheed au milieu des années 70, à l'arrestation d'un député - mobilise l'attention, la véritable « bombe à retardement » qui menace non seulement le gouvernement Miyazawa mais près de deux cents politiciens du camp conservateur et de l'opposition est l'affaire Tokyo Sagawa Kyubin, société de transport rapide dont la maison mère est à Kyoto. On retrouve dans ce scandale non seulement des hommes politiques mais aussi des truands. Les pots-de-vin s'élèveraient à quarante milliards de yens. Une affaire qui, lorsqu'elle éclatera, pourrait dépasser en ampleur le scandale Recruit, estime la presse.

Encore
la pègre

La semaine dernière, le vitupérant responsable des relations publiques du PLD, M. Koichi Hamada, déclarait que le chef du second plus important clan du parti, M. Hiroshi Mitsuoka, avait reçu 800 millions de yens de Sagawa Kyubin. « Les sommes versées aux chefs de clan dépassent l'imagination », avait-il déclaré. Une attaque relevant du règlement de comptes qui a valu un avertissement à M. Hamada. En fait, celui-ci est loin d'être un ange de vertu : il est notamment connu pour ses liens avec la pègre.

On retrouve cette dernière dans l'affaire Sagawa Kyubin : la firme a en effet garanti des prêts destinés à une quarantaine d'entreprises contrôlées par Inagawa-kai, le second syndicat du crime nippon, dirigé à l'époque par Susumu Ishii, qui fut à l'origine d'un autre scandale, cette fois avec Nomura Securities, la première maison de titres qui grait ses intérêts (le Monde du 10 octobre 1991).

Bien que le fondateur du groupe Sagawa, M. Kiyoshi Sagawa, affirme n'être en rien responsable des activités de sa filiale à Tokyo, il est néanmoins connu lui aussi pour avoir des liens avec la pègre de Kyoto : en octobre dernier, il fut interrogé par la police pour des opérations immobilières peu claires avec une société appartenant au chef du Yamamoto Sakagami, une bande de gangsters de l'ancienne capitale affiliée au syndicat du crime Aizu Kotetsu.

PHILIPPE PONS

(1) 1 yen = 4,3 centimes.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Des affrontements
entre partisans
de l'ANC et de l'Inkhata
ont fait vingt-deux morts

L'Afrique du sud a connu, le week-end dernier, une nouvelle flambée de violence qui soulève des interrogations quant à l'efficacité des accords de paix passés entre le gouvernement, le Congrès national africain (ANC) et le parti zoulou Inkatha. A Soweto, des affrontements entre sympathisants de l'ANC et partisans de l'Inkhata ont fait treize morts, tandis que neuf autres personnes ont été tuées dans la province du Natal.

L'accord de paix signé le 14 septembre dernier avait pour objectif d'arrêter la violence entre communautés noires, qui a coûté la vie à plus de 11 000 personnes depuis 1984. Depuis la signature de cet accord, le nombre de victimes s'est élevé à 630, selon les statistiques établies par la Commission sud-africaine des droits de l'homme, contre 1 021 pendant la période correspondante de l'année précédente.

D'autre part, lundi, les responsables de la Convention pour une Afrique du sud démocratique ont invité tous les Sud-Africains qui le souhaitent à donner leur avis sur la nouvelle Constitution. - (AFP)

SRI-LANKA

Violents combats
autour de Jaffna

Les combats ont connu, ces derniers jours, une recrudescence autour de Jaffna, capitale des séparatistes tamouls situés dans l'extrême nord de l'île de Ceylan,

entre les troupes sri-lankaises et les maquisards des Tigres de libération de l'Eelam tamoule (LTTE), qui combattent, depuis 1983, pour la création d'une entité séparée. Lors d'une offensive contre la base gouvernementale de Mullaitivu, les guérilleros du LTTE ont tué onze soldats et en ont blessé quinze autres. Ils auraient eux-mêmes perdu vingt-huit combattants. Par ailleurs, selon le journal d'opposition *Reveya*, les corps de soixante-douze personnes, les mains attachées dans le dos, ont été découverts au fond d'un puits dans l'île de Mandaitivu, situé un peu au large de Jaffna, et récemment repris aux « Tigres » par l'armée. - (AFP, Reuters, UPI)

CONGO

L'évasion
du principal témoin
dans l'enquête
sur l'attentat
contre le DC-10 d'UTA
est mise en doute

Le président d'un parti d'opposition congolais, M. Stephen Bongho Nourma, a affirmé, lundi 10 février, que M. Bernard Yanga, le principal témoin dans l'affaire de l'attentat contre le DC-10 d'UTA, « ne s'est pas évadé, mais a été sorti de son lieu de détention sur ordre d'un magistrat congolais ».

Selon M. Bongho Nourma, président du Parti pour la reconstruction et le développement du Congo (PRDC), M. Yanga aurait été transféré vers un endroit discret où il serait en train d'être drogué afin de contredire les déclarations qu'il avait faites devant le juge français [M. Jean-Louis Bruguière]. Un autre parti d'opposi-

tion, le Parti pour la paix et l'égalité sociale, accredité cette thèse en évoquant, dans un communiqué, un « complot » préparé par le gouvernement de transition. M. Jean-Marie Bemba, ministre de la justice, a qualifié les affirmations de M. Bongho Nourma d'« affabulations ». - (AFP)

ROUMANIE

L'opposition progresse
dans les grandes villes
après le premier tour
des élections locales

A l'issue du premier tour des premières élections locales libres du dimanche 9 février, l'opposition anticommuniste unie dans la Convention démocratique serait, selon des premiers résultats non officiels, en tête dans la plupart des grandes villes du pays, dont Bucarest, Timisoara, Cluj, Arad et Brasov. Symbole : à Timisoara, « berceau » de la révolution de décembre 1989, le candidat anticommuniste pourrait même être élu maire de la première fois. Cette nette progression de l'opposition dans de nombreuses grandes villes face au Front de salut national (FSN) des suffrages en mai 90), obligera les électeurs à se rendre de nouveau aux urnes le 23 février prochain. A Bucarest, la Convention démocratique dominerait le FSN, mais il y aurait ballottage dans tous les secteurs de la capitale. La Convention démocratique espère que ces municipales montreront, avant les élections générales prévues fin avril ou en mai, qu'« une alternative politique est possible ». Cependant, les résultats des communes rurales, encore inconnus, devraient pondérer le bon score de l'opposition dans les grandes villes. - (AFP)

Le vice-président
le rapatriementM. Daniel Bernard est
directeur du cabinet de M. I.

LE MONDE
diplomatique

Février 1992

TÉLÉVISION :
Réalités-spectacles
pour temps de crise

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

الصحافة
الحرية

DIPLOMATIE

L'aide internationale en faveur de la CEI

«Provide Hope»: une mise en scène américaine

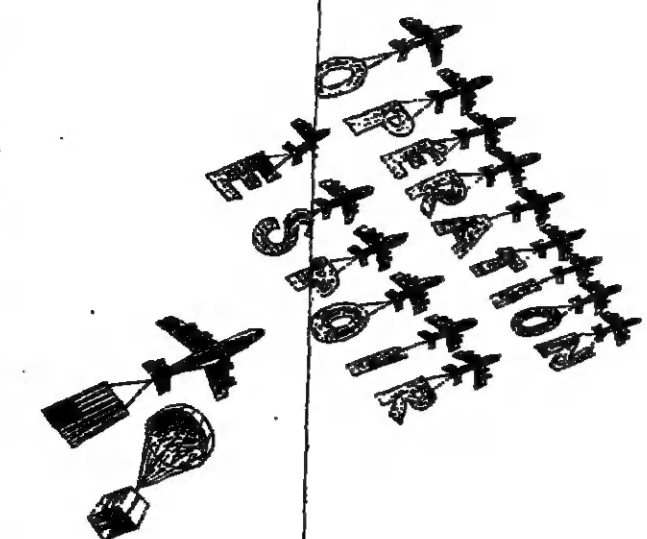
Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a donné, lundi 10 février à Francfort, le coup d'envoi de l'opération «Provide Hope», un pont aérien destiné à acheminer 2500 tonnes de vivres et médicaments dans les Républiques issues de l'URSS. Les représentants de plusieurs pays européens se sont associés à cette cérémonie, bien qu'ils en contestent le côté spectaculaire voulu par les Américains.

FRANCFORT
correspondance

Les discours ont dû être écourtés à cause du mauvais temps, mais le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et son homologue allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, étaient au rendez-vous pour le coup d'envoi, lundi 10 février à Francfort, d'un pont aérien international d'aide alimentaire d'urgence aux onze Républiques de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Organisée par les Etats-Unis, l'opération «Provide Hope» (donner l'espoir) avait été décidée lors de la conférence de Washington le 23 janvier dernier à laquelle participaient quarante-sept Etats.

Sur les douze vols que les Américains avaient effectués lundi pour le lancement de l'opération, cinq sont partis de la base militaire de Rhein-Main, près de Francfort, et le reste de la Turquie. Des convois routiers et des bateaux vont également partir de Turquie pour alimenter les Républiques ex-soviétiques du Caucase et de l'Asie centrale. Du côté européen, l'on ne cache pas une certaine amertume sur le rôle de l'opération. Les Etats-Unis ont été accusés de vouloir profiter de cette opération pour que leurs efforts soient reconnus.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a rappelé que son pays commençait avec cette



opération son trois cent deuxième vol à destination des CEI. L'Allemagne réalise à ce stade environ 80 % de l'aide humanitaire à l'ex-URSS, mais si ce pourcentage inclut le rapatriement des troupes de l'armée rouge stationnées dans l'URSS. Depuis l'hiver 1990-1991, elle a déjà livré plus de cent mille tonnes d'aide humanitaire, notamment grâce aux efforts de quatre cent trois organisations caritatives.

«Ne pas nourrir les mafias»

La participation française au pont aérien a consisté à l'envoi de quatre avions, dont trois étaient présents à Francfort. Les avions avaient pour mission de livrer trois cents tonnes de vivres, et de médicaments à Minsk, Saint-Petersbourg et Evreux. Un Antonov-124, avec à son bord le capitaine français Jean-Claude Chénier, devait décoller de Brest dans la nuit de mardi à destination de Moscou et d'Evreux, où il livrera trente tonnes de dons recueillis par SOS-Armée-Marseille. Les

à destination de Brianak, pour y déposer soixante-dix tonnes de vivres achetés par l'Action humanitaire.

M. Bernard Kouchner a insisté à Francfort sur la nécessité de coordonner les efforts à l'arrivée et pas seulement au départ: «Il faut que des coordinations se mettent en place là-bas, pas seulement dans les capitales, mais aussi dans des zones reculées, pour que la distribution, pour que l'aide parvienne aux intéressés sans nourrir les mafias ni alimenter la hausse des prix.» L'ex-URSS n'est pas le Sahel, aime à répéter M. Kouchner, mais elle souffre d'une totale désorganisation de son système de production et de distribution. Il s'agit donc de proposer des très bons résultats obtenus par le groupe de travail mis en place par la France et l'Allemagne, afin d'identifier les besoins des populations et s'assurer que l'aide parvienne bien aux intéressés. La prochaine étape consiste maintenant, selon lui, à enrôler des grands groupes français de distribution pour former les populations locales.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Les Douze s'efforcent de raccourcir les délais

Mobiliser l'aide communautaire en faveur de la Russie et des autres Républiques de la CEI apparaît comme une opération des plus laborieuses. On a pu encore le vérifier lors de la réunion que les ministres des finances des Douze ont tenue lundi 10 février à Bruxelles.

BRUXELLES

de notre correspondant

Il faut toujours compter des mois entre le jour où une décision d'assistance est prise, au niveau politique à Bruxelles, et celui où l'opération envisagée peut être mise en œuvre. Et ce, sans que l'on puisse discerner clairement ce qui pourrait être fait pour raccourcir ces délais. Car, sur le terrain, au niveau de la distribution, les équipes de la Commission européenne et des Etats membres parviennent apparemment à s'adapter de manière assez efficace (le Monde du 23 janvier).

Lundi, les Douze sont parvenus à clarifier trois points. Une controverse de nature budgétaire opposait le Conseil au Parlement européen, à propos des crédits d'assistance technique en faveur de l'ex-URSS, à inscrire dans le budget de la CEE pour 1992. Elle a été réglée. L'effort communautaire - il s'agit de dons - a été fixé à 400 millions d'euros (2,8 milliards de francs), soit au même niveau qu'en 1991. 50 millions d'euros (350 millions de francs) viendront s'ajouter, pour régler les appointements des ingénieurs et techniciens suédois, et éviter qu'ils se dispersent dans la nature avec l'idée de proposer leurs

services aux plus offrants. Un déblocage appréciable, car, après l'identification des équipements à remettre en état de marche, l'opération «assistance technique» a démarré avec l'argent du budget 1991, et ne demande qu'à être poursuivie.

Une garantie de crédits de 500 millions d'euros avait été décidée en décembre 1990, afin de permettre aux Républiques soviétiques de reprendre leurs achats de produits agricoles et alimentaires à l'Ouest. L'argent mobilisé par un consortium de banques occidentales, conduites par la Deutsche Bank, n'a jamais pu être déblocqué, faute d'obtenir le complément de garantie nécessaire de la part des ex-banques soviétiques.

Opération triangulaire

Au fil des mois, cette affaire est devenue ubuesque. Le problème qui se posait lundi était de savoir comment ce crédit de 500 millions d'euros serait réparti entre les Républiques de la CEI, étant entendu qu'elles ne se trouvent pas dans la même situation quant à leur capacité d'accueillir le complément de garantie exigé par l'Ouest.

Les ministres, probablement lassés d'entendre, une fois de plus, que la difficulté était pratiquement surmontée, ont décidé, pour simplifier les choses, que la totalité de ce crédit serait affectée à la Russie. Les autres Républiques se rattraperaient lorsque la Communauté procèderait à la répartition du prêt de 1,25 milliard d'euros (8,75 milliard de francs), dont elle a approuvé le principe en octobre 1991. Toutefois, plus rien ne s'oppose à

ce que les banques mettent les fonds à la disposition de Moscou. Il avait été entendu qu'une partie des crédits ainsi fournis par la CEE pourraient être utilisés à acheter des produits agricoles aux pays d'Europe de l'Est, telles la Pologne ou la Hongrie (opération dite «triangulaire»).

En décembre 1991, à Maastricht, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze avaient décidé d'accorder une aide humanitaire de 200 millions d'euros (1,4 milliard de francs) pour favoriser l'approvisionnement de Moscou et de Saint-Petersbourg. Une première tranche de 100 millions fait déjà l'objet de distributions dans les magasins des deux villes. Les ministres des finances viennent de déblocquer la seconde tranche de 100 millions d'euros.

PHILIPPE LEMAITRE

Les Pays-Bas étudient la vente d'armes à Taipei. Les Pays-Bas ont récemment envoyé en Chine leur ambassadeur en France, M. Henri Wijnen, pour connaître la position de Pékin sur d'éventuelles livraisons d'armes néerlandaises à Taipei, a indiqué, lundi 10 février, le porte-parole du ministère des affaires étrangères à La Haye. Pékin considérerait la vente de matériel militaire, en particulier de sous-marins, d'appareils radars pour frégates et de systèmes de défense pour aéroports, comme un geste pouvant nuire aux relations sino-néerlandaises. Déjà, en 1981, Pékin avait rappelé son ambassadeur à La Haye pour protester contre la vente à Taipei de deux sous-marins. (AFP)

Devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Le vice-président américain justifie le rapatriement des réfugiés haïtiens

GENÈVE

de notre correspondant

Le vice-président américain Dan Quayle, en visite à Genève où il s'est exprimé devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, a estimé, lundi 10 février, que la situation des réfugiés haïtiens n'était pas comparable à celle des boat-people vietnamiens. «Toute personne fuyant le Vietnam vers un autre pays, comme Hong Kong, est un réfugié politique, chacun le sait», a notamment déclaré le vice-président.

L'administration américaine, qui

s'était opposée au rapatriement forcé des Vietnamiens à part de Hong Kong, procède cependant à celui des Haïtiens. Chaque particulier est examiné, a indiqué M. Quayle. «Ceux qui sont directement identifiés comme réfugiés politiques sont autorisés à rest, les réfugiés économiques sont renvoyés. Les deux situations sont différentes», a encore déclaré le vice-président, après avoir pour rappelé le soutien de son pays au gouvernement légitime du président en Haïti, renversé par un coup d'Etat militaire.

L'intervention du numérotéux

de l'administration américaine devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU témoigne du prix que les Etats-Unis attachent désormais à cette institution. M. Quayle s'en est pris lundi à Cuba, à l'Irak et à l'Iran, trois pays qui, en raison de leurs violations systématiques et flagrantes des droits de l'homme, n'ont, selon lui, pas leur place parmi les cinquante-trois membres de la Commission. Il n'a pas cité la Chine.

Au cours d'une conférence de presse, M. Quayle s'est énergiquement élevé contre la désignation de l'ambassadeur iranien Cyrus Nasseri à la vice-présidence de la Commission (le Monde du 29 janvier). Il a estimé également que si M. Yasser Arafat - dont l'arrivée à Genève est prévue en principe pour jeudi - prenait la parole devant la Commission, il devrait condamner sans équivoque le terrorisme.

ISABELLE VICHNIAC

M. Dan Quayle, le GATT et l'OTAN. Le ministre portugais des affaires étrangères, M. Juan de Deus Pinheiro, a déclaré, lundi 10 février à Lisbonne, que les négociations sur le GATT et la présence des forces américaines en Europe «sont deux choses complètement différentes». Plusieurs fonctionnaires de la Commission de Bruxelles, parlant sous couvert de l'anonymat, se sont élevés contre le lien que M. Dan Quayle avait paru établir, la veille à Munich, entre les négociations commerciales et l'engagement des Etats-Unis dans l'OTAN (le Monde du 11 février). Le vice-président s'est défendu, lors de sa conférence de presse à Genève lundi, d'avoir établi un tel lien formel de cause à effet. «Il y a, si vous voulez, un lien entre sécurité économique et sécurité militaire», a-t-il déclaré.

Après la démission de M. Kessedjian

M. Daniel Bernard est nommé directeur du cabinet de M. Roland Dumas

M. Daniel Bernard a accepté, lundi 10 février, de succéder comme directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères à M. Bernard Kessedjian, qui avait démissionné, le 30 janvier, à la suite de l'affaire Habache.

Très étroitement associé, en tant que porte-parole, à toutes les activités du ministre, M. Daniel Bernard était cité depuis quelques jours comme le plus probable successeur de M. Kessedjian. Son tempérament souple et direct et l'efficacité de son action au ministère depuis deux ans peuvent lui valoir une reconnaissance quasi consensuelle dans une maison ébranlée par les sanctions qui l'ont frappée il y a dix jours.

Nommé porte-parole en juin 1990, M. Daniel Bernard a transformé le service de presse du Quai d'Orsay en une direction à part entière et mis en œuvre, avec l'équipe dont il s'est entouré, une véritable politique de communication. Il garde sa fonction de direc-

teur de l'information. Il est probable qu'il ramènera la fonction de directeur de cabinet au strict rôle de courroie de transmission entre les services et le ministre et verra avant tout à restaurer l'information interne dans l'administration. Le successeur de M. François Boer au secrétariat général devra être désigné lors du prochain conseil des ministres ou du suivant.

(Né en 1941, ancien élève de l'ENA, M. Daniel Bernard a été premier secrétaire à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1977-1981) puis conseiller technique au cabinet de M. Claude Cheysson, ministre de relations extérieures. Il a été délégué aux affaires internationales au ministère de l'Industrie et de la Recherche (1983-1984), avant de devenir conseiller de M. Laurent Fabius, à l'Hotel Mignon (1985-1986), puis à l'Assemblée nationale. Il est directeur de la presse, l'information et de la communication au Quai d'Orsay depuis juin 1990.)

Marrakech: 2500 F.A.R. Embarquement immédiat



Agadir: 2500FAR
Casablanca: 2500FAR
Tunis: 1850FAR
Lisbonne: 1600FAR
Madrid: 1600FAR
Rome: 1600FAR
Londres: 890FAR
Berlin: 1400FAR
Nîmes: 770FAR
Tel Aviv: 3900FAR

Tarifs applicables au départ de Paris à partir du 20 janvier 1992, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. * Tarif non valable du 19 février au 8 mars 1992 et du 14 avril au 7 avril 1992.

EUROPE

RUSSIE : après de sanglantes attaques contre des casernes

Le couvre-feu a été instauré dans la capitale de la Tchétchénie

Après plusieurs jours de violents incidents armés, un couvre-feu a été instauré, mardi 11 février, à Grozny, capitale de la petite République autonome de Tchétchénie (Fédération de Russie), proclamée « indépendante » de Moscou. Des groupes de Tchétchéniens, opposés aux autorités indépendantes, ont lancé, ces derniers jours, plusieurs opérations contre des casernes des forces de la Communauté des États indépendants, s'emparant de milliers d'armes, selon l'agence ITAR-Tass. Un assaut, samedi 8 février, contre une caserne de l'ex-armée soviétique aurait fait plusieurs morts, selon les autorités locales.

L'homme qui, en novembre dernier, avait fait reculer M. Eltsine, le président tchétchène Djokhar Doudaev, a lancé, lundi 10 février, une nouvelle mise en garde à la télévision, dénonçant les « provocations » organisées, selon lui, par « la direction militaire russe ». La police anti-émeutes et les « gardes nationaux » tchétchéniens ont « renforcé la sécurité » autour des installations militaires, a précisé l'agence ITAR-Tass. Le décret sur le couvre-feu signé, lundi, par le président tchétchène, prévoit aussi la mise en « état d'alerte avancée » des formations militaires locales et un renforcement des contrôles aux frontières. M. Doudaev avait obtenu, samedi dernier, les pleins pouvoirs pour un mois et avait affirmé que les Russes se préparaient à lancer une attaque massive. Un régime des forces du ministère russe de l'Intérieur s'est

retiré, dimanche, de Grozny pour être redéployé dans le sud-ouest de la Russie. En novembre dernier, le président russe avait voulu instaurer l'état d'urgence à Grozny pour éviter la sécession de cette République autonome de Russie, mais, désavoué par son Parlement, M. Eltsine avait dû faire machine arrière devant la détermination des Tchétchéniens. (AFP, Reuters.)

Nouveaux affrontements dans le Haut-Karabakh

De nouveaux combats entre Arméniens et Azerbaïdjanais ont fait au moins vingt-quatre morts, dimanche 9 et lundi 10 février, dans l'enclave disputée du Haut-Karabakh, administrée par l'Azerbaïdjan mais peuplée en majorité d'Arméniens. Selon l'agence Tass, les forces armées ont repris le bombardement de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, ainsi que d'autres villes de la région. Les derniers affrontements avaient été déclenchés, il y a deux semaines, par l'explosion d'un hélicoptère azerbaïdjanais avec une trentaine de personnes à bord.

Une mission d'observateurs de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), dirigée par M. Karl von Schwarzenberg, le chef de cabinet du président tchèque, M. Vaclav Havel, doit se rendre sur place, le 13 février, afin de « vérifier les faits sur les lieux du conflit et de proposer des voies d'entente entre les deux parties ». (AFP, Reuters.)

YUGOSLAVIE : référendum les 22 et 23 février

Les Serbes de Krajina vont se prononcer sur le plan de paix de l'ONU

M. Milan Babic, le président de la « République serbe de Krajina », autoproclamée en Croatie, a décidé d'ignorer la volonté de la majorité des députés du Parlement de Krajina qui, à l'issue de la session extraordinaire du dimanche 9 février, avaient accepté « intégralement » le plan de paix des Nations unies (le Monde du 11 février). Hostile aux modalités de l'envoi de dix mille « casques bleus » dans les enclaves serbes de Croatie, M. Babic compte légitimer sa position par un référendum, samedi 22 et dimanche 23 février.

BELGRADE

de notre correspondant

Le leader de la Krajina qui, depuis le début de la guerre avec les forces croates, exerce un pouvoir absolu sur ses territoires, est décidé à aller jusqu'au bout. Critiqué par les fondateurs du Parti démocrate serbe de Krajina et par une grande partie de l'opposition de Serbie, abandonné par les leaders des autres enclaves serbes de Croatie, renforcé par son allié, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, et menacé par la présidence et l'armée « yougoslaves », M. Milan Babic s'obstine à rejeter le plan de paix des Nations unies. Lorsque la majorité des députés de Krajina remet en cause sa politique en approuvant l'envoi des Casques bleus, il ne s'émoussait pas et n'envisageait même pas de démissionner. L'isolement ne lui fait pas peur, car il entend, par cette politique de fermeté, se poser en unique et véritable défenseur de la « cause serbe », l'homme qui ose défier l'ONU, l'armée et Belgrade pour ne pas céder les territoires de la Krajina à la Croatie. Si, par sagesse politique, certains représentants locaux de Krajina approuvent le plan de paix des Nations unies, M. Babic est conscient que les Serbes de sa région, qui ont pris les armes dès la fin de l'été 1990 pour se défendre contre le régime de Zagreb, ne sont pas prêts à confier si facilement leur destin à la bienveillance d'une armée « étrangère », en l'occurrence aux forces de l'ONU.

M. Babic va donc jouer sur les craintes qui persistent au sein de la population pour obtenir de nouvelles modalités du plan des Nations unies. Ses arguments sont simples : « Les Serbes de Krajina aspirent à la paix mais ne peuvent pas accepter une paix qui les abais-

serait au rang de minorité ethnique. » La Krajina doit être, selon M. Babic, considérée comme une entité de l'ex-Fédération yougoslave et non comme une partie intégrante de la Croatie, et doit, en tant que telle, continuer à être protégée par l'armée yougoslave.

Les députés restés fidèles à M. Babic - et qui avaient boycotté la session extraordinaire du Parlement de Krajina qui s'est tenue dimanche à Glina - se sont réunis, lundi 10 février, à Knin. Devant soixante-cinq parlementaires (l'Assemblée compte cent cinquante-quatre sièges), M. Babic a constaté que « le seul moyen de régler le différend créé par les divergences de points de vue des représentants de la Krajina à l'égard du plan de paix des Nations unies est de recourir à la consultation de tous les citoyens de la Krajina ». En vertu de la Constitution, M. Babic a « déclaré » la tenue d'un référendum les 22 et 23 février prochains à l'occasion duquel les électeurs devront dire s'ils approuvent le plan de paix des Nations unies, « avec les réserves faites par le gouvernement de Krajina » ou bien « complètement et sans restriction ».

FLORENCE HARTMANN

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis DSP

Vente sur conversion par subrogation au Palais de Justice de PARIS.

le LUNDI 24 FÉVRIER 1992, à 14 h. EN UN LOT :

APPARTEMENT de 5 P.P. à PARIS-8^e

68, RUE DE ROME

au 1^{er} étage, bâtiment B. UNE CHAMBRE au 2^e étage. UNE CAVE.

MISE A PRIX : 500 000 F

S'adresser : M^{rs} B. LOPOLO-COUTURIER, avocat à PARIS-17^e, 12, rue Théophile-Ribot, tél. : 47-66-50-25 ; M^{rs} KLING, avocat à PARIS-17^e, 5, rue du Colonel-Moll, tél. : 43-80-11-32.

VENTE aux enchères publiques, en l'Office notarial « G. DURANT des

AULNOIS, R. SOLUS, Ch. FUSANI, A. THABEAULT et E. DUBOIS, not.

10, rue du Cirque, Paris (8^e) - le MERCREDI 26 FÉVRIER 1992, à 15 h

60 ACTIONS de 10 F nominal chacune

19, bd de MONTMORENCY, PARIS-16^e

dominant vocation à la jouissance, pendant la durée de la Sé et à l'attribution en

copropriété, en cas de partage de la Sé ou de retrait social, aux lots 1 452 et

1 311 de copropriété :

APPARTEMENT de 2 P. PRINC. - 76 m² ENV.au 2^e ég. : hall, séjour, 1 ch. S. de bns, cuis. Balcon - CAVES - 24 m²

M. à P. : 750 000 F

Consign. pour enchérir : 375 000 F

en un chèque émis par la banque.

Pour renseignements et consulter le cahier des charges à M^{rs} SOLUS, tél. : 40-76-90-51.

VISITE sur place les 14 et 20 février 1992, de 13 h à 15 h 30.

ESPAGNE : la lutte contre l'ETA

La justice ouvre une information contre plusieurs dirigeants de la coalition Herri Batasuna

Le procureur général de l'Etat espagnol, M. Leopoldo Torres, a décidé, lundi 10 février, de déposer plainte contre trois hauts dirigeants de la coalition basque Herri Batasuna et a demandé au tribunal suprême leur incarcération « dans les plus brefs délais ». Cette plainte vise MM. Jon Idigoras, député local et porte-parole de l'organisation, Florencio Aioiz, parlementaire de Navarre, et Adolfo Araiz.

MADRID

de notre correspondant

Les trois responsables basques mis en cause par le procureur général sont accusés de menaces graves contre le gouvernement central et le gouvernement basque, d'outrages à fonctionnaires, en l'occurrence un magistrat et le ministre de l'Intérieur basque, et, enfin, d'apologie du terrorisme.

Au cours d'une conférence de presse à Pampelune, le 31 janvier, ils avaient, en effet, violemment réagi au démantèlement d'un réseau chargé de collecter l'impôt révolutionnaire au profit de l'ETA et à la mise en cause directe de Herri Batasuna, dont un membre, l'avocat M^{rs} Alvaro Reizabal, avait été arrêté. Accusant les autorités de vouloir « criminaliser » Herri Batasuna, ces dirigeants avaient déclaré : « Nous n'allons pas rester les bras croisés. Nous allons répondre », tout en ajoutant : « Nous n'allons pas trouver de solution par la voie politique ». Ils avaient aussi qualifié les capacités de l'ETA de « très importantes ». M. Idigoras avait assuré qu'il « poursuivait judiciairement jusqu'à leur lit » le juge, M. Carlos Bueren, et le ministre de l'Intérieur basque, M. Juan Maria Añutxa, en estimant que ces derniers « séquestreraient » l'avocat Reizabal.

Un autre député local membre

e la coalition Herri Batasuna, José Maria Olarra Aguiriano, l'un des dirigeants de la coalition, a fait l'objet de la même plainte de la part des autorités judiciaires de l'Etat. Pour l'instant, cependant, aucune de ces personnes n'a été appréhendée. Il faut, tout d'abord, que soit levée l'immunité parlementaire de M. Idigoras. Mais l'ouverture d'une telle procédure contre des dirigeants de la formation politique basque est sans précédent. Elle fait suite aux propos du président du gouvernement, Felipe Gonzalez, qui, au soir de l'annonce de la manifestation à Madrid, le 6 février, avait émis des instances judiciaires contre ceux qui projettent d'apologie des menaces de s'attaquer au cœur de l'Etat.

En s'attaquant à la tête de Herri Batasuna, le pouvoir entend faire cesser la collusion avec une organisation terroriste qui a déjà causé la mort de sept cent deux personnes depuis 1968. Le gouvernement va

néanmoins devoir jouer serré. Herri Batasuna jouit d'un véritable soutien au sein de la population, ainsi que l'a démontré, samedi 8 février, la manifestation en faveur de négociations. Parfaite illustration de la coupure qui s'est installée au pays basque, elle a rassemblé autant de monde que celle des opposants à la violence, une semaine auparavant, et est apparue clairement comme un soutien à l'ETA qui a fait paraître, quelques heures plus tard, un communiqué annonçant qu'elle n'avait pas l'intention « de changer de stratégie » et qu'elle continuerait « jusqu'au XXI^e siècle ». L'ETA représentait ainsi au pied de la lettre les propos du chef du gouvernement qui avait déclaré que les auteurs d'attentats seraient en prison « à la fin de ce siècle et [pendant] le siècle suivant ».

MICHEL BOLE-RICHARD

struction de l'Europe. Il n'a pas été assez dur à l'égard de l'IRA : « Je leur ai dit que leurs méthodes sont devenues plus sacrées que leur cause. Leur nationalisme est du dix-neuvième siècle. L'IRA a été six fois plus d'irlandais que les dupes britanniques. Mais les unionistes veulent protéger leurs droits et, à l'échelle de toute l'Irlande, sont ceux d'une minorité. Je comprends leur but mais leur méthode est de valeur déclinant tous les pouvoirs. »

M. James Molyneux, le chef de l'Ulster Unionist Party (UUP), évalue les conditions d'une négociation avec le Sinn Féin : « Si nous rompons nos relations avec l'IRA, si l'IRA met fin à la violence, rend ses armes et prouve, sur une période de dix ou trois ans, qu'elle cesse ses activités terroristes, alors... » Impossible, déclare le Sinn Féin, de ne pas éliminer l'IRA sans perdre son identité et devenir sa cible.

Appointement loyaliste pour les conservateurs

Les unionistes exigent aussi l'abrogation de l'accord anglo-irlandais de 1953 qui donne de facto à Dublin un droit de regard sur les affaires de la province d'Irlande du Nord, et déconcentrent le « clivage » du gouvernement britannique à l'égard de l'IRA.

es élections britanniques approchent, les loyalistes estiment être en position de force : si le Parti conservateur ne peut à lui seul atteindre une majorité aux Communes, les parlementaires unionistes constitueront une force d'appui qui peut se révéler indispensable. Ces calculs

politiciens obscurcissent un peu plus l'écheveau de l'Irlande du Nord. Depuis vingt ans, Londres pare au plus pressé, poursuivant une politique de répression qui vise à contenir la violence dans des limites « acceptables », sans s'efforcer complètement la minorité catholique, voire en tentant de favoriser son assimilation.

La violence s'est accrue ces derniers mois, atteignant une intensité comparable à celle des années 70, comme pour donner raison aux Cassandres : l'IRA serait aujourd'hui commandée par une nouvelle génération de chefs militaires, plus jeunes, moins soucieux d'éviter les « bavures » et persuadés que celle-ci n'est pas le noyau dur de leurs partisans. La seule « ouverture » qui apparaisse aujourd'hui vient de Dublin : le départ du premier ministre de la République d'Irlande, M. Charles Haughey, un défenseur notoire des nationalistes, et son remplacement par un homme réputé moins militant, M. Albert Reynolds, offrent - peut-être - une occasion au dialogue.

Le sommet politique organisé, mardi 11 février, par M. John Major, le premier ministre britannique, représente un espoir plus ténu. D'autant qu'aucun des partis politiques invités n'a d'influence sur les groupes paramilitaires, protestants ou catholiques, responsables de la violence. Les chefs de file de ces partis se retrouvent, une nouvelle fois, autour d'une table de négociation : que vont-ils se dire qu'ils ne savent déjà ?

LAURENT ZECCHINI

PROCHE-ORIENT

Quand M. Saddam Hussein réplique à M. George Bush...

Plus d'un an après la guerre du Golfe, le président américain George Bush a affirmé qu'il souhaitait toujours la chute du dirigeant irakien Saddam Hussein. Mais il s'est refusé à discuter d'éventuelles nouvelles tentatives diplomatiques dans ce but. « J'aimerais le voir exclu », a affirmé, vendredi 7 février, M. Bush à la base aérienne d'Andrews, proche de Washington. En réponse à une question, il a toutefois refusé de révéler si la visite cette semaine à Proche-Orient du directeur de la CIA, M. Robert Gates (le Monde du 9-10 février), était destinée à discuter avec des responsables régionaux d'une telle action.

Le Los Angeles Times a, par ailleurs, rapporté samedi que l'administration Bush avait autorisé la CIA à mener une action clandestine destinée à affaiblir ou renverser le président irakien, avec un budget de 30 millions de dollars (80 millions de francs). Selon le quotidien, qui cite des sources au gouvernement et au Congrès, ce programme comprend notamment la diffusion de propagande et des contacts accrus avec des responsables de l'opposition irakienne.

Le président irakien a répondu à la même ironie à cette cam-

pagne psychologique, par le truchement d'un porte-parole du ministère irakien de la culture et de l'information. Ce dernier a déclaré que M. Bush ferait mieux de « concentrer ses efforts sur le succès de son nouvel emploi de vendeur de voitures », et de ne pas se mêler des affaires irakiennes.

D'autre part, dans une interview publiée, dimanche 9 février, par le quotidien turc Hurriyet, M. Saddam Hussein affirme que dans les journées cruciales qui ont précédé le déclenchement de la guerre du Golfe, il a été induit en erreur par les présidents François Mitterrand et Mikhail Gorbatchev. Comme on lui demandait pourquoi il ne s'était pas rendu compte qu'il ne pourrait pas résister aux alliés, il a expliqué que des « messages » des présidents soviétique et français l'avaient conduit à retarder le retrait de ses forces du Koweït. « Jusqu'au dernier jour, a-t-il souligné, nous étions en contact avec Mitterrand et Gorbatchev et nous recevions d'eux de bonnes nouvelles... Les Etats-Unis préparaient certains scénarios, mais nous avions le sentiment que personne ne se laisserait prendre par ses scénarios. » (AFP, AP.)

Un entretien avec

... d'après les informations recueillies par nos journalistes, les dirigeants de l'ETA ont décidé de continuer leur lutte armée. Ils ont affirmé que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également déclaré que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.

... les dirigeants de l'ETA ont déclaré que la violence était la seule solution pour obtenir l'indépendance du pays basque. Ils ont également souligné que la coalition Herri Batasuna était leur seule alliée politique. Ils ont enfin souligné que la manifestation de samedi 8 février était une victoire pour leur cause.



La préparation des élections régionales

Un entretien avec M^{me} Martine Daugreilh

« Je veux incarner, à Nice, le combat contre Le Pen », nous déclare le député RPR des Alpes-Maritimes

M^{me} Martine Daugreilh, députée (RPR) des Alpes-Maritimes, adjointe au maire de Nice, a annoncé, samedi 8 février, qu'elle conduira aux élections régionales une deuxième liste de droite, concurrente de celle de l'UPF dirigée par M^{me} Suzanne Sauveigo (RPR), elle aussi députée, maire de Cagnes-sur-Mer. M^{me} Daugreilh s'en explique ci-dessous.

NICE
de notre correspondant régional

« Quelles sont les raisons de votre candidature ? »

« J'ai ardemment travaillé à une liste d'union de l'opposition, mais j'ai été stupéfaite, et même indignée, de la façon dont elle a été composée, avec une sous-représentation flagrante de Nice et de l'est du département (55 % des électeurs des Alpes-Maritimes). C'est la raison principale de mon engagement : faire en sorte qu'il y ait des élus locaux pour défendre les dossiers de la ville au conseil régional.

« Il n'y avait personne, à Nice, pour s'opposer à l'arrivée de M. Le Pen. La situation devenait opaque et dangereuse. Je ne dis pas que les électeurs qui votent ou sont tentés de voter pour le Front national sont des « salauds », mais je veux leur démontrer qu'ils sont dans l'erreur. Mon combat contre Le Pen est clair. J'ai toujours dit que si Le Pen venait à Nice j'en ferais une affaire personnelle. Donc, j'accorde mes votes à mes propos et je veux incarner ce combat.

« Quelle influence a eu, dans votre décision, le soutien apporté par M. Jacques Médéric à M. Le Pen ? »

« Loin des réalités, M. Médéric a voulu, visiblement, régler des comptes personnels en récupérant par M. Le Pen, qui veut l'utiliser à

des fins électorales. Cela a créé une grande ambiguïté : ainsi, M^{me} Geneviève Médéric, la sœur de Jacques, se représente dans le cinquième canton, où elle a pour adversaire une candidate du Front national. Vous voyez d'ici la perplexité des électeurs... J'ai, personnellement, travaillé pendant dix-huit ans aux côtés de M. Médéric et j'ai pris ma part à ce qu'il a fait pour cette ville. Je veux donc continuer à travailler dans l'esprit d'entreprise qui a été le sien et éviter que M. Le Pen ne s'approprie son héritage. Les Nîçois, j'en suis certaine, préféreront avoir une attitude positive plutôt que d'épouser le dépit de leur ancien maire en votant pour M. Le Pen.

« Il n'y a pas de danger de gauche ? »

« Vous allez, inévitablement, entrer en concurrence avec la liste de l'UPF, et donc, lui nuire... »

« Nous sommes, d'abord, dans un département où il n'y a pas de danger de gauche. Ensuite, les candidats de ma liste qui seront élus voteront pour M. Jean-Claude Gaudin dans la mesure où il a exclu toute alliance avec l'extrême droite. Ma candidature est une candidature d'appui et non de division. Je m'adresse, en priorité, à ceux qui sont désorientés par la tournure des événements et qui sont tentés par l'abstention, ou le pire.

« Vous faites un acte de dissidence et vous vous exposez à des sanctions du RPR... »

« Je me mets en congé du RPR. Dissidente ? Je le suis beaucoup moins que ceux qui parlent d'accords électoraux avec le Front national (1). Je vais, en fait, au

bout de mes idées. On tentera sans doute de briser mon action, mais, je le répète, j'ai le sentiment d'une mission à remplir, pour les Nîçois et contre M. Le Pen. »

Propos recueillis par GUY PORTE

(1) M^{me} Daugreilh fait allusion à des déclarations attribuées par le Figaro à M. Christian Estrosi, député (RPR) des Alpes-Maritimes.

M. Zeller (CDS) conduira sa propre liste dans le Bas-Rhin

STRASBOURG

de notre correspondant régional

M. Adrien Zeller (CDS), député du Bas-Rhin, maire de Saverne, a annoncé, samedi 8 février, qu'il présentera sa propre liste aux élections régionales dans son département. Ancien secrétaire d'Etat aux affaires sociales dans le gouvernement de M. Jacques Chirac de 1986 à 1988, M. Zeller a donc décidé de faire concurrence à la liste UDF-RPR conduite par M. Marcel Rudloff (CDS).

Si les choses restent en l'état, toutes les composantes politiques susceptibles d'obtenir des sièges à la prochaine assemblée régionale iront à la bataille électorale en ordre dispersé : la « majorité présidentielle » avec M. Gilbert Estève (PS) et M. Théo Braun (France unie); les écologistes avec les Verts et Génération Écologie; l'extrême droite avec le Front national et Alsace d'abord de M. Robert Spiller, dissident du mouvement de M. Jean-Marie Le Pen; l'opposition parlementaire avec l'UPF et M. Zeller.

M. S.

L'union RPR-UDF obtiendrait dans la région Rhône-Alpes 39 % des suffrages, le PS 18 % et le FN 16 %

LYON

de notre bureau régional

Le sondage réalisé par BVA (1) et publié dans l'édition Rhône-Alpes du Monde (daté 11 février) révèle, à six semaines des régionales, une grande instabilité de l'électorat dans ses intentions de vote : 43 % des personnes interrogées, tout en se déclarant certaines de participer au scrutin, considèrent que leur choix n'est pas définitif. Pour le moment, les

listes d'union RPR-UDF recueillent 39 % des intentions de vote, celles du PS 18 % et celles du Front national 16 %.

Ensuite, l'électorat se disperse : 8 % pour le PCF, 6 % pour Génération Écologie et 4,5 % pour les Verts. Globalement, cet émiettement porte surtout tort aux socialistes, sans que les listes de ses dissidents, intitulées Nouvelle Gauche ou À gauche autrement, en bénéficient vraiment : elles n'obtiennent que 4,5 % des intentions de vote. Interrogés sur les

alliances souhaitées pour rechercher une majorité dans la future assemblée, 76 % des électeurs de droite penchent pour un accord entre l'union de l'opposition et les écologistes, contre 18 % qui préfèrent un contrat avec le Front national.

B. C.

(1) Sondage réalisé par téléphone pour Antenne 2, FR 3, France Inter, France Info et Paris-Match, du 4 au 6 février auprès de huit cent six personnes habitant la région Rhône-Alpes, âgées de dix-huit ans et plus, et inscrites sur les listes électorales.

Concurrence dans les Pyrénées-Atlantiques

BAYONNE

de notre correspondant

Conduite par M. Auguste Cazalet, sénateur RPR, la liste de l'UPF se serait bien passée d'avoir comme concurrente celle qu'est en train de constituer M. Jean Recapet (CNI), maire de Sauveterre-de-Béarn, que les instances du RPR notamment ont refusé, comme en 1986, de prendre sur leur contingent de candidats. M. Recapet ferait cause commune avec M. James Chamblaud (RPR) maire de Lons, et M. Jean-Claude Lecierc d'Orléac (RPR), adjoint au maire de Bayonne et conseiller régional sortant. Elle ne voit pas non plus d'un très bon œil l'entrée en lice d'une liste « Chasse, pêche, nature, traditions ».

La liste socialiste, dont le chef de file est M^{me} Nicole Péry, vice-présidente du Parlement européen, devra compter sur la présence de deux listes écologistes. Le président des Verts du département, M. Michel Hausard, récemment suspendu par les instances régionales de son mouvement, a fait sécession : il se retrouve derrière M. Marc Lassus, en deuxième position sur la liste rivale « Alliance écologie », directement issue du mouvement Génération Écologie.

JEAN-LIONEL GUILLOT

Mis en chantier il y a vingt ans

Le schéma d'aménagement de la Corse est publié au « Journal officiel »

AJACCIO

de notre correspondant

Le Journal officiel du 9 février a publié le décret, en Conseil d'Etat, portant approbation du schéma d'aménagement de la Corse. Ainsi est tournée la page d'une vieille histoire, puisque les insulaires couraient depuis vingt ans derrière leur schéma, un document destiné à fixer « les orientations fondamentales en matière de protection, de mise en valeur et de développement du territoire ».

Le gouvernement est passé outre à la « solution de sagesse » préconisée par M. Jean-Paul de Rocca Serra, président de l'Assemblée de Corse, député et maire de Porto-Vecchio (RPR), et ceux qui s'y étaient ralliés le 17 novembre 1991. Cette solution, qui consistait à renvoyer de quelques mois l'examen du projet (le Monde du 20 novembre 1991), avait été approuvée par un vote beaucoup plus large que prévu (quarante-deux voix contre quatre et neuf abstentions). Auparavant, l'Assemblée avait été dessaisie du schéma par le comité interministériel du

16 janvier 1990, qui avait jugé qu'elle ne l'avait pas approuvé dans les délais prévus et avait confié au préfet de région, Alain Bidou, le soin d'en assurer l'élaboration. C'est ce qui a été fait et mené à son terme.

Le décret pris en Conseil d'Etat aura valeur de directive nationale d'aménagement du territoire. Il appartiendra à la prochaine Assemblée, si elle le juge utile, d'apporter au schéma des modifications décisives ou même de le reprendre entièrement. Mais ce ne sera pas une petite affaire. Il faudra d'abord adopter un plan de développement et élaborer ensuite un nouveau schéma, ce qui demandera au minimum deux ans.

Le schéma d'aménagement de la Corse fixe trois orientations en matière de développement : doter la Corse des moyens de prendre place parmi les régions d'Europe, préserver l'environnement pour valoriser les potentialités et intégrer le littoral et l'intérieur par une politique de développement des communications.

PAUL SILVANI

POUR CHOISIR :

VOYEZ L'EXPERT !

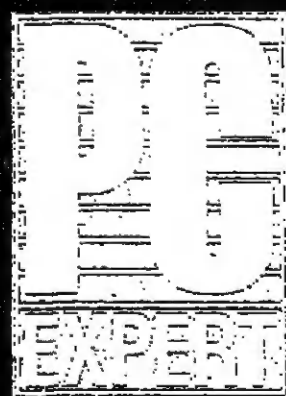
Avec ce numéro : un tapis de souris

- Il y a ceux qui choisissent leur matériel informatique au petit bonheur la chance... La formule est simple : faire confiance au premier venu, payer le prix fort, se rendre compte très vite que ce choix ne correspond pas à son besoin.
- A vouloir gagner du temps, certains s'aperçoivent rapidement qu'ils perdent de l'argent...
- Et puis, il y a ceux qui sont informés des nouveaux produits informatiques qui apparaissent chaque année sur le marché français, dès leur sortie.
- Ceux qui décident de faire les meilleurs choix.
- Ceux qui s'appuient sur les bons d'essai d'un laboratoire français qui bénéficie de dix ans d'expérience en matière de tests de produits micro-informatiques.



Ceux qui profitent des conseils de spécialistes qui s'engagent en toute impartialité. Chaque mois, en plus de 400 pages, et pour 30 F seulement, ils sont gagnants ! Leur référence, c'est PC EXPERT, l'équivalent en France de PC MAGAZINE aux Etats-Unis, la magazine micro-informatique la plus lu dans le monde. Sur de lui pour vous rendre sûr de vous, PC EXPERT, nouvelle publication de ZIFF-DAVIS, leader de la presse micro-informatique aux Etats-Unis, vous donne enfin les moyens de décider, de choisir et d'acheter en toute connaissance de cause.

PC EXPERT : chez votre marchand de journaux.



PC EXPERT, sans l'ombre d'un doute.

JUSTICE

L'affaire des comptes de l'OM

Le parquet de Marseille ouvre une information judiciaire « provisoire » pour usage de faux

MARSEILLE

de notre correspondant régional

A la suite de la plainte déposée le 30 décembre 1991 par l'inspecteur de police Antoine Gaudino dans l'affaire des comptes de l'Olympique de Marseille (OM), le parquet a requis, lundi 10 février, l'ouverture d'une information judiciaire provisoire « contre toute personne » pour usage de faux. Le dossier a été confié à M. Bernadette Augé, doyen des juges d'instruction de Marseille, qui devra statuer, dans les cinq jours, sur les réquisitions dont elle a été saisie.

La décision du parquet de Marseille met un terme à deux mois d'incertitude, au moment même où M. Gaudino déposait une plainte contre le procureur de la République, M. Olivier Droplet. Le tribunal administratif de Marseille avait autorisé, le 12 décembre 1991, l'inspecteur à intenter en tant que contribuable une action en justice en lieu et place de la ville, concernant des « faits délictueux commis en rapport avec l'activité du club de football Olympique de Marseille ». Le 30 décembre, M. Gaudino avait donc déposé une plainte avec

constitution de partie civile des chefs de faux, usage de faux et abus de confiance contre M. Bernard Tapie, président de l'OM, « et tous autres ».

Il s'appuyait sur un rapport du 4 juillet 1991 dans lequel le procureur de la République de Marseille manifestait à la chancellerie son intention d'ouvrir une information de ces délits, « sauf instructions écrites contraires ». En réponse, le ministre de la Justice avait donné, en septembre, des consignes attentives. Cependant, le 3 janvier, à la suite de la plainte déposée par l'inspecteur, M. Droplet était revenu à la charge en estimant, à nouveau, « indispensable » d'ouvrir une information judiciaire mais, seulement, du chef d'usage de faux. Ce qui vient d'être fait.

Faux bilans et prêts fictifs

Dans l'intervalle, M. Gaudino s'était impatienté en dénonçant les « pressions politiques » exercées par le pouvoir socialiste pour protéger M. Tapie et avait adressé une « lettre ouverte » au procureur, le 20 janvier, suivie de deux sommations à requérir « sous quatre jours », les 30 janvier et 3 février.

Sur le plan des principes, l'inspecteur peut se targuer d'une « victoire ». Mais les réquisitions minimales du parquet, à la fois innommées, « provisoires » et circonscrites à un objet précis, sont loin de lui donner entière satisfaction.

La position du parquet doit, en fait, s'apprécier par rapport à la qualité de partie civile de M. Gaudino, agissant, juridiquement, en tant que maire de Marseille. Dans sa plainte, l'ex-inspecteur avait dénoncé la production par l'OM de faux bilans pour l'octroi de subventions municipales « car, soutient-il, des prêts fictifs consentis à certains joueurs du club ont été inscrits à l'actif alors qu'il s'agissait de compléments de salaires déguisés, et donc de charges ».

Du point de vue du parquet, la ville ne peut avoir souffert que de ces seules irrégularités et il convient donc de vérifier si de « faux bilans » ont bien été présentés par l'OM dans la limite de la prescription triennale du délit d'usage de faux, c'est-à-dire, entre 1989 et 1991. Le code des communes fait obligation au bénéficiaire de subventions municipales — au-delà d'un certain montant — de produire un dossier

financier. Cela a-t-il été le cas ? Si la réponse est affirmative, l'argumentation de M. Gaudino pourrait se révéler fondée et le délit serait constitué. Sinon, il y aurait eu infraction au code des communes mais, sur le plan pénal, on se dirigerait rapidement vers un non-lieu.

Auparavant, le magistrat instructeur doit statuer, dans les cinq jours, sur les réquisitions dont il est saisi. Trois possibilités lui sont offertes : soit rendre une ordonnance conforme aux réquisitions du parquet ; soit instruire sur l'ensemble des délits visés dans la plainte de M. Gaudino ; soit, enfin, déclarer totalement irrecevable la plainte de l'ex-inspecteur.

M. Tapie a fait savoir que la décision du procureur de la République allait « tout à fait dans le sens » qu'il souhaitait. Dans un communiqué, publié samedi 8 février, l'OM avait, en effet, annoncé, d'une part, que M. Tapie et M. Michel Hidalgo, ex-directeur du club, avaient décidé de porter plainte contre M. Gaudino pour « dénonciation calomnieuse » et, d'autre part, qu'ils demandaient que la justice « aille le plus vite possible au bout de ses investigations ».

GUY PORTE

A la Cour de cassation

Les requis du STO n'auront pas le titre de déportés

L'assemblée plénière de la Cour de cassation, présidée par M. Pierre Orai, a rendu, lundi 10 février, quatre arrêts constatant que la dénomination des associations de Français ayant eu à subir le service du travail obligatoire (STO) ne pouvait pas comporter le mot « déporté ». Selon la Cour, « seuls les déportés résistants et les déportés politiques, à l'exclusion des personnes contraintes au travail en pays ennemi, sont fondés à se prévaloir du titre de déportés ».

Près d'un demi-siècle après la deuxième guerre mondiale, l'assemblée plénière de la Cour de cassation a mis fin à la polémique. Même si la cour d'appel de Paris s'était désignée pour statuer à nouveau après la cassation de trois arrêts de Toulouse et d'un arrêt de Limoges, les décisions des juges suprêmes sont claires : les anciens du STO ne peuvent pas utiliser le terme de « déportés ». Lors de l'audience de l'assemblée plénière, qui s'était tenue le 31 janvier (le Monde du 4 février), l'avocat général Henri Dantonville avait soutenu cette interprétation, tout en insistant sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'installer des niveaux de valeur entre ceux qui, d'une manière ou d'une autre, avaient été des victimes de

l'Allemagne nazie. Le magistrat se fondait principalement sur la loi du 14 mai 1951 relative « au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi », où le mot « déporté » avait été écarté par l'Assemblée nationale, afin qu'il soit réservé à ceux ayant eu à subir « un sacrifice très particulier », selon la formule de Robert Fregot, alors secrétaire d'Etat à la présidence du conseil. Les quatre arrêts de l'assemblée plénière reprennent donc la loi de 1951 et celles du 6 août et du 9 septembre 1948 sur le statut des déportés politiques pour constater que la volonté du législateur avait été de réserver l'usage du mot « déportés » aux déportés résistants ou politiques détenus dans des camps limitativement énumérés.

Tout en stigmatisant le nazisme, « ce germe pervers qui nous conduit aujourd'hui encore à opérer des distinctions », l'avocat général Dantonville avait souhaité une différenciation de termes « entre celui qui fut contraint de répondre à une conscription illégitime, au regard des éléments régimes de la guerre, fondée sur des classes d'âge, et celui dont l'attitude spirituelle, l'origine, l'engagement cette fois personnels servirent de critères non plus seulement à un exil mais à une systématique persécution et même à une mort programmée ». Une argumentation que la haute juridiction a donc fait sienne.

MAURICE PEYROT

Prisons surpeuplées

Suite de la première page

L'augmentation spectaculaire de la population carcérale est en fait liée à la « sévérité croissante » des condamnations prononcées par les tribunaux. De 1971 à 1991, alors que les « courtes peines » restaient relativement stables (2), le nombre de détenus condamnés à des peines de trois à cinq ans a été multiplié par deux. La croissance a été plus forte encore pour les peines de six à dix ans : leur nombre a été multiplié par 2,5. Et le nombre de réclusions criminelles comprises entre dix et vingt ans a, lui aussi, doublé. « Depuis vingt ans, les peines prononcées par les tribunaux sont de plus en plus lourdes, expliquent M^{me} Kenney et Timbér. Cette sévérité a modifié la structure de la population carcérale : les condamnés exécutant une peine de plus de cinq ans représentent 21 % des détenus en 1971. Vingt ans plus tard, la proportion est passée à 31 % ».

Répression accrue de certaines infractions

Cette sévérité est-elle liée à une augmentation de la délinquance ? Les chercheurs hésitent souvent à se prononcer sur cette question car les critères « des » délinquances sont extrêmement difficiles à établir. Une chose, cependant, est sûre : malgré une augmentation à la fin des années 70, le nombre annuel des incarcérations est revenu à celui des années 70 (3). « Si la délinquance avait augmenté, le nombre d'entrées en prison par an aurait sans doute lui aussi augmenté », note M^{me} Annie Kenney. Or ce n'est pas le cas. On peut donc supposer que la longueur des peines est liée à une plus grande sévérité des magistrats.

La répression accrue de certaines infractions est venue renforcer, ces dernières années, la lourdeur des condamnations prononcées par les tribunaux. En vingt ans, le traitement judiciaire des vols, de la délinquance liée à la drogue et de l'immigration clandestine a énormément changé. Depuis 1971, le nombre de détenus condamnés pour vol ou attentat aux mœurs a doublé.

L'évolution est plus nette encore pour les infractions à la législation sur les stupéfiants : en vingt ans, cette catégorie de condamnés a été au moins multipliée par quatre. La lutte contre l'immigration clandestine pèse elle aussi lourdement dans les statistiques carcérales : de 1971 à 1991, le nombre d'étrangers détenus pour une infraction à la législation sur le séjour a été multiplié par six.

Des peines plus longues, de nouvelles infractions sévèrement réprimées : depuis vingt ans, la courbe des détenus s'envole avec une constance qui ne se dément guère. Le résultat est catastrophique : ces dernières années, en matière de

surpopulation, la France devançait tous les autres pays européens, y compris la Turquie, le Portugal ou la Grèce. En 1986, les établissements pénitentiaires français affichaient ainsi un taux d'occupation de près de 150 %, contre 85 % en Allemagne fédérale, ou 107 % en Royaume-Uni et en Grèce (4). Aujourd'hui, ce taux a beaucoup baissé — au 1^{er} janvier 1991, il était de 121 % — mais il avoisine encore 140 % dans les maisons d'arrêt.

Le jeu des grâces et des amnisties

Cette croissance devrait se poursuivre dans les années à venir. Selon les projections d'Annie Kenney (5), les prisons françaises devraient accueillir 68 000 détenus en l'an 2000. Certaines prévisions sont plus pessimistes encore : si la courbe se poursuit, elles prévoient, sauf grâces ou amnisties, plus de 60 000 détenus à la fin de l'année 1993, plus de 70 000 en décembre 1996.

Il ne s'agit, bien sûr, que d'hypothèses statistiques, mais la courbe est là, toujours croissante, et la multiplication des périodes de sévérité devrait alourdir encore la tendance. « Ces chiffres paraissent irréalistes aujourd'hui », conclut Annie Kenney, mais « était-il possible au début des années 80 de se repré-

senter le nombre actuel des détenus ? »

Depuis vingt ans, l'administration pénitentiaire, qui n'est pas maître des peines prononcées par les tribunaux, tente de gérer au mieux cette augmentation continue du nombre de détenus. Le jeu des grâces et des amnisties permet, de temps à autre, de ralentir cette évolution : en deux ans, de 1988 à 1990, les mesures de clémence liées à la réélection de M. Mitterrand et à la grâce « à l'initiative » ont permis ainsi de réduire la population des prisons de près de 5 400 personnes. Depuis 1988, plutôt que de libérer brutalement plusieurs milliers de détenus, ces grâces collectives ouvrent des remises de peine qui s'étalent pendant des années. Un « nombreux écoulement » à la française, dit-on à l'administration pénitentiaire : grâces et amnisties sont devenues le poumon des prisons.

Mais ces mesures ne permettent qu'un court répit de la croissance. A 2 000, voire 3 000 détenus de plus tous les ans, les enjeux sont ailleurs. Que peut-on, que veut-on faire pour ces détenus ? En 1986, la réponse de M. Albin Chalandon avait été claire : dénonçant la « gravité » de la situation, le garde des sceaux du gouvernement Chirac avait mis en chantier 15 000 places de prison, qui avaient été réduites à 13 000 par son successeur, M. Pierre Arpaillange.

Si M. Chalandon était toujours ministre de la justice, il serait pourtant rattrapé par les statistiques qu'il souhaitait justement devancer : en décembre 1991, si aucune nouvelle construction n'est engagée et si la croissance se pour-

Combien coûtent les établissements pénitentiaires ?

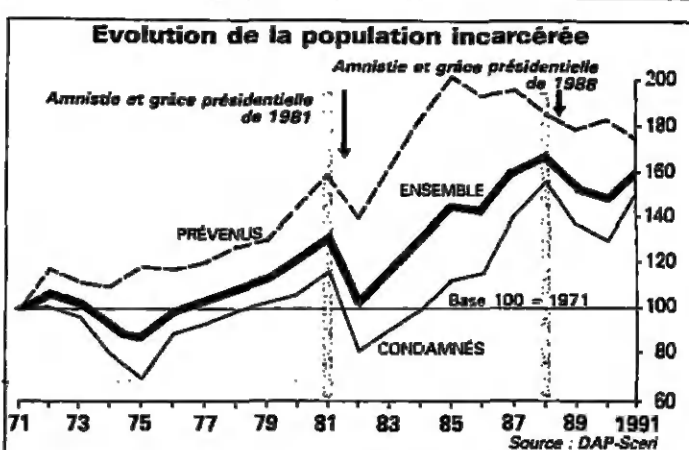
Le coût d'une prison peut se diviser schématiquement en deux parties : la construction et le fonctionnement. En matière de construction, les réalisations de ces dernières années sont de deux types : les établissements du secteur « classique » d'une part, ceux du programme « 13 000 » lancé en 1988 par M. Albin Chalandon, d'autre part.

Pour le secteur dit classique, le coût moyen d'une place de prison composable aux établissements du « 13 000 » s'élève à environ 450 000 F. Pour le programme « 13 000 », le coût est globalement inférieur en raison des économies d'échelle réalisées lors de la construction et du nombre plus faible des études architecturales : la place revient à 335 000 F. Le budget total d'investissement (conception, construction, aménagement) des vingt-cinq établissements du plan « 13 000 » s'est établi à 4,28 milliards de francs. A ces coûts de construction,

s'ajoutent des coûts de fonctionnement qui comprennent la restauration, le couchage, l'entretien, la formation professionnelle, le travail pénal, les frais de transport, et la santé des détenus. A l'automne 1991, le budget de fonctionnement du programme « 13 000 », qui n'était pas encore tout à fait terminé, s'élevait à 412 millions de francs.

Ces constructions supposent en outre des recrutements. Les vingt-cinq établissements du « 13 000 » ont ainsi nécessité ceux de 268 fonctionnaires pénitentiaires : des personnels de surveillance (3 572) et de direction (66), du personnel socio-éducatif (127), technique (66) et administratif (435). Il faut ajouter à ces chiffres les agents venus d'autres administrations (instituteurs et infirmières) et les personnels engagés par le secteur privé (une trentaine de personnes par site).

A. C.



suit sans grâces ni amnisties — hypothèse d'école — le taux de surpopulation s'établira à 140 % — à quelques décimales près, le chiffre qui avait tant inquiété M. Chalandon lors de son passage place Vendôme. Le répit accordé par les « 13 000 » aura donc été de courte durée : ce programme de plus de 4 milliards de francs, qui a mobilisé l'énergie de l'administration pénitentiaire pendant des années Chirac, donne permis de « tenir » moins de dix ans.

Les limites du tout-carcéral

Faudra-t-il lancer, tous les cinq ou dix ans, un nouveau « plan 13 000 » pour résoudre les problèmes de surpopulation carcérale ? Aujourd'hui, l'administration pénitentiaire se trouve à nouveau confrontée aux inquiétudes des années Chirac, mais le ton a changé. « C'est une note sans issue », explique M. Jean-Claude Karsenty, son directeur depuis 1990. Regardant l'expérience des Etats-Unis, qui ont fait le choix du tout-carcéral : ils ont aujourd'hui un taux de détention quatre fois supérieur à la France et ils n'ont pas résolu pour autant leurs problèmes de délinquance.

Reste « l'autre » solution : demander à la machine judiciaire d'avoir moins souvent recours à l'incarcération. La justice dispose pour cela des travaux d'intérêt général, notamment en matière de sécurité routière (10 507 mesures au 1^{er} janvier 1991, soit une augmentation de 36,3 % en un an).

○ Inculpation de M. Karim Diallo, frappé par des « skinheads » devant les caméras de la Ciné — M. Karim Diallo, qui se présentait comme la victime d'une bagarre entre « skinheads » et « zoulous » filmée et suscitée, selon lui, par une équipe de tournage de la Ciné, le 22 avril 1990, a été inculpé le 31 janvier de violences et voies de fait avec armes par M^{me} Martine Rouleau, juge d'instruction du tribunal de Paris. Son inculpation semble indiquer que, pour le magistrat instructeur, il serait impliqué dans le déclenchement de la bagarre. Le journaliste de la Ciné dont l'équipe avait filmé la scène, M. Pascal Richard, avait été inculpé de blessures involontaires, délit de fuite et défaut de maîtrise, le 27 avril 1990.

L'une des rares études sur ce sujet établit que la libération conditionnelle limite la récidive (7), mais elle n'a pas sans doute jamais la force d'un exposé statistique sur la nécessité et l'urgence — de construire des places de prison.

Ces politiques demandent en outre des moyens. Or, au 1^{er} mai 1991, les effectifs des comités de probation et d'assistance aux libérés s'élevaient, pour toute la France, à 838 personnes. Malgré le renfort de 100 nouveaux éducateurs qui devraient rejoindre les CPAL dans deux ans, l'administration pénitentiaire juge ces effectifs « très insuffisants ». Qu'en en juge au 1^{er} janvier 1991, ces comités « suivaient » tant bien que mal, avec l'aide du secteur associatif, 2 002 contrôles judiciaires, 392 ajournements avec mise à l'épreuve, 94 960 sursis avec mise à l'épreuve, 10 507 travaux d'intérêt général, et 14 824 libérations conditionnelles...

ANNE CHEMIN

(2) De 1971 à 1991, le nombre de condamnés à des peines de moins de trois mois a été multiplié par 1,4 ; à des peines de trois à six mois par 1,05 ; à des peines de six mois à un an par 1,2.

(3) Au cours de l'année 1973, l'administration pénitentiaire avait enregistré 73 444 incarcérations. Après un pic en 1980 (96 955 incarcérations), ce chiffre s'est établi à 75 940 en 1989 et 78 442 en 1990.

(4) Bulletin d'information pénitentiaire du Conseil de l'Europe, n° 13, septembre 1980.

(5) Annie Kenney : « La population des prisons en France : une évolution alarmante », Séminaire international d'études prospectives sur les populations incarcérées, Manchester, 1991, Travaux et documents, n° 41 (octobre 1991).

(6) Tous ces chiffres sont extraits du rapport sur l'activité de l'administration pénitentiaire au cours de l'année 1990 (ministère de la Justice).

(7) Annie Kenney (SCERI) et Pierre Tournier (CESDIP), « Le retour en prison : analyse diachronique », Travaux et documents n° 40, avril 1991 (le Monde daté 20-21 octobre 1991).

Conférence

Dans le cadre de l'exposition MACHINES A COMMUNIQUER

mercredi 19 février à 17h

"Art et technologie, l'image de synthèse, l'environnement virtuel"

par Jean-Louis Boissier, maître de conférences, arts et technologies de l'image, université Paris VIII, Claude Faure, association Ars Technica, conseiller artistique à la cité des Sciences et de l'Industrie (accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Un Livre blanc sur la situation financière du diocèse de Lyon

L'Eglise « archipauvre »
du cardinal Decourtray

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a présenté, lundi 10 février, un Livre blanc sur les finances de son diocèse, qui fait apparaître un déficit depuis de nombreuses années. En 1991, le déficit a été ramené à 88 248 francs, mais au prix de l'abandon d'une grande partie des travaux d'entretien du patrimoine. Au chapitre des salaires, le diocèse de Lyon a dépensé 31,38 millions de francs en 1990, les 880 prêtres - y compris le cardinal Decourtray - recevant un salaire mensuel de 4 310 francs et les 140 laïcs salariés à plein temps, environ le double.

Expliquant son souci de transparence financière, l'archevêque de Lyon a déclaré : « Les événements du début du siècle ont amené naguère les évêques à encourager les mesures de discrétion face à l'hostilité des pouvoirs publics. Aujourd'hui, dans un contexte différent, la même prudence me semble recommander de renoncer à ce souci légitime de discrétion et de faire toute la clarté possible. »

Les responsables diocésains ont appelé les catholiques de la région (1,2 million) à apporter leur contribution par le doner de l'Eglise, dont le produit s'est

élevé, en 1990, à 28 millions de francs sur un budget global de 55 millions. « L'Eglise a été riche dans une société pauvre et elle devient archipauvre dans une société riche », a déclaré Mgr Decourtray. « La richesse de l'Eglise est pourtant un mythe tenace », a-t-il déploré.

Sur les hauts de Nazareth, rapporte le journal *Davar*, deux grands rabbins envisagent d'organiser un vaste jeûne public pour implorer la clémence des cieux. A Safed, ville sacrée du judaïsme, un vieux sage, naguère sollicité pour mettre fin à la sécheresse, a composé une nouvelle prière pour quérir le retour du soleil. « Juifs et Arabes enfin réunis sous un manteau de neige », écrivait, lundi, le *Jerusalem Post*.

CATASTROPHES

Les intempéries au Proche-Orient

Déluge en Terre sainte

JERUSALEM

de notre correspondant

Le Néguev enneigé, la Galilée détrempée, le Golan gelé, la vallée du Jourdain inondée, des milliers d'hectares de cultures noyées, des centaines de bêtes frigorifiées sur pied, des éleveurs entiers de poulets bons à jeter, glacés vifs sous la plume... La météorologie nationale d'Israël, née en 1948, a cassé ses baromètres et noyé ses crayons : les pluies torrentielles, la neige et les vents qui se sont remis à tout balayer sur leur passage depuis quelques jours dans l'Etat hébreu provoquent l'hiver le plus rigoureux que la Terre sainte ait connu depuis 1904.

Sur les hauts de Nazareth, rapporte le journal *Davar*, deux grands rabbins envisagent d'organiser un vaste jeûne public pour implorer la clémence des cieux. A Safed, ville sacrée du judaïsme, un vieux sage, naguère sollicité pour mettre fin à la sécheresse, a composé une nouvelle prière pour quérir le retour du soleil. « Juifs et Arabes enfin réunis sous un manteau de neige », écrivait, lundi, le *Jerusalem Post*.

De fait, dans des contrées traditionnellement échauffées de soleil et infestées de serpents, plusieurs personnes sont mortes de froid, en Jordanie et au Liban. En Israël, les dommages se chiffrent déjà en dizaines de millions de dollars. A Nazareth, des dizaines d'arbres se sont effondrés sous le poids de la neige. Au nord, plusieurs villages, dépourvus d'électricité depuis plusieurs jours - comme le nombre de localités dans la vallée du Jourdain - ne sont approvisionnés

que par l'armée, avec force hélicoptères et engins blindés. Les localités arabes, encore moins bien équipées, souffrent plus que la moyenne. Dans certains villages menacés par les inondations, des centaines de familles ont dû être évacuées par l'armée.

Mais à quelque chose malheur est bon. L'eau, la dentée la plus chère de la région, abonde soudainement. En année moyenne, Israël consomme autour de 2 milliards de mètres cubes d'eau, dont les deux tiers pour l'agriculture ; un quart de ces besoins, selon les organisations internationales, est pompé dans les nappes souterraines de la Cisjordanie occupée. C'est dire le caractère délicat du problème. Pourtant, les autorités israéliennes ont dû se résoudre, la rage au cœur, à ouvrir les vannes du lac de Tibériade : le trop-plein menaçait les cultures alentour.

Plus de 7 millions de mètres cubes d'eau sont désormais déversés chaque jour dans le Jourdain et vont relever, bien inutilement, le bas niveau de la mer Morte. La semaine dernière, c'est un réservoir du Golan, situé à moins de 1 kilomètre de ce qu'on appelle en Israël la « frontière syrienne », qui avait débordé. Plus de 3 millions de mètres cubes du précieux liquide s'en étaient allés, irrespectueux des lignes politico-militaires, imbibier la terre de Syrie : ironie du sort, ce sont les ruines de Kuneitra, cité ennemie jadis rasée par l'armée d'Israël, qui auraient été inondées.

PATRICE CLAUDE

EN BREF

■ Tir réussi d'une fusée américaine Atlas-2. - Repoussé à quatre reprises, le tir d'une fusée américaine Atlas-2 portouse du satellite militaire de télécommunications DSCS-3 a pu finalement avoir lieu, mardi 11 février à 1 h 41 (heure française). Cet engin d'une valeur de 130 millions de dollars et d'une masse d'un peu plus d'une tonne est le troisième d'une nouvelle génération de satellites de télécommunications aux équipements « durcis » pour résister aux effets d'une explosion nucléaire. - (AFP).

■ Lancement du premier satellite d'observation japonais. - Le Japon a lancé avec succès, mardi 11 février, à 2 h 50 (heure française), son premier satellite d'observation de la Terre dénommé JERS-1 (Japan Earth Resources Satellite). Cet engin devrait fournir, dès le mois d'avril, des infor-

mations sur les ressources naturelles de la Terre, les phénomènes climatiques ainsi que sur l'effet de serre qui contribue au réchauffement de l'atmosphère. Selon l'agence spatiale japonaise NASDA, responsable de ce tir, la fusée H-1, de fabrication partiellement japonaise, qui a mis le satellite en orbite, serait remplacée l'an prochain par le nouveau lanceur H-2. - (AFP).

■ Précision. - Cité dans l'article que nous avons consacré à l'affaire des cliniques du Mans (*le Monde* date 26-27 janvier), M. Jean-Marie Sonet nous demande de préciser que le groupe d'intérêt économique Hexagone Santé a été dissous le 31 décembre 1991. M. Sonet était entré à Hexagone Santé le 1^{er} septembre 1990 et il y a exercé une activité jusqu'au 31 décembre 1991.

DIAGONALES

L fut un temps où droite et gauche étaient de mèche, ce qui ne les rendait pas moins hypocrites, car cet accord se scellait sur le dos des ténés : les vrais, les pauvres bourgeois des années 60 arrachés à leur foyer pour mener une politique algérienne que nos représentants savaient condamnée, sans avoir le courage de l'admettre.

Un livre et un film de Patrick Rotman et Bertrand Tavernier vont donner la parole aux rappelés d'Algérie (*la Guerre sans nom*). Enfin ! Pas une justification d'ancien ministre ni un coup de gueule d'officier : rien que le dit humble, l'authentique pétainiste, mal informé, interdit de décision comme de délibération, exécutant, crapahuteux, obligé de malmenier des civils, de donner puis de reprendre sa parole, tué par milliers, blessé à vie ; la base, quoi !

Une constante frappe, dans la lot de témoins, choisis du côté de l'isère et très représentatif : le militaire, tant décoré depuis lors, avait du bon, quelles que fussent ses visées. Réfractaires communistes et auteurs de manifestations locales contre le rappel, ou bien « S. A. S. » acharnés à aider les populations, les convaincus et les encadrés ont mieux résisté au traumatisme de cette guerre inavouée que les isolés sans opinion. Pour que ces derniers se découvrent une raison de combattre, il fallait souvent qu'un copain tombât à côté d'eux. Malheur aux causes qui ont besoin de héros pour trouver un sens !

Trente ans ont passé, et la rage sourde des témoins ressort, intacte. Non que les sévices et les exécutions sommaires commis au nom de la « pacification » aient brisé les consciences : ce furent des exceptions. Mais l'idéal nationaliste des adversaires FLN paraissait si légitime à nos recrues, si indues les dominations de certains pieds-noirs, si aberrant le reniement final, au moment où les sacrifices allaient se justifier ! Dans chaque entretien vient un moment où l'ancien du djebel fait « non-non » à la caméra pour dissimuler un

Traits de flûte

sanglot : le souvenir des blessures vaines, des adieux presque fraternels aux « fells » victorieux, à la pensée des parents morts de chagrin, des camarades évanouis dans la nature ou devenus fous par centaines, gibiers d'assile. Pis qu'une génération perdue : une génération bernée.

Nos années 90 ont plus de chance. La vie privée n'y est pas secouée par les toxomanes du pouvoir, dont l'ego a besoin de disposer d'autrui pour se supporter. On dirait que la production littéraire et cinématographique profite de ce répit pour préférer aux simplifications truquées des débats publics les méandres, autrement plaisants, des relations intimes. Autant de traits de flûte au milieu du zim-boum-boum politique !

A lire *Passion simple*, d'Annie Ernaux, on retrouve un usage de la littérature qu'on croyait en passe de se perdre : la confiance nue et lucide, c'est-à-dire le contraire de l'aveu bavardant et embarrassé de commentaires payés dont l'audiovisuel fait des succès de voyeurisme. Une femme écrivain cerne, avec les mots les plus épurés, les attentes, les envies et les hardiesse jusqu'à l'inconnu d'elle et que lui a inspirées une passion essentiellement physique. La partenaire a encore moins de consistance que le « Chinois » avec qui la narratrice de *Amant* s'initie aux émois de la chair.

Avec *la Voix*, film de Pierre Granier-Deferre, c'est l'homme qui reprend la parole. Le héros (Sami Frey) compte pour négligeable ce que ressentent sa femme du moment et celle dont quelques phrases surprises dans le brouhaha d'un restaurant lui rappellent qu'elle a traversé, torrément, son passé. L'égoïsme masculin s'étale comme aux plus beaux jours, aux plus ministres aussi, cette avant-guerre dont Drieu la Rochelle, de qui est tiré le scénario, incarne le donjuanisme exténué et frappé d'impuissance.

ÉDUCATION

Manifestations étudiantes
contre le projet de rénovation universitaire

Le projet de réforme universitaire a été une nouvelle fois examiné, lundi 10 février, par le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le CNESER a notamment étudié la dernière mouture du projet d'arrêté général sur les premiers cycles, approuvé, le 6 février dernier, par la conférence des présidents d'université. Une nouvelle séance du CNESER est prévue les 17 et 18 février prochain et devrait se conclure par un vote sur l'ensemble des textes rénovant les premiers et seconds cycles universitaires. Une réunion de la conférence des présidents d'université, prévue le 19 février et présidée par M. Jospin, devrait permettre, espérait-on au ministère de l'éducation nationale, de boucler l'ensemble.

En attendant, des étudiants et enseignants, en particulier de sciences humaines, continuent à protester contre le projet. Près d'un mil-

lier d'étudiants, soutenus par l'UNEF, ont ainsi manifesté, lundi 10 février à Paris, de la place de la Sorbonne au ministère de l'éducation nationale, rue de Grenelle, en réclamant le retrait d'une réforme qui vise, selon eux, à supprimer des filières. C'est notamment le cas des étudiants en arts plastiques de Paris-I (centre Saint-Charles), qui ont constitué une coordination et sont soutenus par une partie de leurs enseignants.

Le même jour, à Montpellier, quelque 3 000 lycéens et étudiants ont défilé sans incident dans le centre de la ville. Vous de Montpellier, mais aussi de Sète et de Lodève (*Hérault*), les manifestants ont scandé leur hostilité à « la liquidation des diplômes » et à « la mise en place de quotas en vue de supprimer des filières ».

SCIENCES

Selon une datation au carbone 14

L'homme de Similaun vivait
il y a 5 000 ou 5 500 ans

L'homme momifié et congelé, découvert le 19 septembre 1991 émergeant du glacier de Similaun (à la frontière austro-italienne), et que le professeur Konrad Spindler (directeur de l'institut de préhistoire de l'université d'Innsbruck) a baptisé « l'homme de Hauslabjoch », vivait vers 3500-3000 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire un millier d'années plus tôt que ce qu'on a d'abord cru, mais toujours pendant l'âge du bronze ancien.

C'est ce que révèle le *Times* du 10 février, dans un article qui annonce la datation au carbone 14 par spectrométrie de masse couplée à un accélérateur, faite au laboratoire de recherche archéologique d'Oxford.

Certes, de premières datations effectuées avec le même type d'appareil à la fin de l'année dernière au Centre des faibles radioactivités (CNRS et CEA) de Gif-sur-Yvette et à l'université d'Uppsala (Suède) avaient déjà suggéré que l'homme de Hauslabjoch avait vécu il y a quelques cinq mille ans. Mais l'examen avait porté alors sur un fragment de vêtement et sur la paille qui

bourrait la veste du « revenant ». A Oxford, les datations ont été opérées sur de minuscules échantillons d'os et de peau de la momie, ce qui confirme encore mieux l'ancienneté de l'homme des glaces. Selon l'article du *Times*, la datation est précise à moins de 1 %, c'est-à-dire à environ cinquante ans près.

Le « vieillissement » de l'homme de Hauslabjoch va probablement poser quelques problèmes aux protohistoriens. Une partie des quelques dizaines d'objets (arc, flèches, couteau en silex, hache de bronze, etc.) était conformes à ce que l'on savait sur les industries de l'âge du bronze ancien du centre de l'Europe : c'est d'ailleurs ce qui avait permis de penser, avant toute datation au carbone 14, que l'homme avait vécu aux alentours de 2000-1800 avant Jésus-Christ. Le vieillissement de la momie, et donc de son « nécessaire de voyage », va peut-être obliger à réviser les dates de l'âge du bronze du centre de l'Europe.

Y. R.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie françaisele journal mensuel
de documentation politique
après-demainFondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES COLLECTIVITÉS
LOCALESEnvoyer 60 F (jointes à 2,50 F ou chèque)
à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 150 F pour l'abonnement
annuel (60 % d'économie, qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro)

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

100 grandes
questions
politiques
expliquées

56F

Avec Le Monde sur Minitel

GAGNEZ 100 CD
de la collection LES GÉNIES DU
BLUES

avec EDITIONS ATLAS

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

Le Monde
PHILATELISTES

FÉVRIER
1992

- CHRISTOPHE COLOMB : la découverte de l'Amérique à travers les timbres.
- LA JOURNÉE DU TIMBRE : les 112 villes d'accueil (7 et 8 mars 1992).
- CARTES POSTALES : le répertoire de la libération.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉTRANGER

FRANCE

سنة ١٤١٢ هـ

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1. - ONU : M. Boutros Boutros-Ghali, ancien vice-premier ministre égyptien, a été nommé secrétaire général des Nations unies, succédant à M. Javier Pérez de Cuellar qui l'occupait depuis le 1^{er} janvier (1, 2).

2. - YUGOSLAVIE : malgré la poursuite des combats en Croatie, le plan de déploiement des troupes de l'ONU, proposé par Cyrus Vance, envoyé spécial de Zagreb, est accepté par Belgrade et Zagreb. Le 2, un quinzième cessez-le-feu est signé. Le 6, Boutros Boutros-Ghali annonce l'envoi d'une cinquantaine d'observateurs militaires de l'ONU. Le 7, un hélicoptère de la CEE transportant les observateurs est abattu par un Mig-21 de l'armée de l'air serbe. Le bilan : de cinq morts. Le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, démissionne (1 au 8).

3. - TCHAD : des partisans de l'ancien président Idriss Déby attaquent l'armée nationale. La France, qui soutient le régime de Déby, renforce le dispositif militaire. Des avions de l'armée française ont été abattus. Le 3, la France rapatrie une partie du contingent. Du 8 au 11, une cinquantaine de partisans d'Idriss Déby ont été arrêtés, des affrontements ont fait trois morts et une dizaine d' blessés (4, 5-6, 7, 8, 11-12, 13, 15).

4. - SALVADOR : un accord signé à New-York le 31 décembre par le gouvernement et les rebelles salvadoriens a instauré un cessez-le-feu. Le 1^{er} février, il met fin à une guerre civile qui a duré depuis 1979 environ 8000 personnes (3, 4, 16, 18, 21, 26-27).

5. - ALLEMAGNE : les archives de la Stasi, la police politique de l'ex-RDA, sont officiellement mises au public (5-6, 11, 22).

6. - CEI : la liberté des prix entre en vigueur en Russie, ce qui a entraîné la majorité des Républiques de l'ex-URSS. La Russie et l'Ukraine s'opposent au partage des forces nucléaires de l'ex-URSS. L'Ukraine déclare la fin de la guerre civile. Le 1^{er} février, le Parlement de Russie vote la 23^e résolution décidant d'examiner la constitution de la République de Tchétchénie. Le 2, la Fédération de Russie a été reconnue par la Fédération de Russie (1, 2, 3, 4, 11, 22).

FRANCE

3. - LA CINQ : le tribunal de commerce de Paris a condamné Hubert Lenoir, ancien directeur de la Cinq, à 31 mois de prison. Le 31 décembre, par Yves Sabouret, PDG de la Cinq, les pouvoirs publics envisagent de saisir la Cinq par la SEPT. Lenoir, actionnaire de la chaîne, annonce un accord pour la vente de la chaîne à TF1. Lenoir et TF1 veulent remplacer la Cinq par une chaîne d'information en continu (4, 5-6, 9, 14 au 17, 19-20, 22, 23, 25, 26-27, 10/11).

4. - DÉCENTRALISATION : lors du conseil des ministres, Edith Cresson, première ministre, et Michel Delchambre, ministre de l'Intérieur, ont annoncé un plan d'accompagnement social des décentralisations d'emplois publics. Le 23, à Paris, plusieurs milliers de personnes manifestent contre la loi. Edith Cresson annonce que de nouveaux transferts de services administratifs en province touchent soixante-trois villes et concernent sept mille emplois (4, 17, 21, 23, 30, 31).

5. - TOUVIER : un rapport rédigé par une commission de sept historiens, présidée par René Rémond, intitulé « Touvier et l'Eglise », est remis au cardinal Jean-Marie Villot. Il met en cause la personnalité de la hiérarchie de l'Eglise catholique dans les protections accordées à l'ancien chef de la « cavalerie » de 1944 à 1945 (7 au 11).

6. - DC-10 D'UTA : pour la première fois, une partie civile française a accès au dossier ouvert en novembre 1991 par la justice lyonnaise sur l'accident commis contre la DC-10 D'UTA le 19 septembre. Le 21, le Conseil a adopté la résolution 731 demandant à la Libye de coopérer à l'enquête (5-6, 11, 12-13, 17, 18, 23, 24).

7. - PS : Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS depuis 1988, présente sa démission. Le 9, Laurent Fabius le remplace, élu à la quasi-unanimité des membres du comité directeur du PS. Le 14, il prend ses nouvelles fonctions. Le 22, Henri Emmanuelli est élu président de l'Assemblée nationale au deuxième tour. Le scrutin a réuni 289 voix (225). Jacques Chaban-Delmas, député RPR de la Gironde, a été élu à Bordeaux. Le 22, à Bordeaux, le PS, Doubs, qui s'étaient portés candidats (5-6, 7 au 18, 21, 23, 24).

8. - OPPOSITION : Valéry Giscard d'Estaing, Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, et François Léotard, président d'honneur du Parti républicain souhaitent

la République d'Ukraine» (1 au 4, 7, 8, 10 au 25).

2. - PROCHE-ORIENT : M. Moshe Arens, ministre israélien de la défense, annonce douze accords de cessez-le-feu entre les territoires occupés en représailles du meurtre d'un colon israélien. Le 1^{er} janvier dans la bande de Gaza. Le 6, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 726 condamnant les attaques palestiniennes. Le 13, les négociations bilatérales israéliennes reprennent à Washington. Le 14, c'est l'imposée à cause du problème de l'installation des colons juifs en Cisjordanie (4, 5-6, 7, 8, 9, 14, 15).

3. - GEORGIE : un conseil militaire dirigé par Tengiz Kitovani a pris le pouvoir. Le président Gamsakhouria, renvoyé à l'intérieur du Parlement de Tbilissi depuis le 22 décembre 1991, s'enfuit le 6 en Arménie. Le 7, près de Tbilissi, des manifestations des partisans de l'ancien président ont été réprimées et ont fait dix morts. Le 8, Zviad Gamsakhouria déclare à des journalistes qu'il a démissionné. Le 16, le 22, les forces au pouvoir à Tbilissi ont arrêté et emprisonné le ministre de l'Intérieur et le maire de la ville le 27 (4-5 au 11, 12-13, 14, 17 au 21, 24, 25, 29).

4. - ÉTATS-UNIS-JAPON : George Bush est en tournée au Japon, dans le cadre d'une tournée en Asie et dans le Pacifique commencée le 2. Le 8, il signe avec le ministre japonais de l'Économie une déclaration commune d'économie globale. Le 9, un accord nippo-américain sur l'aviation a été signé (3, 11, 13).

5. - HAÏTI : plusieurs centaines de manifestants protestent contre un éventuel retour du président renversé le 30 septembre 1991, Jean-Bertrand Aristide. Le 8, il accepte la candidature du communiste René Théodore au poste de premier ministre. Le 25, un attentat a été commis contre le premier ministre pressenti René Théodore. Le 27, les États-Unis rappellent leur ambassadeur (9, 10, 21, 30).

6. - GRANDE-BRETAGNE : un attentat dans le quartier des ministères à Londres a revendiqué par l'IRA, qui commet le 17 un attentat au Nord l'attentat le plus meurtrier depuis 1988 : sept personnes ont été tuées, John Major, premier ministre britannique, déclare le 20, à Belfast, que les terroristes seront traqués « jusqu'à la fin » (10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 29).

7. - JEAN-MARIE LE PEN, invité à « L'heure vérité » d'Antenne 2, assure que son parti dépassera les 30 % aux élections régionales (14).

8. - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : le ministre de l'Éducation nationale rend public son projet de réforme de l'enseignement supérieur (14, 21, 23, 28).

9. - PROJETS DE LOI : Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, annonce le dépôt de deux projets de loi à la session de printemps, le premier, sur un produit d'épargne à long terme, le deuxième, le 20, sur l'assurance (11, 21).

10. - FRANÇOIS MITTERRAND lance l'idée d'une doctrine nucléaire européenne. Il annonce, d'autre part, que le Parlement sera saisi d'accords de coopération de l'union politique et économique avant leur ratification, mais pas le Parlement, soit par référendum. Le 12, au RTL, il déclare s'engager à une « responsabilité politique » sur la question européenne. Le 24, il annonce avoir quatre autres projets de loi constitutionnelle qu'il aimerait déposer (11, 21).

11. - Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales, a été inculpé d'ingérence dans les affaires de la région. Le 13 décembre 1991, d'une information judiciaire sur une affaire de détournement de fonds dans la gestion du parking de l'aéroport de Perpignan. Le 8, le ministre de la Justice a nommé au président de l'Assemblée nationale une personnalité de la gauche de son immunité parlementaire. Le 23, la commission a voté l'adoption de la loi (6-6, 10, 12-13, 15, 16, 18, 23, 24, 26, 28-27).

12. - Jacques Médecin, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à un an de prison pour 100 000 francs d'amende pour délit d'ingérence. Il a été déclaré « incapable », mais, d'exercer aucune fonction publique» (7, 8).

13. - Urba : la cour d'appel de Lyon étudie le dossier Urba, bureau d'études chargé jusqu'en 1988 du financement du Parti socialiste. Le 13, un juge renvoie,

Janvier 1992 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième mardi de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent le numéro du Monde et le rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

la fin de leurs jours» (11, 12-13, 19-20, 22).

12. - BULGARIE : premier tour de la première élection présidentielle libre au suffrage universel. Le président sortant Jelju Jeleu, est élu le 19, au second tour, avec 52,88 % des voix (11, 12-13, 14, 21).

13. - POLOGNE : pour protester contre la hausse de prix intervenus le 1^{er} janvier, Solidarité organise une grève suivie par des dizaines de milliers de salariés, la plus importante depuis août 1988 (15).

14. - PAKISTAN : Nawaz Sharif, premier ministre pakistanais, séjourne en France jusqu'au 18 (15, 16, 17, 19-20).

14. - PARLEMENT EUROPÉEN : Egon Klepsch, démocrate-chrétien allemand (CDU), élu président du Parlement européen au premier tour de scrutin. Il remplace Enrique Baron Crespo, socialiste espagnol (15, 17).

15. - ISRAËL-PROCHE-ORIENT : hostiles négociations de paix, deux partis d'extrême droite se retirent de la coalition gouvernementale au pouvoir à Jérusalem. Tandis qu'un document du ministère israélien des finances montre que la colonisation s'est poursuivie dans les territoires occupés en 1991, l'armée israélienne arrête, le 23, plusieurs dizaines de Palestiniens en Cisjordanie. Le 28 et le 29, la conférence de paix sur le

Proche-Orient reprend à Moscou mais en l'absence des représentants palestiniens, de la Syrie et du Liban (16 au 18, 21, 23, 24, 28 au 31).

15. - YUGOSLAVIE : la CEE reconnaît l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie. L'acte entrant officiellement la fin de la Fédération yougoslave est signé à Zagreb le même jour. La Serbie prononce la création d'une « mini-Yugoslavie » réunissant le Monténégro, les Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Le 17, Alija Izetbegovic, président de cette dernière République, annonce que les Bosniaques prononceront par référendum sur l'indépendance les 29 février et le 1^{er} mars. Le 21, le Monténégro annonce l'organisation d'un prochain référendum sur le statut de la République. Le 31, le Conseil de sécurité de l'ONU discute du projet d'envoi des « casques bleus » (15 au 31, 10/11).

20. - CONGO : l'armée s'oppose au gouvernement de transition dirigé par André Milongo et à la manifestation de 2000 personnes en faveur, le premier ministre réapparait. Son gouvernement le 26. Un calendrier d'élections est arrêté, les présidentielles auront lieu en juin (18, 21 au 26).

22-23. - CEI : la conférence

internationale sur l'aide à la CEI réunie à Washington cinquante-quatre pays et organisations internationales, dont la CEE, sous l'égide des États-Unis (23 au 25).

24. - AFRIQUE DU SUD : Frederik De Klerk, président, annonce que les Noirs participeront à un référendum sur un gouvernement transitoire (25, 26-27).

26. - La Coupe d'Afrique des nations de football a été remportée pour la première fois par le Côte-d'Ivoire (28).

26-27. - CAUCASE : des combats entre Azeris et Arméniens dans le Haut-Karabakh font des dizaines de morts. Le 28, un hélicoptère azerbaïdjanais est abattu au-dessus du Haut-Karabakh. Le bilan est de quarante morts (29 et 30).

28. - DÉSARMEMENT : George Bush annonce dans son discours sur l'état de l'Union, des réductions de l'arsenal nucléaire américain, dont une partie à négocier avec l'ex-URSS. Le 29, Boris Eltsine réagit favorablement à l'annonce que la Russie a déjà neutralisé 600 missiles balistiques et qu'elle se propose de créer et exploiter en commun avec les États-Unis un système global de défense remplaçant l'initiative américaine de défense stratégique (IDS). Le 30, le président russe entreprend une tournée internationale. Après une visite à Londres, il se rend le 31 à New-York pour le sommet du Conseil de sécurité de l'ONU. Il s'entretient le 1^{er} février à Camp-David avec George Bush (1^{er}, 2, 3, 4, 7, 8, 10 au 25, 26-27, 30 au 31).

30-31. - FRANCE-OMAN : visite de François Mitterrand à Mascate, première d'un président français dans le sultanat (29 au 31).

30-31. - CSCE : réunion à Prague des ministres des affaires étrangères des trente-huit membres de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), qui deviennent quarante-huit avec l'adhésion officielle des Républiques de la CEI (la Russie, héritière de l'URSS, n'avait pu être admise) (30, 31, 10/11).

31. - ONU : des quinze pays membres du Conseil de sécurité, la Russie, représentée par Boris Eltsine, remplace l'URSS parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (31, 10/11).

Crise en Algérie

2 janvier : le Front des socialistes (FFS) de M. Hocine Aï Ahmed organise à Alger une manifestation pour la libération de la démocratie à laquelle participent plus de mille personnes. Dans le même temps, le Front islamique du salut (FIS) après son succès au premier tour des élections législatives, a recueilli près de 40 % des voix, mais a refusé de se présenter au second tour. Le 11, le premier ministre, Ahmed Ghazal, a l'armée, qui refuse l'hypothèse d'une victoire du FIS au deuxième tour des élections législatives prévu pour le 11 janvier, prenant le pouvoir par un coup d'État à blanc :

le président Chadli Bendjedid, déposé, démissionne. Le 12, un Haut Conseil de sécurité algérien annule les élections législatives. L'intérim du chef de l'État est assuré par le président du Conseil constitutionnel, Abdelmalek Benhabib. Le 13, le FIS dénonce le coup de force. Le 14, un Haut Comité d'État (HCE), présidé par Mohamed Boudiaf, jusque-là en exil au Maroc, a été créé. Il a pour mission de préparer les élections législatives et de garantir la République.

elle dispersée par des tirs de sommation des partisans du FIS rassemblés à la mosquée Bab-el-Oued. Le 28, le comité central du FLN réuni en session extraordinaire cherche à se rapprocher du pouvoir. Rabah Kébir, l'un des dirigeants du FIS, a été arrêté et neuf militants ont été interpellés.

A Paris, François Mitterrand considère « anormale » l'interruption du processus électoral, mais s'abstient de condamner les dirigeants du coup de force. Les dirigeants s'honorèrent en déclarant le 11 « jour de démocratie », déclare-t-il le 14 janvier à Luxembourg (1^{er}, 3, 4, 5-8, 9 au 21, 30 au 31).

Affaires : le mois des tempêtes

1. - Jacques Farran, député UDF-PR des Pyrénées-Orientales, a été inculpé d'ingérence dans les affaires de la région. Le 13 décembre 1991, d'une information judiciaire sur une affaire de détournement de fonds dans la gestion du parking de l'aéroport de Perpignan. Le 8, le ministre de la Justice a nommé au président de l'Assemblée nationale une personnalité de la gauche de son immunité parlementaire. Le 23, la commission a voté l'adoption de la loi (6-6, 10, 12-13, 15, 16, 18, 23, 24, 26, 28-27).

2. - Jacques Médecin, ancien ministre de l'Intérieur, a été condamné à un an de prison pour 100 000 francs d'amende pour délit d'ingérence. Il a été déclaré « incapable », mais, d'exercer aucune fonction publique» (7, 8).

3. - Urba : la cour d'appel de Lyon étudie le dossier Urba, bureau d'études chargé jusqu'en 1988 du financement du Parti socialiste. Le 13, un juge renvoie,

Renaud Van Ruymbeke relance l'affaire, il opère neuf perquisitions. Au Mans, une responsabilité est attribuée à Pierre Ville, ancien adjoint (PS) au maire du Mans, à Jacques Justusques, conseiller municipal, conseiller général PS du Mans, placé en garde à vue. Le 14, Renaud Van Ruymbeke perquisitionne à Paris le siège du PS et celui de la SAGES, un cabinet d'études techniques dirigé par Michel Rey. Le 15, Pierre Ville et Jacques Justusques sont inculpés de faux en usage de faux et extorsion de fonds. Le PS dénonce une action politique. Selon le Canard enchaîné du 22, Renaud Van Ruymbeke aurait été le 14, lors de sa perquisition à Paris, le siège de la SAGES, un dossier de redressement fiscal en cause des personnalités du PS. Le ministère de la Justice demande au parquet de Rennes d'ouvrir une enquête sur les fuites du dossier d'instruction des affaires Urba. Le 27, le juge Van Ruymbeke propose le mandat de comparution. Le 31, le tribunal de Paris condamne

Gérard Monate, ancien PDG d'Urba, à quinze mois de prison et 30 000 francs d'amende. Deux dirigeants d'Urba à quatre entrepreneurs ont également été condamnés (11, 18, 18, 21, 23, 29, 1^{er} au 2-3/11).

15. - La 11^e chambre de la cour d'appel de Paris condamne le lieutenant-colonel Jean-Michel Dumas à un an de prison sur six, 6 000 francs d'amende, et relaxe le préfet Christian Proust. Tous deux étaient poursuivis pour leur rôle dans l'affaire des « barbares » de Vincennes en 1982 (16, 17, 30).

16. - Christian Pellerin, promoteur immobilier, président de la SARI-SEERI (Société d'administration et de réalisation d'investissements) a été entendu dans le cadre d'une enquête judiciaire sur un scandale immobilier financier lié au mandat de 1988 de la Défense. Le 17, il est inculpé de complicité d'abus de faux en usage de faux (17, 18, 19-20, 24, 25, 28, 31).

29. - Georges Habache, chef du Front populaire libération de la Palestine (FPLP) est hospitalisé à Paris, à l'hôpital de la Croix-Rouge Henry-Dunant, la demande du Coisssant-Rouge palestinien. Le 30, quatre personnes sont sanctionnées et quittent leur poste : M^{me} Georgine Dufoux, chargée de mission auprès du président de la République, et les trois fonctionnaires qui auraient pris la parole à l'Elysée à Matignon. Ce sont : François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay, Christian Vigouroux, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, et Bernard Kessedjian, directeur du cabinet de Roland Dumas. Le 30, Georges Habache est placé en garde à vue par le juge Bruguière, qui souhaite l'entendre sur une affaire de faux d'armes découverts au fort de Fontainebleau (11, 18, 19, 20, 24, 25, 28, 31).

29. - Georges Habache, chef du Front populaire libération de la Palestine (FPLP) est hospitalisé à Paris, à l'hôpital de la Croix-Rouge Henry-Dunant, la demande du Coisssant-Rouge palestinien. Le 30, quatre personnes sont sanctionnées et quittent leur poste : M^{me} Georgine Dufoux, chargée de mission auprès du président de la République, et les trois fonctionnaires qui auraient pris la parole à l'Elysée à Matignon. Ce sont : François Scheer, secrétaire général du Quai d'Orsay, Christian Vigouroux, directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, et Bernard Kessedjian, directeur du cabinet de Roland Dumas. Le 30, Georges Habache est placé en garde à vue par le juge Bruguière, qui souhaite l'entendre sur une affaire de faux d'armes découverts au fort de Fontainebleau (11, 18, 19, 20, 24, 25, 28, 31).

CULTURE

1^{er}. - Pierre Provence, chanteur humoriste (4).

1^{er}. - Mort de Ginette Leclerc, actrice française (4).

3. - Mort de Judith Andersen, actrice d'origine australienne (5-6).

7. - Louis Besson, maire (PS) de Chambéry, décide de déprogrammer la pièce Roberto Zucco, ultime de Bernard-Marie Koltès, inspirée de la vie du tueur français Roberto Succo (9, 10, 12-13).

8. - Mort de Nicolas Schöffer, artiste du courant cybernétique (11).

9-10. - Mort d'Yves Dangerfield, écrivain (11).

13. - Mort d'Henri Queffelec, écrivain (15).

16. - Mort d'André Jacquemin, peintre et graveur (18).

20. - Mort de Champion Jack Dupree, pianiste de jazz (23).

23. - Mort de Charles Boulangier, acteur (26-27).

23. - Mort de Freddie Bartholomew, américain (26-27).

29. - Sortie à Paris du film JFK d'Oliver Stone, sur l'assassinat du président Kennedy (30).



Les larmes de Ye

Au sortir de l'anneau de vitesse, quelques larmes coulaient déjà sur le visage rond de Qiaobo Ye. L'épreuve des 500 mètres de patinage de vitesse féminin représente le sprint d'un tournoi disputé sur glace. Les deux patineuses qui mesurent à l'horloge, côte à côte, doivent échanger leur couloir à mi-parcours, pour négocier chacune un virage à corde.

Or, dans cette manœuvre, Ye, voisine de Ye, une ressortissante de la CEI, a refusé de céder le passage à la Chinoise, pourtant prioritaire. Ye a coupé son effort, se relevant à contrecœur ainsi cette formidable accélération des deux cents derniers mètres qui rend pratiquement invincible.

Pour quelques secondes, la Chinoise du vingt-septième tournoi a échappé la première place. Et elle se voyait d'assister au nouveau triomphe de l'Américain Blair qui, quatre ans après son succès à Calgary, avait remporté son premier titre mondial d'or.

Ce fut quand on lui demanda pourquoi, en 1988, elle n'était pas allée tenter, pour la première fois, sa chance contre la vedette américaine, que Qiaobo Ye a mis à sangloter pour de bon. « J'étais à Calgary, souffla-t-elle. Je me préparais pour la compétition depuis huit jours lorsque la nouvelle est arrivée des États-Unis : à l'issue d'un contrôle, le championnats du monde de Milwaukee, j'avais été déclarée positive. Avec ma patineuse, nous avons dû reprendre l'avion pour la Chine, le lendemain des épreuves. J'étais déçue, cela n'était pas de ma faute : je l'ignorais totalement. C'est un médecin de l'équipe qui m'avait donné des médicaments, me disant simplement qu'il m'en poserait aucun problème. »

Le médecin a radié de la Fédération chinoise. Ye, qui confesse sa naïveté, a été d'une autocritique convaincue, a vit suspendre pendant dix-huit mois. « J'ai pensé tout arrêter », explique-t-elle. L'aide d'un ami qui l'a poussée à démontrer qu'elle avait abusé l'aide d'un autre ami. La jeune femme a aussi changé d'avis, pensant nombreux amis qu'elle avait déjà accompli pour accéder à ce niveau de préparation technique. Alors, elle s'est entraînée, seule, dans un pays où la glace n'est pas un sport prisé. Elle a bénéficié de l'encouragement de nombreux admirateurs qui lui écrivaient pour la soutenir.

« Je voulais prouver qu'étais capable de gagner », dit-elle. « Je n'ai aucun dopage. Une médaille que Qiaobo Ye n'a pu convoiter une première fois à cause de l'absence de scrupules d'un membre de son équipe. Et qu'elle n'aura pu toucher une deuxième fois du fait de sa politesse d'une concurrente. »

Les résultats

HOCKEY SUR GLACE	
Poule B	
CEI b. Norvège 8-1; Tchecoslovaquie b. France 6-4; Canada b. 6-1.	
Classement : 1. CEI, Tchecoslovaquie; 2. Canada, 4 pts; 4. France, 1 pt; et Norvège, 0.	
LUGE	
Monoplace messieurs	
1. Haddi (Aut), 3 min 2 s 363; 2. Prock (Aut), 3 min 2 s 689; 3. Schmidt (Aut), 3 min 2 s 942; 4. Huber (Aut), 3 min 2 s 973; 5. Müller (Aut), 3 min 3 s 197; 6. Friauf (Aut), 3 min 3 s 380; 7. Boyer (Fra), 3 min 3 s 830; 8. Bertrand (Fra), 3 min 12 s 958.	
PATINAGE DE VITESSE	
500 m dames	
1. B. Blair (E.U.), 40 s 33; 2. Y. Qiaobo (Ch), 40 s 51; 3. C. Ludwig (Aut), 40 s 57; 4. M. Garbrecht (Aut), 40 s 63; 5. C. Aafink (P-B), 40 s 66.	
SKI DE FOND	
30 km messieurs	
1. Ulvang (Nor), 1 h 22 min 27 s 8; 2. Daehlie (Nor), 1 h 23 min 14 s; 3. Langi (Nor), 1 h 23 min 42 s 5; 4. Albarello (Ita), 1 h 23 min 55 s 7; 5. Jevne (Nor), 1 h 24 min 7 s 7; 6. Remy (Fra), 1 h 27 min 54 s; 7. L. 37. Ballard (Fra), 1 h 30 min 19 s 8.	

EN JEUX

ALBERTVILLE	
notre envoyé spécial	
Les écologistes savoyards, colères, mais ils n'ont pas perturbé la compétition. Toutefois, quelques heures après la clôture d'ouverture, samedi 11 février à Albertville, ils ont voulu manifester leur opposition à l'égard de la J.O. qui occupe indolument leur département. Ils ont brandi un drapeau à la couleur verte et ils ont dressé le bilan des « agressions » commises, selon eux, par le paysage, par la préparation et la grande manifestation.	
Les membres de la Fédération Rhône-Alpes de l'Environnement (FRAPNA), l'association Vivre en Tarentaise, la France Nature Environnement déplorent la relance artificielle de l'immobilier et montagnent aussitôt après la désignation d'Albertville.	

NORDIQUE : le combiné

Le destin de star de Fabrice Guy

Le Français Fabrice Guy, jurassien de vingt-trois ans, douanier de profession, partait favori des épreuves du combiné nordique (saut à ski et fond) dont la première épreuve (saut) avait lieu mardi 11 février à Courchevel, le ski de fond étant programmé pour mercredi après-midi.

COURCHEVEL

de notre envoyé spécial
Un jour, il a sa vedette. C'est écrit, gravé dans la neige comme deux traces de ski dans les bois jurassiens. Fabrice Guy, ainsi né qu'il semble glisser, quoi qu'il advienne, a un destin à la fois simple et complexe. Mercredi, ou bien aux Jeux de Lillehammer (Norvège), dans deux ans, peu importe. Le tremplin, le saut, en parcourant de fond, le chef de file du combiné nordique français, il a porté par son attitude, d'une simplicité si pure qu'elle paraît avoir été imaginée pour briller sur le glacé des montagnes.

Belle histoire que celle d'un fils du Jura devenu champion. D'un gamin qui a été à l'école à chausser les skis. D'un beau douanier qui épouse une jolie colleuse. Fabrice Guy a tout pour plaire : vingt-trois ans, une frimousse d'ange rebelle, un tempérament vainqueur et même des patriotiques coquetteries imaginées par son père, une mèche blanche, une tige qui n'attendait plus qu'une médaille d'or pour rejoindre les photographes.

Ce curriculum vitae sans tache, Fabrice Guy ne l'a pas rédigé à

l'avance, comme les remarques techniques qu'il griffonne, en athlète consciencieux, de petits bouts de papier. Non, ses parcours, idéal, ponctués d'un « je porte-drapeau de la délégation française », de la « d'ouverture », le jeune homme ne l'a pas prémédité, façonné sous l'influence d'un conseiller en communication. Il a bel et bien suivi, dans le sillage de son père, champion de France de fond (50 kilomètres) en 1972. Séducteur, il a juste trouvé le pour le dire, le sourire pour le révéler.

S'il n'avait gagné quatre épreuves du Coupe du monde à quelques semaines de la compétition de Courchevel (1), devenant ainsi champion olympique potentiel, qui a-t-il soucieux d'un douanier douiste, ancien vendeur à la pâtisserie de Mouthe, avant de rejoindre l'équipe de la fédération locale? Qui aurait daigné s'intéresser au combiné nordique, un sport voué à la semi-clandestinité, ses deux seuls pratiquants en France?

L'art de doubler

Sans les Jeux, l'histoire de Fabrice Guy aurait resté enfouie dans les neiges du Doubs, bletée entre quelques souvenirs d'une enfance fugace. Quand « la Guêpe », surnommée pour sa physique frêle mais redoutée, accompagnait son père sur les compétitions de ski de fond. Quand ce casse-cou de la nationale s'essayait au saut, du haut de ses huit ans, qu'il passait des heures en forêt, à se promettre un destin d'homme-oiseau. Quand il abandonnait ses études, s'installait

les de sa mère, professeur de ski, mais réjouissait son père, douanier, lui aussi. De sa vie, le jurassien jure volontiers qu'elle a été « toujours bonne ». Elle l'a été, en effet, s'il a dû s'entraîner mille heures par an, parcourir des milliers de kilomètres sur les sentiers d'une région de grands froids, dont il dit qu'elle est « frigo la France ».

James Dean des tremplins

Pour seules récompenses aux efforts consentis, Fabrice Guy s'est longtemps contenté de places d'honneur, de l'admiration de ses amis, de l'admiration d'un surnom, « le Renard », hommage à son père, « combiné », à ses qualités de tacticien rusé, expert dans l'art de doubler ses rivaux sur le parcours de fond. Mais cet hiver, pour la première fois, il n'a pas seulement abandonné quelques Scandinaves au sortir d'une série de saut. Sur les trois épreuves à disputer en Scandinavie, et la victoire dans le combiné, il a dû échapper, après l'avoir conduit, à quelques semaines, au devant de la scène. Car les médias racontent de ses yeux gris-verts qui se font si sympathiques, James Dean des tremplins qui ne repousse jamais un micro et s'exprime sans rechigner.

dans le fauteuil du salon, aux côtés de Nadine, sa compagne et du petit Samuel, fils et petit-fils de champion, né en décembre 1970. Fabrice Guy pleure. Il le sait. Et se prête à la communication, à la bédiction de son entraîneur, Jacques Gaillard, le premier Français à s'être aventuré à la fois sur les tremplins et les parcours du combiné, au début des années 70.

La route de Fabrice Guy est-elle aussi à Courchevel? Le jeune homme en a fait une. Une blessure au genou, à la fin du mois de janvier, et une autre au mollet, à deux jours des Jeux d'Albertville, n'ont pas pu lui faire dévier. Bien qu'il se garde de toute euphorie (« Si je suis champion olympique cette année, je serai en 1996 ou en 1998, il ne faut pas répéter que les Jeux sont une préparation à la logique »), d'une préparation mise au point par Jacques Gaillard.

Mardi 11 février, au moment de l'épreuve du combiné, la neige carde les skis. Les départs lors de l'épreuve de fond à 15 kilomètres (le meilleur temps est de 45 minutes), Fabrice Guy répète encore que, contrairement aux apparences, il n'était pas en « état de grâce ». Fallait-il vraiment le croire?

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Fabrice Guy s'est imposé à Innsbruck (Autriche), à Schladming (Autriche) et à Murau (Autriche). Il a également été vice-champion du monde en équipe au système des Coupes du monde individuelles de 1990 et 1991. En 1988, à l'âge de vingt ans, il avait pris la médaille d'argent des épreuves olympiques de Calgary.

SKI ALPIN : le combiné

Girardelli la poisse

parcouru avec son père, pour seul soutien. Il n'a pas pu participer aux championnats du monde 1982 à Schladming et aux Jeux olympiques 1984 à Sarajevo parce que la Fédération autrichienne des skieurs professionnels ne lui a pas permis de disputer la descente et le treizième en général. En fait, c'est le Français Franck Piccard qui tirera alors profit d'une innovation mise au point quelques années auparavant par son père pour le super géant, une plaque de fixation dure fixée entre les bottes avant et arrière des fixations pour absorber les vibrations et assurer une meilleure glisse sur les neiges mouillées.

Quand il arriva aux Jeux de Calgary, il avait des côtes cassées et un poignet endommagé. Il put faire mieux que neuvième en descente et treizième en général. En fait, c'est le Français Franck Piccard qui tirera alors profit d'une innovation mise au point quelques années auparavant par son père pour le super géant, une plaque de fixation dure fixée entre les bottes avant et arrière des fixations pour absorber les vibrations et assurer une meilleure glisse sur les neiges mouillées.

Force de la nature
A ces difficultés qui l'auraient fait reculer plus d'un skieur, ajoutés de nombreuses blessures, de fréquents passages aux tables d'opération. Tendons et ligaments des épaules et des genoux ont été « refaits » à plusieurs occasions. La hanche a été opérée. La dernière opération date de l'été dernier. Chaque fois, les chirurgiens sont surpris de la rapidité avec laquelle leur patient récupère : quand ils prescrivent six semaines de béquilles, ils le retrouvent grimant les escaliers en courant trente jours plus tard.

Force de la nature
Le caractère de deux traits dominants de Marc Girardelli. Après des débuts en slalom, il a pu ainsi « affirmer » comme un skieur complet : il a été le seul à avoir gagné dans les quatre disciplines alpines (slalom, géant, super-G, descente) au même hiver (1989). Avec huit médailles (trois or, deux argent, trois bronze), il totalise à lui tout seul plus d'honneurs que toute l'équipe de France masculine durant la même période. Les Jeux d'Albertville auraient pu apporter une consécration olympique à la carrière du vainqueur de la Coupe du monde 1991.

Encore une fois, plus rien ne semble aller au moment où tout est réuni pour son triomphe. Son « pire ennemi », le Suisse Pirmin Zurbriggen a pris sa retraite, lui laissant le champ libre. La piste de la Face de Bellevard convenait

parfaitement à ce skieur complet capable de glisser sur le plat et de piloter dans les virages. Il est tombé par deux fois à cause de fautes grossières, indignes d'un ancien lauréat des Kitzbühel et Wengen.

Marc Girardelli est-il saturé par dix-neuf ans de compétition? Ne supporte-t-il plus la dictature de son père, le redouté Heinzi? A-t-il simplement été gagné par la peur que suite un jour l'autre la descente? Le Luxembourgeois s'est bien gardé de donner le plus petit commencement de réponse. Comme chaque fois qu'il est confronté à une épreuve, il s'est enfoncé dans le silence. Et son docteur n'en a paru que plus cruel.

ALAIN GIRAUDO

Division soustraction et multiplication

Le combiné alpin est un exercice qui convient aux skieurs polyvalents, capables de domestiquer la vitesse et de maîtriser la technique. Comment résumer et additionner ces performances qui sont de nature si différentes? Les mathématiciens de la Fédération internationale de ski ont trouvé à ce problème une solution : ils ont divisé la performance d'un skieur par la performance d'un autre skieur, ce qui donne un coefficient affecté à la catégorie de course (une compétition nationale est moins bonne qu'une coupe du monde) par la Fédération internationale.

Au final, les spécialistes de la descente ont autant de chances de s'imposer que les slalomeurs, le temps des deux épreuves étant le même (100 à 110 secondes). Pour gagner, il faut être bon dans les deux disciplines, excellent dans l'une et moyen dans l'autre.

ALBERTVILLE

Le

Le « formule 1 » de

Le « formule 1 » de

Le « formule 1 » de

Le « formule 1 » de

Le « formule 1 » de

Le « formule 1 » de

Le « formule 1 » de

Le « formule 1 » de

مكتبة

D'ALBERTVILLE

SKI DE FOND : 30 kilomètres hommes

Le réveil du fond norvégien

Les skieurs de fond norvégiens ont totalement dominé l'épreuve des 30 kilomètres hommes (technique classique), lundi 10 février aux Saïsis, en se classant à quatre dans les cinq premiers. Ils ont réalisé un triplé historique, avec une médaille d'or pour Vegard Ulvang, d'argent pour Bjørn Dæhlie et de bronze pour Tjere Langli. Le premier Français, Patrick Remy, s'est classé vingt-troisième.

LES SAÏSIS

notre envoyé spécial

La Norvège et le ski de fond se boudaient. La contrée scandinave aimait passionnément ce sport à qui elle avait contribué à donner vie. Mais le fond préférait accorder ses médailles à d'autres, à l'Union soviétique, ou plus, au voisin suédois. Depuis seize ans, une ultime victoire à Innsbruck sur 30 kilomètres, la Norvège ne recevait plus que des médailles de bronze, un rien d'argent. Par dépit, par ennuï, elle s'était assoupie, dans une grande indifférence.

Le réveil a sonné lundi. En fanfare. Trois gaillards vêtus de rouge ont déboulé en bas de la piste, et, l'un après l'autre,

ont expulsé le fondeur italien Albarello du podium. Le dernier membre de l'équipe a, lui, poussé la modestie jusqu'à se contenter d'une cinquième place. Vegard Ulvang, l'athlète aux yeux bleus, venait de donner la première victoire à son pays depuis trente ans. Deux acolytes, Bjørn Dæhlie, le roux immense, et Tjere Langli, le taciturne, lui offraient en prime un triplé inédit en ski de fond masculin depuis 1948.

Lillehammer

La centaine de supporters norvégiens présents dans les tribunes ont alors transformé le paisible amphithéâtre des Saïsis en stade de football, un soir de Coupe d'Europe. Ils ont commencé par troquer leurs minuscules fanions pour des drapeaux norvégiens, puis ont chanté, tapé dans leurs mains, interpellé leurs héros. Enroulé dans sa propre bannière, Kjetil André Amundsen, l'air d'arrivé. Un peu d'alcool, pas mal de fatigue et sa démarque. « Quand je pense que j'ai failli abandonner, ça soulage l'étudiant d'Oslø, encore incrédule. Nous avons pris le bateau, puis pendant deux jours pour arriver juste à

l'heure ce matin. La voiture, je pensais sans cesse à une médaille. Mais trois d'un coup ! C'est presque un miracle. »

Le miracle était solidement planifié pourtant. Pour le fond norvégien, le prince charmant s'appelle Lillehammer. « Depuis que nous allons organiser les Jeux olympiques en 1994, nous avons fait des efforts considérables pour améliorer le niveau de nos athlètes dans certains sports d'hiver, explique M. Arne Myhre, président du Comité olympique norvégien. La tradition de ce pays, qui fait du fond la discipline reine, nous a évidemment poussés à renforcer notre équipe de skieurs. Depuis cinq ans, nous avons beaucoup investi dans ce sport, dans la sélection des jeunes, la mise en place d'une équipe junior très forte qui sert de réserve, la préparation des athlètes de premier plan. Les premiers résultats montrent que l'argent n'a pas été gaspillé. »

Avant le coup d'éclat des Saïsis, les skieurs norvégiens - qui bénéficient d'un soutien presque ouvertement professionnel et de soutien de riches sponsors - ont largement dominé la Coupe du monde ces deux dernières années.

Mais pour faire progresser à marche forcée leurs athlètes vers des médailles olympiques, les Norvégiens n'ont pas pour autant utilisé le fouet. C'est autour des vainqueurs des

Saïsis, c'est une armada de techniciens qui se déplace. « Nous savons que cela représente beaucoup d'argent », explique M. Myhre, « mais à notre époque, le ski de fond ne peut être maîtrisé par un homme seul, explique Vegard Ulvang. Il faut une équipe forte : des préparateurs de matériel, des bons fondeurs, des physiothérapeutes. Il faut pouvoir bénéficier des dernières recherches sur l'entraînement des athlètes. Depuis septembre, par exemple, notre équipe a résisté pendant onze semaines en Italie, à des altitudes supérieures à 2 000 mètres. C'est le travail de notre entraîneur qui de gérer cela. Mais pour notre entraînement physique, il laisse en revanche entièrement libres. »

La clef de la réussite éclair des Norvégiens semble tenir dans un esprit d'équipe, mélange de décontraction et de professionnalisme. « Mais le risque », dit Knut Jahre, membre d'une société de soutien au ski fond, « c'est qu'il disparaisse tout de suite après les Jeux de Lillehammer. » La Norvège retournerait ainsi à son long sommeil aussi vite qu'elle s'est réveillée.

JÉRÔME FENOGLIO

LUGE : victoire de l'Allemand Hackl en monoplace

Les « formule-1 » de la glace

Sur un parcours de 1 249 mètres de longueur et 110 mètres de dénivellation, l'Allemand Georg Hackl a remporté, lundi 10 février, la médaille d'or de luge monoplace. C'est sur ce site que se dérouleront, à partir du 15 février, les épreuves de bobleigh à deux et à quatre.

LA PLAGNE

de notre envoyé spécial

L'équipement sportif le plus sophistiqué est le plus coûteux. Construit sous la forme de ski, le luge est un véritable serpent, se déplaçant sur des rails en acier, à ses constructeurs. Le terrain, instable, ne doit pas lui offrir de résistance. L'appareil géant, irrigué par 10 kilomètres de conduits dans lesquels circule un liquide refroidissant, l'ammoniac, nécessite l'installation de dispositifs de sécurité très complexes. Enfin, le coût de cette installation est connu : une vertigineuse. La Plagne s'est offerte, pour sa vingtième année, un luge et ses 200 bobes, un objet de 220 millions de francs.

Sports mécaniques de glace, le luge et le bob sont pas pratiqués par le même type d'athlètes. La première fait appel à l'ingéniosité, à la fabrication, et au doigté, pour la conduite, de pratiquants. Cette discipline est - heureusement - dotée d'un sport d'artisans. Les lugeurs sont des géniaux artisans qui quittent leur joyau, une machine à petite dimension - 1,30 mètre de longueur, 15 centimètres de hauteur - pour les monoplaces, 25 kilos pour les biplaces. Quelques coureurs expérimentés dorment sur leur bob.

Le jour, ils filent sur la glace à

plus de 120 kilomètres à l'heure, sur le dos, la tête placée à l'horizontale pour favoriser l'aérodynamisme. Mais leurs yeux fixent les rails à la piste, ils connaissent chaque centimètre.

Les bobesurs, caparotés dans leur machine, dont le poids, à vide, est de 175 kilos quand ils sont à deux, se déplacent quand ils embarquent à quatre, dans la recherche de sensations de vitesse que leurs collègues lugeurs, eux, connaissent à la glace un contact quasi charnel. Ils parviennent à dépasser les 140 kilomètres à l'heure grâce à l'extrême sophistication de leurs machines, carénées à l'avant, construites avec des matériaux légers mais très résistants, le carbone ou le Kevlar.

Les équipes de bobleigh font enfin appel aux meilleurs ingénieurs pour assurer à ces « F1 » glissantes la meilleure pénétration possible dans l'air. Ils dotent enfin les patins de leurs machines, mobiles à l'avant, fixes à l'arrière, d'alliages mieux adaptés au contact avec la glace.

A La Plagne, ces athlètes, qui sont souvent d'anciens coureurs, produisent le maximum de leur effort sur une distance de 22 mètres - un record de longueur pour une piste de bobleigh. Cette distance rendra la poussée déterminante, et capital le choix des spécialistes qui la mettront en œuvre.

CLAUDE FRANCHILLON

HOCKEY SUR GLACE : la Tchécoslovaquie bat la France (6-4)

Le rappel des exilés

L'équipe de France de hockey sur glace s'est logiquement inclinée à la suite de la Tchécoslovaquie (6-4), lundi 10 février, à Méribe, à l'occasion de son deuxième match du tournoi olympique. Pour un troisième rencontre, mercredi, ils retrouveront la Suisse, un adversaire à leur portée. La Tchécoslovaquie, pays où le hockey est très populaire, peut compter sur de nombreux joueurs évoluant à l'étranger.

MÉRIBEL

de notre envoyé spécial

Quand Petr Nedved poussa la porte du commissariat de police de Calgary, le 1er janvier 1989, les policiers de permanence crurent sans doute qu'il venait à faire à un attaquant. La ville canadienne se préparait à accueillir les festivités de la Saint-Sylvestre et d'un étrange adolescent qui présentait à eux, le regard perdu, le visage balafré, pour seuls bagages une valise, un anglais de collègue et des rêves de gloire.

Petr Nedved, jeune joueur tchèque de hockey sur glace, profitait d'un moment international pour s'offrir un verre d'alcool et de passer à l'Ouest. A l'époque, les sportifs des pays de l'Est, les voix de l'exil étaient encore celles de l'émigration. « Partir était risqué. Nedved n'avait pas hésité. Il disputait aujourd'hui le championnat professionnel nord-américain (NHL) et gagne des milliers de dollars le maillot Canucks à Vancouver.

Trois ans après, la Tchécoslovaquie a tourné le dos au communisme mais le « rêve américain » n'est toujours pas de Prague ou de Bratislava. Simplement, l'exil a été remplacé par des chéquons en main et non plus par des bureaux des réfugiés politiques. Lorsque les

Whalers d'Hartford (Connecticut) ont voulu enrôler le joueur du Dukla Jihlava, Bobby Hrdina (vingt ans), c'est leur support le plus célèbre, le joueur de tennis Ivan Lendl, qui a personnellement négocié avec le gouvernement tchèque pour que le jeune homme soit libéré plus tôt de ses obligations militaires. Montant de la transaction : 600 000 francs. Une aubaine pour les Américains.

Le hockey tchécoslovaque serait-il condamné à ses meilleurs éléments à l'étranger ? Les clubs, privés des subventions de l'État, qui leur permettaient jadis de survivre, n'ont d'autre choix que d'écarter leurs meilleurs éléments pour renflouer leurs caisses en devises. Une vingtaine de joueurs originaires de ce pays évoluent dans la NHL. Ce ne sont plus uniquement des champions sur le retour, autorisés à partir pour services rendus, comme c'était le cas du temps du communisme. Les « exilés » sont de plus en plus nombreux. Parmi eux, quatre ont moins de vingt et un ans.

Les plus doués du continent

À ces surdoués ne figurait dans la sélection de la France (6-4), lundi 10 février, à Méribe, les puissants clubs professionnels ne libèrent jamais leurs joueurs, qu'ils soient Tchèques, Canadiens ou Américains, pour les tournois olympiques. Mais la sélection présentée en France est tout à fait composée, en grande partie, de joueurs exilés. Sur les vingt-trois sélectionnés, huit sont installés en Finlande, trois en Allemagne, deux en Italie et un en Suède. Dans la plupart des cas, leur objectif est également de traverser l'Atlantique.

L'entraîneur national, Ivan Hlinka, qui a lui-même joué deux ans en NHL (Canucks à Vancouver), a porté deux fois le maillot rouge et blanc de la sélection, s'inquiète de l'exode : « Pour nous, c'est une nouvelle situa-

tion et cela pose de graves problèmes pour l'avenir du hockey dans notre pays. »

Il fait, la Tchécoslovaquie est victime de succès. En Europe, le pays de seize millions d'habitants où le patin est aussi populaire que le football, fait figure de phénomène. Avec 47 licenciés, il compte deux fois plus de joueurs que les États-Unis (23 778). Avec 131 patinoires couvertes, il devance largement la France (120 patinoires) et 96 clubs.

Comme la Yougoslavie en football, la Tchécoslovaquie forme de jeunes talents qui s'exilent à la première offre. Des joueurs dont on dit qu'ils sont des « techniciens », plus doués du contrôle de la balle que les autres. Ils ont prouvé contre la Norvège, lors de leur premier match (victoire 10-1) puis contre les Français. Menés deux buts à zéro dans le premier tiers-temps, ils surprennent la sélection française, l'équipe de Tchécoslovaquie n'a eu qu'à s'écarter pour prendre le dessus sur l'adversaire lors du deuxième tiers-temps.

Un tel scénario n'est guère surprenant. Une équipe composée de joueurs évoluant dans plusieurs pays manque souvent de cohésion. L'exode, s'il permet aux meilleurs de jouer de l'argent et d'acquiescer davantage d'expérience, pénalise aussi les compétitions nationales, moins attractives que les vedettes de la sélection. Les résultats s'en ressentent. Les Jeux olympiques de Calgary en 1988, sixième des championnats du monde de 1991 en Finlande, l'équipe d'Ivan Hlinka, tard à retrouver son niveau : années 70 à 80, quand elle menait la suprématie soviétique. Elle compte son troisième match, mercredi 12 février, pour confirmer sa résurrection. Ce sera « l'équipe unifiée », la CEI (ex-URSS), une autre sélection confrontée à l'exil de ses meilleurs hockeyeurs.

Ph.

GLISSÉS

Patinage : mauvaises notes et bon classement

La patinoire olympique d'Albertville n'échappera pas à ce spectacle. Face aux patineurs essoufflés, le tableau d'affichage, doublé par la voix impersonnelle du speaker, égrène deux séries de notes. Et dans les travées, le public met à gronder. Pour fustiger des verdicts estimés trop généraux. Plus souvent, pour s'indigner de l'intransigeance du juge bulgare, l'éternel méchant des combats de catch affectifs, la sévérité glacée des chiffres, disproportionnée par rapport à l'émotion que procurent les pirouettes, la bronca, la perte de figures imposées du patinage artistique.

« La plus désagréable dans ce cas-là », explique une des juges françaises des compétitions olympiques, c'est que l'on estime parfois très bien classé. L'affichage des notes peut tromper. Le public ignore si la prestation d'un patineur est de 1 à 5, ou s'il joue un rôle indirect dans le résultat. Ce n'est pas leur addition qui compte, mais la classe. Chaque patineur par chaque juge. Aux Jeux olympiques, il y a neuf juges, nombre impair qui permet de décaler la majorité. Le vainqueur, donc, par exemple, qui obtiendrait quatre premières places, trois deuxième, une troisième, une quatrième. Le second pour, lui, avoir quatre premières places, trois deuxième, deux quatrième. La victoire décide alors aux meilleures troisième places.

La barre des six points

« Tout ce travail consiste donc à fournir un classement vertical des concurrents, explique le juge. Pour le programme original, c'est simple : nous soustrayons les points pour chaque juge sur une des figures demandées. Pour le programme libre, le premier patineur qui se produit sur la glace sert de référence. Nous lui donnons des notes plus ou moins élevées, selon l'idée du juge. Le niveau général du concours. Puis, selon la qualité des prestations, nous classons les autres concurrents à cette référence. C'est souvent cette première note qui explique les écarts de points sur la hiérarchie. Un juge qui a donné une note élevée d'ambule, ou un vainqueur, alors que son voisin pourra lui attribuer le 9. »

Écuel de ce système : dans le haut du classement, les juges viennent parfois à cogner à la infranchissable barre des six points. « Il faut pouvoir décaler la hiérarchie sans embouteillages, premières places. Il faut donc garder une marge de manœuvre suffisante pour mieux classer à l'issue des épreuves originales, et retenir parfois le classement vite des 9. » C'est ce qui explique que Surya Bonaly ait pu paraître légèrement notée lors des championnats d'Europe à Lausanne. Quatre concurrents produisaient après le patineuse française. Et juges se réservaient la possibilité de leur attribuer une meilleure place que leur classement.

J. Fe.

SKI ARTISTIQUE : le ballet

Médailles en chocolat

Discipline en démonstration, le ballet a été gagné, lundi 10 février à Tignes, par les Français Fabrice Becker, et chez les dames par la Française Conny Kissling, qui a précédé la Française Cathy Fechoz. En dépit de la prestation des concurrents, il y a peu de chances pour que cette épreuve figure au programme officiel des Jeux de Lillehammer en 1994 comme l'auraient voulu les Français.

TIGNES

de notre envoyé spécial

Lorsqu'il avait fallu le bilan des Jeux d'hiver à Calgary, il y a quatre ans, le président du CIO, Juan Antonio Samaranch, avait utilisé les subtilités du diplomate pour faire comprendre que le ballet, qui avait l'une des trois

disciplines de l'acrobatie présente en démonstration, ne lui avait paru s'imposer à l'avenir dans le programme olympique. En privé, il avait été plus explicite : pour lui, les figures de démonstration des concurrents étaient « de petits machins » rapport avec l'engagement physique et sportif qui caractérise un champion olympique.

Officiel ou privé, le discours avait mal accueilli la France. La Fédération française de l'épreuve féminine, Christine Rossi, a eu l'effet de la commission de l'acrobatie au sein de la Fédération française de ski. Les athlètes qui avaient été déployés dans l'Hexagone en faveur du ski étaient en fait étrangers à cette discipline. Ils continuèrent à poursuivre leurs fruits lorsque Christine Rossi décida d'arrêter la compétition après avoir gagné deux Coupes du monde et un titre de vice-championne du monde. Une nouvelle génération était prête à prendre le relais sous l'impulsion de l'entraîneur

Sella et du chorégraphe Claude Patelli.

Des tractions, lieu pour donner un bon accueil à l'avenir. Finalement il fut réinscrit dans l'épreuve de démonstration aux Jeux d'Albertville avec le ski acrobatique, le curling et le ski de vitesse (kilomètre lancé). Les épreuves qui eurent lieu à Tignes, dimanche 9 et lundi 10 février, devaient servir d'ultime test en vue de l'inscription de l'épreuve aux Jeux d'hiver 1994 à Lillehammer (Norvège). Si le président du CIO n'a pas changé d'avis d'esprit, il y a une raison : le résultat soit négatif : en dépit de toute leur bonne volonté et de leurs efforts appliqués, les concurrents ne parviennent pas à relever l'image de la spécialité.

Disputé sur une pente très douce, le ski de vitesse consiste à occuper l'espace en réalisant une série de sauts et d'arabesques sur un fond de neige. Sur un plan de 200 mètres, incliné à 15 %, il faut

faire en deux minutes le plus de figures convenues possible, qui sont appréciées sept juges. On ne peut pas les inconvénients du patinage artistique : un compromis esthétique-athlétique plus précis. Le maniérisme tend à prendre le dessus sur la performance et la grâce. « C'est du tango avec la patinoire », s'est exclamé un journaliste radio qui découvrait cette compétition.

Dans ce sport, un peu comme les deux Français sont montés sur le podium : Fabrice Becker, de Strasbourg, pour y avoir remporté une médaille d'or, Cathy Fechoz, de Moutiers, pour une médaille d'argent. Dans l'autre discipline, leurs performances auraient été vanitées (les chances de médailles) ou ils n'auraient pas pu en profiter.

Les deux Français n'en avaient pas moins le mérite d'avoir imposé dans ce qui avait, malgré

tout pour eux, les caractéristiques d'une épreuve olympique. Il leur a fallu la pression de la compétition en position de favori pour Fabrice Becker et d'outsider Cathy Fechoz. Premier au terme des éliminatoires, elle a résisté à l'assaut du Norvégien Rune Kristiansen. Troisième au terme du premier jour, Cathy Fechoz a craqué l'Américaine Sharon Petzold.

A défaut de véritable consécration, c'est pour ces Français la reconnaissance de leur progrès dans ce sport. Septième mondial à la saison passée, Fabrice Becker, le plus aérien de la nouvelle génération, a remporté ses premières victoires en Coupe du monde ces dernières semaines à Breckenridge et Oberjoch. Cathy Fechoz, troisième des championnats du monde 1991, a gravi une marche de plus vers le « ballet ». Elle n'est rien, mais elle n'est rien.

A. G.

« Le M... olympiques. Depuis lundi notre journal mis en... soir-même... parution à Albertville... Moutiers (Savoie). Les premiers exemplaires... imprimés vers 12 h 45. Une voiture spéciale transporte les paquets de journaux... la gare... Lyon, d'où ils rejoignent la Savoie par... TGV quittant Paris à 13 h 12. A Chambéry, un véhicule mis gracieusement à la disposition du Monde par le Sernam permet de les acheminer sur les sites olympiques.

CULTURE

Le potager de la République...

Les Écoles d'horticulture et du paysage actuellement implantées à Versailles seront « délocalisées » à Blois et à Bergerac

Les élèves de l'École du paysage, logés à Versailles, ont mis en scène le conseil des ministres du 29 janvier dernier : celui où la délocalisation de leur établissement a été annoncée. Le premier ministre, sommé d'opter pour la ville où il l'école transférée, avait à choisir parmi une douzaine de cités : sur la carte de France, s'installait Blois. L'école ira donc s'installer sur les bords de la Loire, où le ministre de la culture a été élu maire. Caricature ? Sans doute. Mais le directeur de l'école, Alain Riquois, a appris la bonne nouvelle le jour où la décision a été rendue publique. Les enseignants, pas plus que les élèves, n'ont été consultés. Enfin Alain Riquois sera-t-il condamné à grand écart, puisque l'École d'horticulture, elle aussi à Versailles, dont il est également responsable, doit gagner Bergerac, fief du ministre des affaires étrangères, Roland Dumas ? Les déménagements devraient avoir lieu dès la rentrée prochaine.

« La délocalisation ne nous fait pas peur, indique Alain Riquois. Mais aucune des deux villes retenues n'est universitaire, alors que notre enseignement est étroitement imbriqué avec l'université et la recherche. » Les deux écoles relèvent toutes deux de la tutelle du ministre de l'Agriculture. L'École nationale supérieure d'horticulture (ENSH) accueille quatre-vingt-dix élèves recrutés à bac + 4. C'est un 3^e cycle, très « pointu », qui dure deux ans. Les élèves poursuivent leurs travaux dans des laboratoires extérieurs qui n'ont leur équivalent ni à Bergerac ni dans la région.

Une formation transversale et plurielle

Depuis quelque temps l'ENSH cherche à rapprocher de l'Institut national agronomique de Paris-Grignon (INAPG). Les groupes de travail, qui réunissent des représentants des deux établissements depuis le 5 décembre 1991,

devraient remettre leurs conclusions au début de l'été. Seront-elles toujours à l'ordre du jour ?

Les étudiants de l'École nationale supérieure du paysage (ENSP) sont recrutés sur concours, à bac + 2. La scolarité dure quatre ans. La dernière année étant un stage accompli obligatoirement en région. Cet établissement a acquis une autonomie pédagogique et scientifique en 1976. Les vingt-cinq professeurs et les deux cent cinquante vacataires qui enseignent à Versailles à des titres divers exercent, dans une immense majorité, d'autres activités en dehors de l'école. Face à des unités d'enseignement qui existent en Europe du Nord (six mille étudiants) l'université agronomique de Wageningen, Pays-Bas, Versailles est fragile. Une délocalisation hâtive et sans réflexion préalable ne risque-t-elle pas de freiner son expansion ?

Michel Corajoud, paysagiste chevronné à maître de conférences à l'ENSP n'est pas lui non

plus hostile, a priori, à l'idée d'un déménagement. Blois, ailleurs. N'est-il pas, comme la plupart des enseignants de l'école, un partisan convaincu de la décentralisation ? N'ont-ils pas créé et animé des ateliers pédagogiques décentralisés ? N'ont-ils pas le projet de Michel Rocard - la création d'un Institut des sciences et techniques du vivant (ISTV) - comme celui, plus récent, d'Henri Nallet - un Institut français du paysage ? Avec le même insuccès, d'ailleurs. N'ont-ils pas collaboré au lancement (réussi) d'un d'une filière « paysage » à l'École d'architecture de Bordeaux ? « Nous avons conçu, enseignement, explique Michel Corajoud, à partir des lieux où la société est mise en question. Les problèmes que nous devons résoudre, sont la mutation des territoires agricoles, la reconversion des vieux sites industriels, la qualification des banlieues, l'intégration des réseaux de communication, la récupération des centres urbains.

Et nous n'oublions pas la création de la restauration des jardins. Les professionnels qui s'occupent demain de ces enjeux doivent donc recevoir une formation transversale et plurielle. Leurs domaines relèvent aussi bien du ministère de l'Agriculture que de celui de la culture, de la ville, de l'équipement ou de l'environnement. Blois peut-il devenir un lieu de convergence que nous souhaitons ? Nous demandons qu'à Blois, nous soyons. Nous sommes sincèrement heureux de l'intérêt de Jack Lang pour notre enseignement, mais pourquoi tant de précipitation ? Pourquoi un tel manque de consultation ? »

Un enseignement trop négligé

Mais, surtout, pourquoi vouloir tout prix quitter le potager du roi ? Versailles ? Un lieu prestigieux, qui a été déterminant quand le ministère international des architectes paysagistes (IFLA) a choisi la préférence à Rome, Vienne, Bruxelles, Paris. La délocalisation, voulue par le gouvernement, l'occasion de clarifier davantage un enseignement trop négligé ? France, plus de crédits, pour faire face aux écoles de l'étranger, explique Jean-Paul Piguet, conseiller auprès du ministre de la culture. Si le ministre de l'Agriculture accepte un véritable regroupement à Blois des écoles qui sont à Versailles - Bergerac - nous pouvons mettre à leur disposition des bâtiments et des moyens d'un grand établissement. Nous pouvons fixer là, à proximité de Tours, d'Angers, où il existe des universités dont certaines filières pourraient être renforcées, un pôle pour la formation des professionnels.

nels du paysage et des jardins qui sera incomparable, ce qui existe aujourd'hui.

Au ministère de l'Agriculture, on semble moins pressé que Rue de Valois. La priorité est donnée à la modernisation et à la restructuration des grands pôles d'enseignement. Le « Grand Bassin parisien » doit pas être oublié. L'on a donc prudence. Reims pourrait accueillir les filières agro-industrielles. Le transfert des versailles dans le val de Loire pourrait être l'occasion de relancer le fameux ISTV. Un tourné le Blois, même si l'absence d'université à Blois n'est pas une recherche à handicap pour la ville de Jack Lang - dans ces conditions, Roland Dumas aura du mal à plaider le dossier. Bergerac, auprès du ministre de l'Agriculture. Mais, pour que l'opération marche, que le transfert soit un succès, il faut de la persuasion, il faut la volonté des moyens. Et l'instant, côté des pouvoirs publics, portés n'a fait étalage de ces qualités.

Aussi le conseil des enseignants de l'ENSP estime-t-il que les conditions d'une délocalisation bien menée ne sont malheureusement pas réunies. Les acquisitions tant que l'élaboration d'un projet pédagogique, scientifique et logistique pour l'enseignement. Et le directeur de l'école, mandaté par le conseil, attend propositions précises, entend surtout être pleinement à l'élaboration du projet.

EMMANUEL DE ROUX

DEMAIN EN PREMIÈRE MONDIALE



OMBRES ET BROUILLARD

WOODY ALLEN KATHY BATES JOHN CUSACK MIA FARROW JODIE FOSTER
FRED GWYNNE JULIE KAVNER MADONNA JOHN MALKOVICH KENNETH MARS
KATE NELLING DONALD PLEASANCE LILY TOMLIN

« Ombres et Brouillard » (Shadows and Fog) de Julius Taylor
Sally Loreschi, Colin Hanks, Jack Palance, Charles H. Hall, Robert Goulet, Woody Allen

Le film est distribué par les sociétés de distribution suivantes : L'ÉCLAIR, L'ÉCLAIR, L'ÉCLAIR

PATRIMOINE

Du jardin du Palais-Royal à celui des Tuileries

Le Génie latin, statue néo-classique immaculée, a quitté le Palais-Royal pour Montpellier. En revanche, les œuvres de Garouste et des Polier qui avaient fait fuir les habitants du quadrilatère - presque autant que les colonnes de Buren - ne seront jamais posées. La restauration du jardin, à un Américain, la Nouvelle-Angleterre, Mark Rudkin, ne fera rugir personne. La générale des lieux conservée. Les plates-bandes seront élargies et plantées d'essences luxuriantes et parfumées. Les barrières métalliques dissimulées par du lierre et du chevre-feuille.

Les enfants retrouveront leurs bancs à sable et leurs bancs à leur bancs. Les bancs aux illustres du Palais-Royal, de Charles Fourier à Colette en passant par Napoléon Bonaparte. Ces travaux, achevés en mai 1992, monteront à 1,5 million de francs. La société LVMH est la mécène de la restauration à hauteur de 600 000 F.

L'opération Tuileries est plus complexe et plus onéreuse. Le grand carré, face à l'avenue du Général-Lemoinier, devrait dans une phase de travaux. Si le Bicentenaire de la République ne nécessite pas, dans cet endroit, un décor provisoire qui retarderait d'autant les premiers coup de pioche, il semble que l'anniversaire sera célébré ailleurs. En revanche, le coût de la rénovation - autour de 150 millions de francs - amène la Mission Tuileries, en dépit de dénégations répétées, à vouloir rentabiliser le jardin.

Les sols, avait-on dit, ne seront pas renforcés. Certains axes devraient pourtant

permettre la circulation de véhicules de tonnes. L'esplanade des Feuillants abondamment alimentée en courant électrique et munie de bornes téléphoniques permettrait l'installation d'une certaine ligne. On installera également un système pour évacuer les eaux usées avec des regards au nombre suffisant. Les forains semblent avoir gagné la partie. La zone du long du nouveau Jeu de Paume pourra recevoir des manifestations temporaires liées à l'activité des galeries mais s'ouvrira au public d'assurances UAP. La promenade nocturne sans doute autorisée le long de la Bord-de-l'Eau - ce qui est une bonne chose - mais certains réclament un éclairage plus puissant, d'un effet désastreux. Enfin on parle de lancer un projet d'architecture pour doubler l'Orangerie par une « structure légère ».

Autres points noirs, le du jardin, quasi stérile, est à changer. Un bon tiers des arbres, moribonds, sera à abattre (couper un arbre à Paris relève aujourd'hui des tribunaux), les autres sont menacés par un champignon, l'armillaire.

Deux bonnes nouvelles, cependant : les médiocres bassins qui devaient rappeler l'existence du 1871, finalement été supprimés, et la structure de la avenue du Général-Lemoinier devrait permettre la plantation d'arbres. Les jardiniers, qui voient, reprennent inlassablement leur copie. Une maquette définitive du jardin devrait néanmoins être exposée dans les prochaines semaines.

E. de R.

CONNAISSANCE DU MONDE

SALES CHIFFRES : France 114 300, Lundi 17 18 h 30, Mardi 18 h 30, Mercredi 19 h 30, Jeudi 20 h 30, Vendredi 21 h 15, Samedi 22 h 30, Dimanche 23 h 30 et 17 h, Lundi 24 h 15 h

DU SINAI À L'EUPHRATE
Film de Paul-Jacques CALLEBAUT
Le film de Judaïsme, le monothéisme sur la route des épices, de Pétra à Gaza. Le Jourdain biblique et actuel. Krak des Chevaliers et châteaux croisés à Terre sainte.
PROCHAIN SUJET : du 1^{er} au 1^{er} MARS - Tél. 14 20 11 11

EMMANUEL NUNES

VERSUS III - Einspielung II - Lichtung, création
Eric Daubresse, assistant musical • Sophie Cherrier, flûte
Christophe Desjardins, alto • Pierre Strauch, violoncelle
IRCAM • Ensemble InterContemporain

Direction Mark Feller
13 février 20h30 - Centre Georges Pompidou
42 60 94 27

ARTS

Rapports obliques

Faut-il exposer ensemble des œuvres du XIX^e siècle et contemporaines ?

LES EXTRÊMES SE TOUCHENT

à l'Institut néerlandais

A première vue, rien de très singulier. Le musée Boymans-Van-Beuningen de Rotterdam présente par épisodes des collections de l'Institut néerlandais, collections parmi les plus abondantes des Pays-Bas, tant en matière d'art ancien que d'art moderne. Or le projet devient plus aventureux, c'est dans la composition des accrochages. C'est quand il tente d'associer des œuvres du XIX^e siècle français d'une part, lithographies, installations et assemblages contemporains de l'autre. Comme de surcroît les salles de l'Institut néerlandais sont les sous-sol et basses de plafond, les autres hautes, vastes, parquées, ornées de moulures, l'exposition confine à la perfection dans le genre disparate et contradictoire.

Quoi que prétende bravement le titre - « Les extrêmes se touchent » - juxtaposer Degas, Bruce Nauman, Signac et Richard Long, qu'à rendre manifeste l'incompatibilité de deux époques, de deux conceptions antagonistes, l'une proprement artistique, l'autre iconoclaste.

D'un côté donc : suite de fusains, crayons de Degas, parmi lesquels un illustre portrait de Manot, des aquarelles à la pointe sèche, Rodin, gravures de Maillol, quelques paysans hollandais, l'école de Barbizon, de Jongkind, Boudin de Signac. Les peintures s'écroulent, le convenable, rochers de Fontainebleau brunâtres et ciels effilochés gris et blanc que l'on imagine avoir été choisis par les conservateurs de Rotterdam pour leur parenté : le paysage néerlandais classique. Ruysdael et Van de Velde.

Les Degas et les Rodin, nus et portraits, appartiennent à l'histoire au meilleur de leurs auteurs. Les aquarelles qu'inspirèrent Rodin les danseuses cambodgiennes, sa visite en France dans les années 1900, les scènes au Louvre de Degas, visitées à ombrelles devant les figures funéraires étrusques, justifient un sursis rue de Lille.

Fallait-il cependant les loger entre des travaux de Nauman, Visser, Lavier, Judd, célébrités du minimalisme géométrique international ? Un Signac à proxi-

mité d'une cage de grillage ? Boudin, compagnie de quelques cubes de toile ? Maillol et, passé un seuil, dessins de Maria Réduits ? Un trait imperceptible sur un beau papier blanc épais ? Le résultat, troublant. Quelque intérêt que l'on éprouve à l'égard des contemporains, on pense s'incliner, obstinée, pernicieuse, qu'ils ne se mesurent pas à leurs prédécesseurs.

Narcissisme, autarcie, académisme

Certes, le minimalisme voulait mettre en œuvre une critique radicale de l'art. Certes, il voulait revenir à principes premiers, aux formes les plus rudimentaires, aux matériaux les moins élaborés. Certes, il proscrivait par système toute considération de qualité et de complexité. Certes, son iconoclasme s'opposait à l'excès de rhétorique, à l'expressivisme abstrait. Il n'empêche : ces bonnes raisons, mal vieilles. Passée l'actualité de la révolution, il ne reste de cette révolution que des panneaux de contreplaqué, des planches lissées, des chambres à air exhibées pour rien. La provocation n'opère plus, la surprise depuis longtemps évanouie, le scandale a tourné à la rhétorique. Ces recherches, qui disaient toucher à l'essence même de l'œuvre, sont donc demeurées enfermées dans une démarche en boucle, celle de l'art glosant l'histoire de l'art.

Narcissisme, autarcie, académisme pour finir : alors qu'un croqueton de Degas, un lavis de Rodin d'il y a un siècle contiennent à l'intérieur, à choquer peut-être, parce qu'ils montrent le nu corps et passions, des pièces d'il y a un siècle ont déjà perdu l'essentiel de leur magnétisme. Elles professent dans le vide leur refus de l'idée de la beauté. Il n'est certain que l'exposition « Les extrêmes se touchent » admette pour rendre manifestes les forces et ces faiblesses. Mais la démonstration n'est pas éblouissante.

PHILIPPE DAGEN

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, 75007 Paris ; tél. : 40-20-52-29. Jusqu'au 29 mars.

Pour l'a

P

1250 1000

BILLET

La patience de M. Bianco

En décembre 1991, M. Jean-Louis Bianco, ministre des Affaires sociales, avait prévenu les syndicats de médecins qu'il leur avait réservé un « véritable engagement » sur les mécanismes de régulation des dépenses de santé (le Monde 1-2 décembre 1991). Lundi 10 février, commentant les « conditions suspensives » opposées à la loi par la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) aux propositions de la Commission nationale d'assurance-maladie, M. Bianco a souligné que sa « patience » était épuisée. Mais, a précisé le ministre, il ne comptait pas donner suite à « quelques revendications » des syndicats médicaux avant d'imposer un dispositif permettant de freiner la dérive des remboursements.

« Quelques revendications », c'est-à-dire au sein de la Pénurie... Bien que les médecins en garde commencent à perdre de leur impact, il serait injuste d'accuser M. Bianco d'être un mépris. D'abord parce qu'il a pu parvenir à convaincre plusieurs professions médicales (cliniciens privés, biologistes, les infirmières libérales) de la nécessité de limiter les honoraires. Ensuite, parce qu'il a su de la dernière période, les décisions politiques qui pèsent sur son action ont été considérablement en marge de la manœuvre.

L'accord conclu en octobre avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) impose à M. Bianco de ne pas se démerquer de cette dernière. Or, celle-ci - d'après le conseil d'administration - ne se réunit mardi - n'a pas l'intention de faire de nouvelles concessions aux médecins. Plus grave, tout laisse à penser que les syndicats de médecins, qui comptent tenu de la hypothèse qui pèse sur la durée de vie (et, donc, sur l'autorité) du gouvernement, lui ont pu enlever de la capacité à s'engager dans une épreuve de force. D'autant plus que l'excédent annuel de la Sécurité sociale est prévu pour 1992 à 1,5 milliard de francs, ce qui ne plaide pas en faveur d'une « action chirurgicale ».

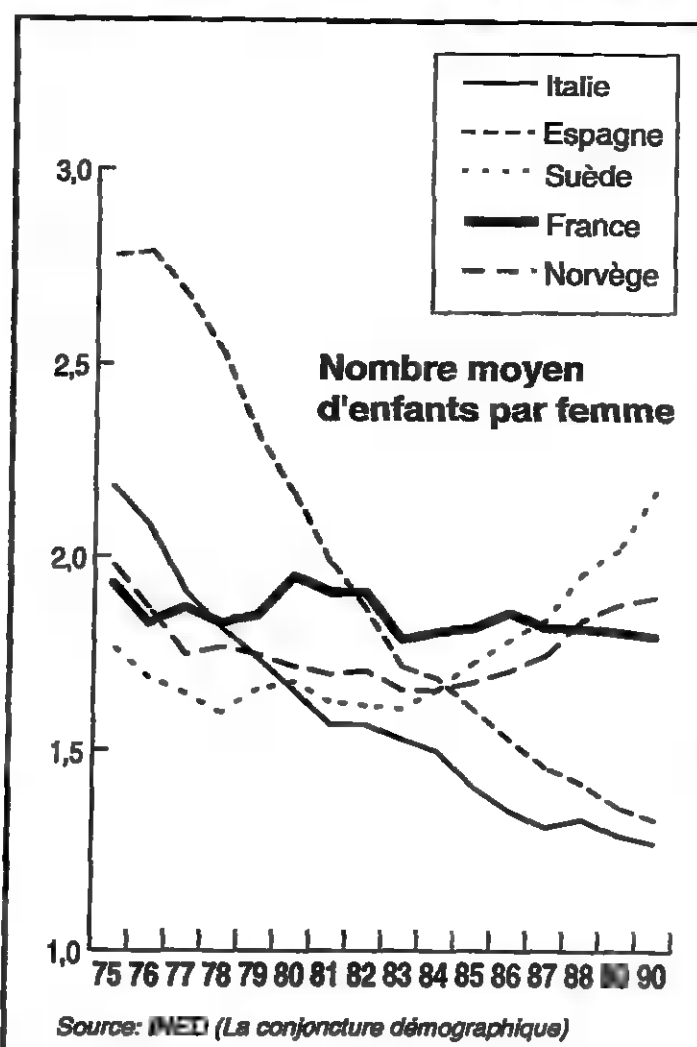
En attendant, M. Bianco ne cache pas son mépris. Ainsi, la convention de mai 1990 imposant aux médecins de dépasser les honoraires de la « sécu » de signer au cabinet le quart de leurs patients au tarif conventionnel, il s'avère aujourd'hui que cette obligation n'est respectée que par 42 % des praticiens concernés (10 % en Ile-de-France). Les exigences de la CSMF - que M. Jean-Yves Chamard (RPR) juge « frappées au coin du bon sens » - en l'honneur d'une « médecine honorifique », consacrerait le passage d'un système de soins à un système de soins anarcho-syndicaliste.

JEAN-MICHEL NORMAND

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES HUMAINES
EXAMENS D'UNIVERSITÉ
• DROIT
• SCIENCES ÉCO.
et 3^e années
TOUTES ÉPREUVES
et éléments de la loi de soutien universitaires
cours du soir
SUCCÈS CONFIRMÉS
45 85 59 - 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

L'évolution démographique de l'Europe

Nord fertile, Sud stérile



Faut-il parler du « Nord fertile » pour la population de l'Europe, comme on le fit longtemps pour celle de la France ? La chute de la fécondité s'est accélérée au sud. Dans *Population et sociétés*, bulletin mensuel de l'Institut national d'études démographiques (INED), M. Gérard Calot, directeur de cet établissement, met en évidence ces évolutions inversées.

Ainsi, en 1990, la fécondité en Italie a été la plus élevée de l'Europe, avec 2,8 enfants par femme, contre 1,6 en Norvège. En Espagne, elle s'élevait à 2,2, contre 1,8 en Suède. En France, elle était de 2,0. Au sein de l'Union européenne, la fécondité a augmenté de 1,9 en Italie, de 1,7 en Espagne, de 1,6 en France, de 1,5 en Suède, et de 1,4 en Norvège. En Belgique, elle est de 1,8. En Allemagne, elle est de 1,7. En Grèce, elle est de 1,6. En Portugal, elle est de 1,5. En Irlande, elle est de 1,4. En Danemark, elle est de 1,3. En Finlande, elle est de 1,2. En Suède, elle est de 1,1. En Norvège, elle est de 1,0.

Parallèlement, la fécondité en France a diminué de 1,9 en 1990, contre 1,7 en 1980. En Espagne, elle a diminué de 1,7 en 1990, contre 1,5 en 1980. En Italie, elle a diminué de 1,5 en 1990, contre 1,3 en 1980. En Suède, elle a diminué de 1,3 en 1990, contre 1,1 en 1980. En Norvège, elle a diminué de 1,1 en 1990, contre 0,9 en 1980.

A la suite d'un rapport parlementaire

Le Crédit agricole repart en guerre contre l'extension des services financiers de La Poste

La Fédération nationale du crédit agricole (FNCA) prend une nouvelle fois la tête de la croisade contre l'extension des services financiers de La Poste. Et M. Yves Bessière, président de la FNCA, a déclaré, lundi 10 février, que « l'extension des services financiers de La Poste vers le centre » des assemblées générales des 100 000 communes locales de Crédit agricole, animées par 40 000 administrateurs, qui

auront lieu surtout en mars et en avril, lors d'une période politiquement sensible.

La polémique, que l'on croyait provisoirement éteinte, reprend à la suite de la publication du rapport d'information de M. Jean-Pierre Fourré, député (PS) de Seine-et-Marne et membre de la commission de la production et des échanges, il dénonce l'extension des services financiers de La Poste à la distribution de prêts à la consommation pour le compte de tiers et les prêts immobiliers sans épargne préalable, hors plan et compte d'épargne-logement.

La fureur de la FNCA a d'ailleurs été grandie par le fait que M. Fourré s'appuie sur une étude demandée par le gouvernement à M. Yves Ullmo, secrétaire général du Conseil de crédit, publiée en septembre 1991, qui semblait défavorable à l'extension des services financiers de La Poste. Une position que M. Ullmo n'a pas manqué de réaffirmer.

M. M. Fourré juge la construction de l'étude de M. Ullmo « ambiguë » et « les comptes rendus faits dans la presse trop simplifiés ».

L'AFB également inquiète

« La possibilité existe, à certaines conditions très précises, d'une extension des produits offerts par La Poste », précise-t-il dans le rapport. Pour le plus grand plaisir de M. Yves Cousquet, président de La Poste, qui se réjouit de préconisations « conformes à la volonté de La Poste d'améliorer les services offerts à sa clientèle ».

De son côté, l'Association française des banques (AFB) avec inquiétude le succès des produits d'épargne lancés par La Poste, et notamment d'Evolyx, en 1991. Ce placement, le rendement

garanti sur trois ans, a collecté plus de 10 milliards de francs alors que l'objectif initial ne dépassait pas 3 milliards. Qu'en sera-t-il d'Evolyx 2 lancé en mars ?

Conscient du danger, l'AFB a intitulé son dernier bulletin hebdomadaire : « La Poste doit rester La Poste ». Le bras de fer entamé printemps 1990 lors de la réforme du statut de La Poste et de France Télécom n'est pas arrivé à son terme. D'autant que les pouvoirs publics ne sont loin d'adopter une position claire.

ÉRIC LESER

Après soixante-dix ans d'économie planifiée

La Mongolie ouvre sa première Bourse

La Mongolie a ouvert vendredi 7 février sa première Bourse. Son histoire, dans un ancien cinéma de capitale, Oulan-Bator, a été jugée propice aux lamas bouddhistes. Cette Bourse a pu être mise sur pied grâce à l'aide d'économistes américains de Harvard et d'un conseiller du Ban-

La Mongolie s'est lancée depuis dans un programme de libéralisation après soixante-dix ans d'économie « marxiste ». Les privatisations reposent sur la distribution de bons qui peuvent être utilisés pour acheter des actions. Le jeune président de la Bourse, M. Zolzhargal, vingt-sept ans, estime que près de 60 % des 2,1 millions de Mongols ont réclamé leurs bons. Lors de la première séance de la Bourse, vendredi 7 février, 16 000 actions ont été vendues pour 3,16 millions de tugriks (435 F).

La Bourse d'Oulan-Bator ne sera ouverte au départ que quatre heures chaque mardi, mais devra passer à une activité de cinq jours par semaine d'ici au mois de juin. Un marché secondaire, où les actions seraient achetées et vendues, sera ouvert en septembre. Les étrangers seront alors autorisés à acheter des actions, mais pour ne pas dépasser 49 % du capital d'une société mongole.

(AFP)

Au terme de négociations menées à Séoul

La France ouvre ses frontières aux automobiles coréennes

Interdites jusqu'à présent, les voitures coréennes vont maintenant pouvoir franchir les frontières de l'Hexagone. Annoncé lundi 10 février par le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, en voyage à Séoul, cet accord a été conclu pour favoriser le choix de la France comme fournisseur du train à grande vitesse pour lequel les Coréens doivent donner une réponse à leur appel d'offres en avril prochain.

La France était jusqu'à présent le seul pays européen complètement fermé aux importations d'automobiles coréennes. Fabriquées par quatre entreprises (Hyundai, Daewoo, Kia et Sangyong) elles ont déjà réussi leur percée aux États-Unis où plus de 100 000 véhicules sud-coréens ont été vendus en 1991. Des chiffres relativement élevés mais qui pourraient réveiller les craintes des constructeurs nationaux. Non seulement parce qu'ils vont devoir affronter la concurrence pour leur politique de prix agressive. Mais aussi parce que la Corée pourrait servir de plateforme d'exportation des constructeurs japonais, qui ajouteraient ainsi leurs véhicules fabriqués sur ce territoire à leur quota. Les accords négociés à Bruxelles en juillet dernier ont été relativement ambigus sur ce point.

Au ministère de l'Industrie, on minimise néanmoins la portée de cet accord, arguant qu'il fait que la Corée était le 1^{er} janvier 1993 qu'elle ne devrait porter que quelques centaines de véhicules.

Revenu pour la deuxième fois en cinq ans

Le chantier des « vedettes de Cherbourg » s'ouvre à des capitaux du Proche-Orient

CHERBOURG

Le correspondant

Les Constructions mécaniques de Normandie, plus connues comme étant le chantier naval des « vedettes de Cherbourg », vient de s'ouvrir à des capitaux venus du Proche-Orient. En cinq ans, c'est la deuxième fois que ce groupe, fondé par Félix Amiot, change de propriétaire. La transaction a porté sur quelque 15 millions de francs et elle nécessite l'aval de la direction du Trésor.

Appartenant à la Société financière de Rosario depuis 1987 et présidée par M. André Ravier, un ancien contrôleur général des armées âgé de cinquante-trois ans, les chantiers de Cherbourg, qui emploient cinq cents salariés, ont été vendus à la Société financière française pour l'industrie de l'armement (SOFIFA), dont les actionnaires sont au nombre de six personnes physiques et une personne morale : la Triacorp International, reconstruite dans le com-
le Proche-Orient. La SOFIFA est une société anonyme dont le capital de 1,5 million de francs est détenu à 33 % par des investisseurs du Proche-Orient. Derrière la SOFIFA, dont M. Ravier ne contrôle que 18 % du capital, on trouve le puissant groupe indonésien, par le biais d'une société bien introduite dans les pays arabes, la Banque française de l'Orient. M. Ravier reste à la tête de l'entreprise.

« Nous sommes dans nos cartons », a précisé le directeur du chantier, des petits bâtiments de guerre sophistiqués et des yachts de luxe. Car, après avoir fait la Rolls du navire militaire, on ne peut tomber dans le 2 CF. Une canonnière lance-missiles Combattant, la nouvelle génération serait ainsi proposée actuellement au Koweït, qui doit reconstruire sa marine détruite pendant la guerre du Golfe. Un prototype d'intercepteur ultra-rapide, légèrement armé, à coque en carbone, en cours de montage, il intéresserait plusieurs petites marines confrontées à des trafiquants divers, au Proche-Orient, en Extrême-Orient, en Amérique centrale ou sur certaines côtes d'Afrique.

RENÉ MOIRAND

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS
• Croissance : 1,6 % en 1992 selon des analystes. - Selon cinquante analystes américains interrogés par la revue spécialisée *Chip Economic Indicator*, la croissance aux États-Unis devrait enregistrer un rythme annuel de 0,5 % au premier trimestre en cours, suivie d'une progression de 2,2 % au deuxième, 3,1 % au troisième et 3,3 % au quatrième trimestre 1992. Pour l'ensemble de l'année, les experts tablent sur une croissance de 1,6 %. Ces prévisions sont en léger retrait sur celles faites par les mêmes groupes d'analystes en janvier. Ils prévoyaient alors une croissance de 0,8 % au premier trimestre, mais sur une progression annuelle de 1,6 %. Son projet de budget transmis au Congrès fin janvier, l'administration américaine prévoyait pour sa part une croissance de 1,5 % en 1992.

FRANCE
• Expansion : + 2 %, selon le Crédit lyonnais. - Dans sa conjoncture publiée le 10 février, la direction des études économiques du Crédit lyonnais prévoit que la croissance de l'économie française connaîtra une « reprise » en 1992. La croissance du produit intérieur brut, limitée à 1,2 % en 1991 contre 2,6 % en 1990, serait de 2 % en moyenne annuelle en 1992, tirée principalement par la consommation des ménages (+ 2,1 % contre + 1,8 % en 1991), qui constituerait la composante la plus dynamique de la demande. Le pouvoir d'achat augmenterait de 2 % en 1992 contre 1,2 % en 1991. Le taux d'épargne baisserait légèrement, passant de 12,4 % à 12,3 %. Des inquiétudes persistent sur le chômage et la dégradation de la situation de l'investissement. Les prises, le développement progressif de l'investissement au cours de l'année, avec une progression probablement plus marquée au second semestre. La hausse en moyenne annuelle serait d'environ 1,8 %, succédant à un recul de 2,9 % en 1991.

Ch. C.

YVES LAZZARI

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 11 FÉVRIER

Cours relevés à 10 h 14

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (selection)

10/2

VALEURS		% du som.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie Incl.	Rachet net	
Obligations													Etrangères															
Emp. État 8.97%	124 90	0.34		C.I.M.	1283		Palat Nouveau...	1086		Acélon	213 85	206 96	France-Parm	106 33	103 23	Ph. Associations...												
Emp. État 8.97%	124 90	0.34		C.I.T.R.A.M. (R)	1860		Palat Mammot			Aggrégée	789 71	754 75	France-Regions	1230 43	1194 29	Prificus	992 17	987 97										
10.20% 79/94	101 33	0.72		Cogel	850	366	Performance	102		Amag-gep	810 18		Pruc-Associations	34 34	34 34	Quarc	133 28											
Emp. État 12.46%	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa France	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
Emp. État 11% 85	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
DAT 10% 5/2000	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220		Ampla	258851 97	258851 97	Pruc-Cap		40 35	Rahelator	821 82	821 82										
10.25% 85/88	101 33	0.72		Cosilux	8500		Parsa Orléans	220	</																			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
46-62-72-67**

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/2	COURS DES BILLETS acheter vendre	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/2	LEADER DU MONDE	176	182 800	LEADER DU MONDE	176	182 800
Etats-Unis (100 usd).....	5 933			Or fin (julio en barre).....	61200		Madrid 100	1250		Madrid 100	1250	
Ecu.....	960			Or fin (en lingot).....	61800		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Allemagne (100 dm).....	850			Napoleon (200).....	351		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Belgique (100 fr).....	568			Pièce Fr (100 fr).....	415		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Brésil (100 R).....	302 830			Pièce Suisse (fr).....	350		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Canada (100 can).....	5 524			Pièce Litane (20 L).....	448		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Danemark (100 kr).....	8 771			Pièce 20 dollars.....	2065		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Grèce (100 drachmes).....	2 542			Pièce 10 dollars.....	1102 50		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Italie (100 L).....	436			Pièce 5 dollars.....	625		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Japan (100 yen).....	950			Pièce 50 pes.....	2260		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Norvège (100 kr).....	436			Pièce 100 pesos.....	351		Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Autriche (100 sch).....	950						Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Espagne (100 pes).....	436						Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Portugal (100 esc).....	950						Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Canada (11 S can).....	4						Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	
Japan (100 yen).....	4						Paraguay 100	1410		Paraguay 100	1410	

c. = course - o. = offert - d. = demandé - p. = prix précédent - m. = marche commun

c. cotation - o. offer - s. prix précédent - m. marché continu

MARS 1991, à La Baule. Une jeune femme de vingt-quatre ans est embauchée pour douze jours à un poste d'hôtesse dans un établissement de thalassothérapie. Elle est handicapée à la naissance. Contrairement à ses collègues en robe à manches courtes, elle porte une prothèse à l'avant-bras. Dominique Raffin a mis au bout de sa main un dispositif de remplacement. Elle est licenciée, sous prétexte qu'elle n'est pas « à l'état », qui n'aurait pas été repéré par les futurs employeurs au cours d'un entretien préalable.

Janvier 1974, l'épilogue. Le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire, de l'affaire, condamne les agissements du chef d'entreprise pour discrimination à l'égard des personnes handicapées. Secrétaire d'Etat, Michel Gillibert enfin sourire : il a raison de se réjouir après avoir beaucoup protesté.

Cette méaventure professionnelle en dit long sur les réactions quotidiennes d'une société envers ceux qui — affaiblis — qui présentent une difficulté potentielle d'emploi. Les — situations économiques, dit-on hypocritement, imposent leur dure loi.

Mais — pourrait tenir à ses propos — on peut aussi raisonner autrement, comme nous le suggère, **com** Marcel Royer, le président de la Fédération nationale **des** accidentés du travail **et** **des** handicapés (FNATH), « normaliser » le handicap, plutôt que **les** « banaliser ». Par exemple, on pourrait parfaitement prétendre que **une** que personne — vous moi — en fait un handicapé qui s'ignore **est** estimer que, pourtant, l'employeur parvient à l'utiliser au mieux, malgré ses tares. Je ne suis ni humoriste, ni philosophe social, mais quel est le pendant travailler. — pouvez vous **un** myope comme une taupe, touser **et** faire rendre l'âme, et **les** à votre poste de travail **des** les **un** ?

Et si **vous** êtes **vous** des handicapés ? Pour réussir l'insertion sociale et professionnelle des handicapés, des vrais, **vous** qui obtiennent les meilleurs **vous** sans inconsciemment partir de ce postulat. Après tout, **vous** ennuis de motricité, l'absence d'un membre ou la perte de la vue ne posent pas plus de problèmes que d'autres interdits professionnels.

On fera attention à l'asthmatique. Le matériel ne portera pas de lourdes charges. Et ainsi de suite. Il pourrait donc en aller de même pour les handicapés.

A high-contrast, black and white illustration depicting a person in a wheelchair being surrounded by the lower legs and feet of a large crowd of people. The scene is dark and crowded, suggesting a moment of being overwhelmed or lost in a large gathering. The person in the wheelchair is small and positioned in the center, looking up. The surrounding legs and feet are large and imposing, creating a sense of being trapped or swarmed. The style is graphic and somber, with heavy shadows and bright highlights on the feet and legs.

puisque'il suffirait de se demander ce que leur ~~examen~~ médicale ou ~~locomoteur~~ leur interdit. Ici, la position debout, la ~~lecture~~ posture, ~~la~~ lecture. ~~Pour~~ ~~ce~~ constat, il deviendrait possible de ~~affiner~~ le ~~vers~~ champ de leurs compétences, à l'égal des travailleurs ~~« normalisés »~~ que nous sommes censés être.

Cette démarche, bien sûr, est réclamée par le FNATH et d'autres, qui ne veulent pas considérer les protégés comme une fin, mais davantage comme un tremplin vers le retour dans l'univers du travail conventionnel. Elle est appliquée avec succès, par un certain nombre d'organismes, quelquefois soutenus par l'Association nationale à gestion fondée pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH), qui dispose de moyens financiers pour agir sur ce

Mais c'est aussi ce que démontre l'antenne « handicapés » du groupe de travail temporaire ECCO, qui attire 40 % d'employés définitifs après des missions d'interim, preuve que ce que le handicap fait par sa force et sa capacité professionnelle se démontre.

Pour autant, malgré des résultats probants, cela ne va pas de soi. La loi de 1987, dite « loi Séguin », qui prévoyait progressivement un quota de 1 % de handicapés dans les entreprises à l'horizon 1992, n'a qu'une parfaite application. En 1989, on comptait 334 000 handicapés effectivement employés dans le secteur privé ou public, alors qu'on évaluait à 1 000 000 le nombre de ceux qui étaient aptes à un emploi mais étaient exclus du marché du travail, dont 50 000 inscrits comme demandeurs d'emploi à l'ANPE.

mauvais exemple, qui n'employait que 3,3 % de handicapés en 1990, ■■■■ 2,8 % ■■■■ l'éducation nationale, tout ■■■■ comptabilisant ■■■■ anciens combattants, ■■■■ ■■■■ et les invalides ■■■■

On sait qu'un tiers des employés préfèrent verser une contribution à l'AGEFIPH pour ne pas avoir à intégrer des handicapés dans leur équipe de travail. Ceux-ci, ou quelques-uns de leurs représentants, ont pris récemment prétexte des sommes collectées relativement peu élevées, pour cause - de l'ordre de 2 milliards - pour réclamer soit une réforme de la loi, soit l'utilisation de ces fonds pour combler les lacunes du régime d'assurance-chômage.

Il y a pourtant des voies à explorer. Voici un rapport récent sur la formation profes-

sionnelle ■ handicaps, Bruno Rémond préconisait l'instauration de missions pour leur insertion professionnelle et ■ tait l'accent sur les moyens capables ■ favoriser leur intégration ■ « milieu ordinaire ». Ainsi, il ne faisait qu'indiquer une orientation proche de celle retenue par ■ Suède. Dans ce pays, en effet, où la plupart ■ dépenses ■ la politique de l'emploi ■ dites « actives », ou contraire ■ de la France, elles ■ passives (indemnisation du chômage, traitement social), l'action en faveur de l'emploi des handicapés ■ devenue majoritaire. Mais il faut dire que ■ taux d'■ chômage n'y ■ que de 2,5 %, ■ 9,8 chez ■

Alain Lebaube

Opération spéciale

■ Informatique p. VI

- Gestion et finances p. IX
- Juristes p. XII
- Ressources
humaines p. XIV
- Cadres p. XIV
- Fonction
commerciale p. XVI
- Secteurs
de pointe p. XVI

INITIATIVES

OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOIS

Confirmés ou jeunes diplômés

LE MONDE INITIATIVES

*vous propose les meilleures opportunités de carrière
dans le secteur informatique*

Le mardi c'est tout un monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES



Le hors-quota

Les amendes financent les projets

« L'insertion des handicapés peut donner à votre entreprise une nouvelle dimension. Avec l'AGEFIPH, vous réglez ce pari » : régulièrement diffusé sur ondes de France-Inter et de France-Info entre le 27 janvier et le 7 février.

Née le 14 septembre 1987, issue de la loi de 1987 qui fait obligation aux entreprises privées et publiques d'employer des travailleurs handicapés, l'AGEFIPH (Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés) recueille les contributions des entreprises qui n'ont pas signé d'accords de coopération ni négocié d'accords d'entreprise spécifiques. 3 des entreprises en 1988 pour les entreprises de plus de 34 salariés, le quota est progressivement passé à 5 % au-dessus de 20 salariés.

En cas de non-respect, la contribution de 300 à 500 heures de SMIC suivant la taille de l'entreprise. Cette extension progressive aboutit à des sommes importantes puisque, alors que 15 entreprises avaient versé 317,3 millions de francs en 1988, le budget de l'AGEFIPH a été calculé sur 1,4 milliard de francs versé par 45 000 entreprises. L'ampleur du magot d'ailleurs suscite l'autisme de certaines entreprises, notamment l'intérieur de la délégation patronale.

Installé à Paris dans d'élégants locaux du quartier Montparnasse, 130 personnes de l'AGEFIPH reçoivent, étudient et suivent des projets qui prévoient d'employer des handicapés. « Notre rôle est de faire l'ingénierie, il faut plutôt faire faire », explique Jean-Louis Segura, le directeur de l'AGEFIPH, un ancien inspecteur

général de l'éducation nationale. Par ailleurs, six délégations régionales sur onze prévues fonctionnent déjà.

Une entreprise produisant pour le bâtiment demande par exemple le financement d'une étude puis un aménagement de poste pour un travailleur handicapé : l'AGEFIPH accepte.

Etude ergonomique

Elle a aussi donné accord pour financer l'étude ergonomique et les travaux d'aménagements réalisés par un constructeur automobile dans le cadre d'un plan d'action pour le maintien dans l'emploi de 56 travailleurs handicapés, dont 2 545 en 1990, les demandes d'intervention passées à 578 en 1991. Pour 1992, les responsables de l'AGEFIPH prévoient entre 12 000 et 14 000. Ce sont des entreprises privées qui arrivent en tête des candidats à l'aide de l'AGEFIPH, avec près de 60 % des demandes. 19 % proviennent des associations, 19 % des personnes handicapées elles-mêmes.

Il faut croire que les projets sont bons puisque 91 % d'entre eux ont une réponse positive de l'AGEFIPH. Un budget de 800 millions de francs a ainsi permis de financer plus de 45 000 actions, ont profité 45 000 personnes. Les responsables de l'AGEFIPH estiment que depuis la création de cet organisme 55 000 à 60 000 handicapés en ont bénéficié.

Un chiffre, mais le nombre de personnes handicapées à la recherche d'un emploi est estimé à

Au bout du fil, la voix d'un père désespéré : « Pourriez-vous me donner l'adresse des entreprises qui cherchent des jeunes diplômés handicapés ? Mon fils a fait école d'ingénieurs, il n'a jamais travaillé. Après des mois de recherches infructueuses, il est dans la dépression ».

Cercle vicieux : quelle entreprise acceptera désormais d'embaucher une personne qui semble avoir perdu son autonomie ? Il ne faut pas attendre d'arriver à ce stade

pour contacter, indique Catherine Grangeard, qui a créé la Mission handicapés d'ECCO en 1988. « Peut-être pourrions-nous proposer à cette personne et voir si s'est passé pour elle », suggère quant à lui Jean-Louis Segura, directeur général de l'AGEFIPH (Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés). Pour nos interlocuteurs, le problème semble étonnant. Car, a priori, une personne qualifiée a plus de chances de trouver un emploi qu'une personne sans qualification. Il y a cependant que chaque handicapé est particulier. Même si, comme le souligne Stéphane Solaz, secrétaire général de l'Union des CIRPEH (Groupements interprofessionnels régionaux pour la promotion de l'emploi des personnes handicapées), « le problème de l'emploi des handicapés, c'est le même que celui de l'emploi en général avec, en plus, le handicap ».

Observation réciproque

Il n'empêche que la connaissance du monde du travail et celui des handicapés n'est pas chose aisée. Cette rencontre, il faut bien l'organiser : « Nous avons créé la Mission handicapés à la fin de la loi de 1987 car les entreprises demandaient comment

des handicapés », indique Catherine Grangeard. Une demande bien réelle qui s'est traduite par des résultats concrets puisqu'en 1991 quelque 3 000 personnes handicapées ont obtenu au moins une mission. 40 % se sont vu offrir des embauches définitives. L'intérêt serait-il une solution miracle ? « Non, disons que c'est une facilité de plus. Cette formule permet aux entreprises de se familiariser avec les handicapés, de les tester. Bref, une véritable période d'observation réciproque ».

Bizarrement, alors qu'un grand nombre de handicapés cherchent du travail, ECCO a du mal à répondre à la demande des entreprises. C'est vrai notamment pour les postes d'employés de bureau, qui nécessitent de plus en plus la maîtrise du traitement de texte. « En fait, remarque Catherine Grangeard, le véritable problème pour les handicapés ce n'est pas le handicap lui-même mais le manque de formation ».

Au-delà de la faiblesse, il n'en reste pas moins que la mauvaise connaissance de la notion d'handicapé de la part de l'entreprise bloque aussi des opportunités. Beaucoup de chefs d'entreprise ne s'imaginent même pas que tel tel poste puisse être occupé par un handicapé, comme le témoigne l'histoire rapportée par Stéphane Solaz : « Cet automne, j'ai été contacté par un responsable d'une entreprise de plasturgie qui voulait être en règle avec le quota. Il ne voyait qu'un seul poste susceptible d'être occupé par un handicapé : un poste en bureau d'études. Je lui ai dit que je n'avais personne pour tel poste mais que s'il avait d'autres embauches en prévision je pourrais peut-être venir étudier la question ». place. Malgré un scepticisme, il a accepté. On a fait le tour des ateliers. Il y avait dix postes à pourvoir. Aujourd'hui trois sont occupés par des handicapés ».

En fait, l'insertion des handicapés se révèle d'autant plus complexe

qu'on connaît pas grand-chose de cette appellation si ce n'est qu'elle est souvent synonyme d'absence de qualification et qu'elle comprend une bonne part de chômeurs longue durée. « Les données existent, mais elles sont pas fédérées. Le monde des handicapés est très éclaté. Chacun travaille dans son coin », explique Jean-Louis Segura. Une situation qui évolue très vite. Les services du ministère du travail et du ministère des affaires sociales ont un train de brosser un bilan de la situation. L'étude devrait sortir fin février. Ses résultats devraient aider l'AGEFIPH qui, depuis deux ans, trois ans, essaie de mettre en place une politique coordonnée d'insertion des handicapés à l'attention des entreprises.

Dispositif technique

Soucieuse d'efficacité, l'AGEFIPH encourage financièrement les actions associant les différents partenaires concourant à l'insertion des handicapés. C'est ainsi qu'elle a l'origine de l'opération DEFH, de France, qui vise à rapprocher les handicapés des emplois disponibles en entreprise. Un accord-cadre a été signé en septembre 1990 entre l'AGEFIPH et le préfet de région. Son objectif : parvenir à insérer 2 000 handicapés dans deux ans. Un partenariat établi avec l'ANPE, les CIRPEH, les EPSR (Equipes de préparation à la suite du reclassement) et divers organismes de formation. Dans chaque département, une cellule pour l'emploi a été mise en place, réunissant les différents partenaires afin de déterminer les stratégies de placement et de répartition des tâches. Le dispositif technique prévoit en plusieurs niveaux d'intervention : des actions d'information-sensibilisation en direction des entreprises ; des bilans ; préparation à l'emploi ; élaboration de projets professionnels ; des actions de formation.

de placement et de suivi. « On n'a rien inventé. On a juste couplé tous les dispositifs existants pour faire un dispositif global », indique Henri-Jacques Sticker, chef de la mission DEFH-AGEFIPH.

Bilan des opérations après un an de fonctionnement : 10 000 personnes environ ont été contactées en Ile-de-France pour leur signaler la mise en place d'un dispositif capable de les aider à trouver un emploi. 6 000 ont reçu une information plus précise : 3 200 ont bénéficié d'un bilan en centre de préparation à l'emploi. 1 000 ont trouvé un emploi (33 % en CDI, 34 % en CDD, 10 % en CES, 13 % en CRE et 9 % non précises), et 1 100 personnes ont été admises en formation après un bilan.

L'analyse du bilan peut faire plusieurs niveaux : d'une part, l'opération est un succès puisqu'elle a pratiquement atteint, en un an, l'objectif qu'elle s'était fixé en deux ans. D'autre part, on constate que, par rapport aux 10 000 personnes contactées au départ, il y a eu un rendement de 20 % environ. « Cela montre l'extrême difficulté de la population, l'éloignement par rapport à l'emploi. On a fait des propositions, un grand nombre n'a pas répondu. Ils n'y croient plus. C'est une population qu'il faut remobiliser », analyse Henri-Jacques Sticker.

En tout cas, le résultat ne fait que renforcer l'AGEFIPH dans sa conviction qu'il faut encourager des projets basés sur le partenariat. De Handy Job dans les Bouches-du-Rhône à Théorème 17 en Charente-Maritime, elle finance plusieurs dizaines d'opérations. Par ailleurs, des programmes placés sous l'égide de la loi de 1987 ont été lancés dans vingt départements pilotes avec un soutien financier supplémentaire de l'Etat. Un travail de fond qui, espérons-le, portera ses fruits.

Catherine Leroy

Partenariat pour l'emploi

Un rapprochement difficile

La tête à l'envers

Les troubles psychologiques aussi sont perturbants

QUELQUES mois après son arrivée à Paris, Laurence, vingt-huit ans, élevée dans une petite ville de province, a perdu son travail. Elle a quitté son travail, tourne en rond, elle a l'air triste. Elle se rappelle avoir eu une agression. Toutefois, elle oublie vite l'incident. Mais, les semaines suivantes, elle commence à ne plus supporter les trajets quotidiens. Le malaise s'étend à ses transports, qu'elle est progressivement dans l'incapacité d'emprunter. Elle éprouve alors de plus en plus de mal à sortir de chez elle, se fait systématiquement par ses amis. Jusqu'à ce que son médecin l'arrête et la conseille de consulter un psychanalyste, qui elle rendra, là encore, accompagnée. Après quelques séances, elle reprendra son petit travail. « C'est paradoxal, mais le caractère massif des symptômes phobiques de Laurence

l'a aidée, dans le sens où il l'a forcée à faire une démarche thérapeutique sérieuse rapidement, explique son analyste. Il est plus fréquent que les manifestations phobiques ou anxieuses de ce genre, moins incapacitantes, soient traitées par le patient lui-même avec la complicité d'un éventuel médecin, qui prescrit des antidépresseurs ou même parfois des anxiolytiques ou même le patient a alors une tendance à se raccrocher à la bouteille. Le danger est, dans bien des cas, de développer une pharmacodépendance qui pourra parfois durer plusieurs années ».

Le cas de Laurence est loin d'être isolé. Les statistiques état d'environ un quart de la population qui, en France, serait sujet à des manifestations phobiques. Souvent, elles sont cachées, l'entourage, la prise de conscience étant longue à se faire. Le sujet d'abord ne gène pas, refuse d'en par-

ler, explique ce psychanalyste, même si elle se sent dans la de tous les jours. La frontière est effectivement très proche d'handicap caché ».

Peur des lieux publics (agoraphobie), peur de voyager en avion, crainte des transports en commun, les phobies fixent, par définition, sur des objets précis. Il n'en est pas moins pour la dépression et l'anxiété que, dans les registres différents, peuvent être tout aussi handicapantes. « Les patients, pour s'en sortir et continuer à fonctionner dans la réalité, ont recours à ce que j'appellerai des drogues d'adaptation, précise Claude Orcel, psychiatre au Centre de post-cure de Champigny. Cela est des cinq boîtes de Néocodon par jour, un médicament la toux, des pilules de déliure sans ordonnance, le Palfium, produit de substitution de la morphine. Vous voyez aussi, c'est le cas de certains patients, le soigneur des personnes qui se piquent à l'héroïne pour avoir le courage d'affronter leur journée de travail ».

Le registre s'arrête pas là. Il faut aussi penser à la boulimie ou à l'anorexie. Josik, hôtesses de l'air, anorexique pendant son adolescence, a retrouvé aujourd'hui un poids à peu près normal, mais ne peut qu'après avoir pesé les aliments, dans des phases, doivent être « blancs » (yaourt, fromage blanc...). Une règle alimentaire qu'elle doit maintenir des apparences de normalité, de cacher à ses collègues de travail.

« Je pensais aussi volontiers au registre du joueur », Claude Orcel. Une passion qui permet de faire écran à la réalité, peut-être même dans certains cas de lutter contre le sujet, les du sujet, qui pour l'oublier, respire une bouffée d'oxygène, allant flamber à la fin de la journée. C'est aussi une conduite sociale d'adaptation ».

Les phobies les plus courantes sont écosystèmes médicaux, « d'un pronostic favorable », c'est-à-dire qu'elles peuvent être soignées, les progrès sont rapides. Quelques mois, parfois, suffisent. Mais, ne nous trompons pas, explique le psychiatre. Sur le fond, elles renvoient à des prises de charge sérieuses qui passent par des thérapies psychanalytiques ou des analyses ».

Marc-Jamien Baudet

MASTÈRES SPÉCIALISÉS HEC

DEVENEZ LE SPÉCIALISTE QUE LES ENTREPRISES RECHERCHENT



Les Mastères Spécialisés HEC vous offrent au sein d'un des plus prestigieux campus européen, une formation intensive et très exigeante pour vous spécialiser dans l'un des domaines clefs du management. Grâce aux

Mastères Spécialisés HEC, vous aurez la possibilité d'acquérir en une année, à travers les cours dispensés par un corps professoral et des professionnels éminents, les connaissances, la méthodologie et le savoir-faire que les entreprises attendent. En fin de cursus, une thèse professionnelle viendra couronner cette nouvelle qualification qui fera de vous un spécialiste « recherché » sur le marché restreint des cadres dirigeants.



M.S. HEC COMMUNICATION	M.S. HEC ENTREPRENEURS	M.S. HEC EUROPEAN MANUFACTURING MANAGEMENT	M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE	M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING	M.S. HEC STRATEGIC MANAGEMENT
La communication globale : analyse, décision, création, contrôle	Les leaders de demain	Le "savoir produire" dans un contexte international	Les nouveaux métiers de la finance	Le marketing quantitatif et qualitatif	Les méthodes et les outils de l'expertise stratégique

CHAMPAGNE ET L'INDUSTRIE DU VIN
Groupe HEC - Mastères Spécialisés - 78351 Jouy-en-Josas Cedex - Tel. 39 67 7000

CHAMPAGNE ET L'INDUSTRIE DU VIN

MS E S C P

MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Spécialisation de haut niveau, un an, pour maîtriser l'évolution des systèmes d'information et de l'informatique de l'entreprise.

Sélection ouverte aux ingénieurs, DEA, DESS, grandes écoles de gestion.

Dossier de candidature et renseignements auprès d'Amick CHABARDES.

GRUPPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTÈRES SPÉCIALISÉS
21 avenue de la République - 75343 Paris Cedex 11 - Tél. : 49 23 21 42

LACUNES

La politique de lutte contre l'illettrisme a été, le 11 janvier dernier, l'occasion d'un huitième anniversaire. Et pourtant, en 1984, la fondation du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI), chargé de la mettre en œuvre, avait symbolisé la prise de conscience par les pouvoirs publics d'un phénomène pour le moins inquiétant. Sa première tâche a consisté à mieux cerner les personnes concernées. Depuis, certaines collectivités locales, parmi lesquelles la municipalité de la Seine-Maritime), le département du Loiret ou la région Bourgogne ont pu se mobiliser pour combattre ce fléau.

Par ailleurs, un rapport de l'OCDE vient de révéler que les entreprises du secteur industriel s'inquiètent de la situation qui prévaut dans les établissements de formation de leurs équipements.

Analphabétisme fonctionnel

L'ANALPHABÉTISME n'est pas seulement l'absence de savoir lire et écrire. Il est aussi l'incapacité de comprendre et d'utiliser les informations véhiculées par les médias de masse. C'est ce qu'on appelle l'illettrisme fonctionnel. Selon une étude menée en 1989 par l'INSEE, 37 millions d'adultes vivant en France métropolitaine, soit 3,3 millions de personnes, éprouvent des difficultés graves à lire, écrire ou comprendre les français. Pour 1,9 million de Français concernés (contre 1,4 million d'immigrés), ces difficultés seraient la conséquence, selon l'INSEE, d'une scolarité trop brève, puis de l'oubli du langage.

Ces enquêtes, qui ont permis de révéler l'ampleur du phénomène, s'inscrivent dans l'action conduite par le GPLI visant à mieux connaître les publics illettrés. D'autres études, toujours en cours, menées avec les ministères de l'éducation nationale et du travail, les régions, les chercheurs, auprès, en particulier, des adultes chômeurs de longue durée et des immigrés, devraient permettre d'affiner ces résultats, afin de trouver les meilleures solutions.

Le taylorisme s'était fondé, rappelle l'étude de l'OCDE, sur une fragmentation du travail en une série de tâches simples et répétitives. Le tournant opéré au début des années 80 s'est, en revanche, traduit pour les ouvriers par une participation de plus en plus importante à l'élaboration du processus de production et par la mise en œuvre d'une certaine autonomie. Autant de qualités nécessitant des savoir-faire plus complexes.

Or, selon la première enquête nationale réalisée en 1987, le Canada a enregistré le rapport de l'OCDE, il apparaît que 24 % des Canadiens âgés de plus de dix-huit ans, soit 4,5 millions, ne peuvent être considérés comme « alphabètes fonctionnels ». C'est-à-dire incapables de s'acquitter de tâches complexes (1) qui supposent un enchaînement d'actions. De même qu'un adulte sur huit ayant passé plus de neuf ans à l'école peut, selon l'étude canadienne, être considéré comme illettré.

En dépit de sérieuses difficultés techniques, seuls les États-Unis, le Canada, la France et l'Italie ont tenté d'évaluer le niveau d'alphabétisation de leur population. L'OCDE, affirme le rapport, ne dispose pas de données fiables sur les travailleurs pour mieux s'acquitter de tâches complexes (1) qui supposent un enchaînement d'actions. De même qu'un adulte sur huit ayant passé plus de neuf ans à l'école peut, selon l'étude canadienne, être considéré comme illettré.

Si les employeurs commencent à être sensibilisés à ce problème, les lieux, « leur discours s'est rarement, jusqu'à présent, accompagné d'actions spécifiques ». Nombre d'entreprises se contentent encore de faire appel au bénévolat et à l'évolution technologique pour combler leurs besoins personnels compétents. A moins de dispenser des formations inadéquates parce que trop éloignées des besoins quotidiens avec un nombre d'heures insuffisant.

Reste que le combat démographique aidant, « les pays développés pourront permettre d'attendre que la prochaine génération soit plus alphabète ». Ce travail pour résoudre les problèmes de qualification. Outre à faire preuve d'imagination...

V. D.

(1) Seuls 7 % des Canadiens interrogés reconnaissent ne pas savoir lire.

Le retour de l'illettrisme

Après la prise de conscience, voici l'heure des premiers remèdes

IMPOSSIBLE, dans la société actuelle, de débrouiller si l'on ne sait ni lire, ni écrire, ni compter. Face à l'élévation du niveau général de la population française, ceux qui ne maîtrisent pas les savoirs de base se retrouvent au bord du chemin.

Contrairement aux idées reçues, les illettrés ne recrutent bien au-delà des publics traditionnellement englués dans la grande pauvreté. Une enquête du ministère de la défense, réalisée entre mai 1989 et avril 1991 auprès de jeunes appelés, a ainsi révélé que près de 20 % de garçons s'étaient montrés incapables de comprendre correctement un texte de soixante-dix mots. Et, parmi ces derniers, un huitième avait à peine réussi à déchiffrer des lettres isolées. Selon une étude menée en 1989 par l'INSEE, 37 millions d'adultes vivant en France métropolitaine, soit 3,3 millions de personnes, éprouvent des difficultés graves à lire, écrire ou comprendre les français. Pour 1,9 million de Français concernés (contre 1,4 million d'immigrés), ces difficultés seraient la conséquence, selon l'INSEE, d'une scolarité trop brève, puis de l'oubli du langage.

Ces enquêtes, qui ont permis de révéler l'ampleur du phénomène, s'inscrivent dans l'action conduite par le GPLI visant à mieux connaître les publics illettrés. D'autres études, toujours en cours, menées avec les ministères de l'éducation nationale et du travail, les régions, les chercheurs, auprès, en particulier, des adultes chômeurs de longue durée et des immigrés, devraient permettre d'affiner ces résultats, afin de trouver les meilleures solutions.

leurs outils pédagogiques pour y remédier.

Le GPLI s'est parallèlement efforcé de développer les solutions locales en direction de publics spécifiques : enfants de moins de trois ans, RMistes, prisonniers, jeunes placés sous autorité judiciaire, nomades, bateliers. En s'appuyant, en particulier, sur le réseau associatif bénévole, le mieux à même d'aider, sur le terrain, les illettrés à rattrapper.

La politique de lutte contre l'illettrisme devait aussi, dans l'esprit du gouvernement, s'appuyer sur la mise en œuvre de deux dispositifs nationaux : le crédit-formation individualisé (CFI) et le revenu minimum d'insertion (RMI). Ouvert aux jeunes de seize à vingt-cinq ans en 1989, puis étendu aux salariés et aux demandeurs d'emploi, le CFI aurait, en effet, dû donner aux illettrés la possibilité de se mettre à niveau avant de se lancer dans la recherche d'un emploi. Reste que, trop souvent, ce dispositif d'abord bénéficié à ceux qui disposaient déjà de la plus grande qualification. Incapables de se repérer dans l'espace et dans le temps, les publics illettrés ne pouvaient pas, en effet, suivre le rythme de ces stages intensifs de remise à niveau.

En outre, les stages ne s'articulent pas la plupart du temps, autour de la recherche d'un emploi, alors même que la volonté de trouver un travail constitue la première motivation de ces publics pour rattrapper à lire et à écrire. Enfin, dernier obstacle, l'inscription dans ces formations suppose, de la part des stagiaires, une certaine capacité à se prendre en charge. Un préalable insurmontable pour

les illettrés qui, rappelle Thierry Viard, membre d'ATD Quart-Monde, « nécessitent un accompagnement très lourd dans le suivi des stages pour y croire ».

Autant de handicaps dont les responsables du GPLI sont conscients. « Nous voulons donner des semelles de plomb au CFI afin qu'il s'adapte à des publics dont le mode de vie est compliqué », reconnaît Véronique Espérandieu, secrétaire générale du groupe. Et la France a été le premier pays à

dépasser, dans ce domaine, les simples questions de formation de base afin de mieux tenir compte de l'environnement socioculturel des illettrés. Le RMI aurait dû constituer un dispositif idéal pour prendre en compte les difficultés des illettrés dans leur globalité (logement, santé, insertion professionnelle). « Mais, comme le rappelle Véronique Espérandieu, nous ne sommes pas parvenus à inscrire cette lutte contre l'illettrisme dans les textes d'insertion ».

Ces tâtonnements donnent leur sens à la troisième mission dont se dote le GPLI, à savoir le conseil à ceux qui travaillent sur le terrain. S'appuyant sur son réseau de correspondants régionaux et départementaux, le groupe offre, par exemple, d'aider les formateurs à monter les meilleures formules pédagogiques. Mais, de même, se propose-t-il de sensibiliser les travailleurs sociaux, cheville ouvrière du RMI, à bénéficier à l'accompagnement de publics particuliers. Certaines entreprises, qui, à l'image de Renault, ont le pari de former leurs salariés illettrés plutôt que de les licencier, bénéficient également de ce soutien logistique.

Le GPLI apporte également son aide aux collectivités territoriales (régions, départements, communes) désireuses de lutter contre ce fléau. Plusieurs contrats de plan Etat-région ainsi signés. En Bourgogne, par exemple, le contrat signé par la région prévoit de favoriser l'entrée et le maintien de leur emploi des populations illettrées en s'appuyant sur un réseau bénévole très décentralisé (lire ci-contre).

En l'espace de huit mois, fourmille d'initiatives tend à montrer, selon Véronique Espérandieu, « une certaine maturité de l'image de l'illettrisme dans nos sociétés ». Mais, que cette politique se bâtit sur et mesure et que l'on manque encore de recul pour en évaluer l'efficacité.

V. D. Devillechabrolle



Expériences bourguignonnes

Un contrat de plan permet de dépasser les traditionnelles remises à niveau

DIJON

de nos correspondants

CADRE de l'industrie trop rapidement parti de la vie active, Georges Rampant ne pouvait laisser s'écouler de longues journées sans rien faire. Une occupation, il trouve une, plus prenante qu'il n'imaginait, en devenant l'un des animateurs des structures locales, les ALCI (animation locale de l'adulte), mises en place en Bourgogne conjointement par l'Etat et la région.

A Selongey, petite ville de Côte-d'Or, l'illettrisme n'est plus un tabou. « Certains maîtres ignorent le problème ou ne le considèrent pas comme tel », souligne Georges Rampant, qui, depuis un an et demi, assiste à quantité de réunions où, souvent pour la première fois, institutions locales (direction départementale du travail, de la jeunesse, des sports, direction régionale de la formation professionnelle, foyers ruraux...), maires, travailleurs sociaux, aujourd'hui, de collège se posent la même question : repérer ceux qui cachent un handicap qui blâme reste dans les mémoires du siècle dernier ? Le retraité a ainsi parcouru huit cantons ruraux, patiemment posé des jalons. « Dans premier temps, le travail de sensibilisation s'est adressé à l'entourage des illettrés et aux élus », explique Georges Rampant. Ce travail s'est poursuivi dans les bassins d'emploi où, dans le cadre du contrat de plan 1988-1993, l'Etat et le conseil régional Bourgogne ont décidé d'unir leurs moyens dans la lutte contre l'illettrisme, était déjà acquis à Crusot.

Le groupe Apprendre, composé de partenaires sociaux locaux, menait des ateliers d'apprentissage de la lecture et de l'écriture au coup par coup, sous la forme de ateliers traditionnels pris en charge par la direction départementale du travail ou d'ateliers pédagogiques personnalisés.

Le terrain étant défriché, les ateliers de formation se sont multipliés. « Nous avons essayé de le positionner en dehors des structures de formation », explique Pascale Fallourd, animatrice de l'ALCI du Crusot. Un atelier audiovisuel a démarré récemment. De petits groupes constitués par affinités — jeunes d'un quartier ou femmes au foyer — s'initient à la photo ou à la vidéo. « Ce

on cherche, c'est le défilé qui les poussera à aller plus loin », ajoute l'animatrice.

En liaison avec l'association intermédiaire locale, les personnes rencontrant de plus grandes difficultés réalisent de nouveaux travaux dont le but est de leur apprendre la débrouille. Les idées les plus simples sont efficaces. Avec l'aide de la bibliothèque municipale, un groupe de femmes a pris en main un projet de voyage à Autun. Choix du mode de transport, réservation d'un minibus, élaboration d'un programme de visites : elles ont tout organisé. Et trois d'entre elles ont sauté le pas en prenant un permis de formation.

Apprendre la débrouille

L'ambition du contrat de plan de dépasser les traditionnelles remises à niveau a aidé à la rédaction de lettres, papiers administratifs. L'expérience menée en Bourgogne témoigne. A Louchans,

se prépare au code de la route. « Certains jeunes en difficulté dépendent des sommes folles pour obtenir le code de la route. Au terme de 200 heures de cours, c'est encore l'échec à l'examen », raconte Chantal Thivent, l'animatrice de l'atelier louchanais. Les jeunes qui savent à peine lire et écrire ont, outre, mal à maîtriser le temps et l'espace. Pour préparer à la compréhension d'une situation — par exemple, quelle automobile doit céder le passage à un croisement — un panneau de signalisation, on apprend aux stagiaires à se mouvoir dans l'espace d'une salle, en répétant les exercices afin de le mémoriser. « Nous remplaçons par l'auto-école, travaillons en amont, d'ailleurs en partenariat avec un moniteur d'auto-école », ajoute-t-elle. De deux journées de demi-journée, de mars à juillet dernier, l'atelier deviendra permanent dès que Chantal Thivent aura trouvé des financements complémentaires pour rémunérer l'animatrice, aujourd'hui bénévole. « Fidéliser ce public est difficile, aussi nous faut-il

être toujours présents pour que les gens puissent venir selon leurs disponibilités ».

La recherche de crédits pour le projet de Louchans a les limites du bénévolat, voie délibérément choisie pour pratiquer la stratégie de « faire avec ». Un bilan réalisé à mi-chemin du contrat, Jean Danrey, ingénieur de l'ALCI CSM, rattache à l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (IREDEU) souligne la fragilité du pari. Un grand nombre d'animateurs de l'ALCI, eux, salariés à mi-temps, n'ont pas encore dépassé l'étape du bénévolat de volontaires. Ils ne pourront pas, 200 prêts à intervenir, mais le taux de réussite est variable. « En l'absence d'action antérieure, le problème est inconnu de tous », témoigne Georges Rampant. « En milieu rural, les bénévoles sont moins nombreux, même si que les jeunes rejoignent investissent beaucoup de leur temps », continue Chantal Thivent. Plus, le plan est exigeant. Les responsables de l'ALCI ne sont pas seuls à suivre une pré-

paration. Pour elle s'élève à 450 heures de cours théoriques et pratiques, sanctionnés par un diplôme universitaire de formation à l'aide de l'apprentissage, spécialement créé par l'université de Bourgogne. Les jeunes ont une formation plus légère, de 150 heures, portant sur la connaissance et l'acquisition de la public dévalorisée. « Certes, le dispositif est long à installer, admet Odile Pimet, coordinatrice régionale, car nous ne se lancer dans l'action nous prenons des garanties. La formation intervient en fin de parcours ».

Déjà, certains craignent que 10 millions de francs affectés à parité par l'Etat et par la région cinq ans soient insuffisants. D'où l'espoir de voir le programme régional se renouveler à même se renforcer au-delà de 1993. Le temps devrait permettre de combler la faille relevée par le économique et social régional (CESR), qui prévoit des actions avant le début du contrat à plan : l'abandon de la coordination. Car la Bourgogne où le problème n'est pas plus qu'ailleurs la population d'illettrés est estimée à 260 000 personnes, dont un tiers plus de 55 ans, n'a pas attendu le contrat de plan pour s'intéresser à l'illettrisme. En Bourgogne, 4 millions de francs ont été utilisés en 1987 par les financeurs publics traditionnels (APP, DDTE, GRETA, etc.) et associations diverses, dont la plus active est le CESAM à Dijon, qui a étendu son action auprès des étrangers et publics.

Deux ans après la mise en route du contrat de plan, rien n'est sur le terrain de la concertation. « Les tensions institutionnelles ne facilitent pas la mission des animateurs », observe Jean Danrey. Consciente « des susceptibilités à ménager », Odile Pimet se contente par quelques victoires. Le conseil général de l'Yonne met sa main à portefeuille pour prolonger le temps d'un animateur à alléger les coûts de formation des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI). Sur le terrain de la concertation comme le combat quotidien contre l'illettrisme, patience et persévérance demandent qu'à concilier.

Chris Maislat

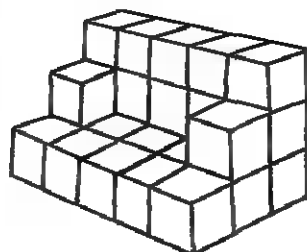
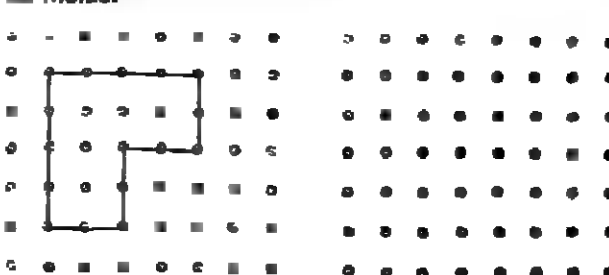


Schéma n°2 : Dessine une figure identique à celle-ci en la réduisant à moitié.



par Paul Dubois

► **Paul Bataille** est économiste à l'INSEE.
(Cet article n'engage ni l'institution à laquelle appartient l'auteur, ni l'INSEE.)

AUTRE

Lieu : Royaume-Uni, Ecosse, Allemagne. ■■■ : immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : ■ définir. Profil : bac, toute formation. ■■■ : ■■■ ■■■ entreprise, séjours linguistiques. 25225.

de
l'Informatique

1700p, 1,3 KMf), leader mondial grands systèmes automatiques appel aux hautes technologies. Parmi ses activités, le département Trafic conçoit des systèmes intelligents d'aide à l'exploitation des réseaux de transport et de régulation du trafic urbain. Important développement l'amène à rechercher :

**Ingénieur système
Transmission de données**

Responsable de la transmission de données par voies radio ou filaire (communications PC/bus/usagers), il assurera le pilotage la réalisation des projets qui techniques (définition des protocoles, programmation frontaux de communication, interfaces radio,...). (réf. 265a)

Chef de projet logiciel

Chargé des spécifications et développements de projets logiciels faisant appel aux techniques d'intégration de données, d'imagerie ergonomique et de commande avec des contraintes temps réel. VME/UNIX/C/DATAVIEW/X WINDOW (réf. 265b)

Ingénieur système logiciel

Responsable des spécifications d'ensemble de sous-ensembles, de la réalisation de sous-ensembles logiciels, ainsi que leur intégration dans le système global, pour des systèmes embarqués. Compétences hard requis : HP 1000, 680X, Intel, outils graphiques. (réf. 265c)

Ces postes, basés à Brétigny-sur-Orge (91), s'adressent à des ingénieurs diplômés ayant acquis 2-5 ans d'expérience en étude dans des domaines similaires et qui aspirent à des responsabilités.

CGA

Merci d'adresser un dossier complet sous référence choisie à Psynergie - 1, square de Luynes - 75007 PARIS

INGENIEUR D'AFFAIRES

Au sein de la Direction Informatique du Télécommunications Groupe, vous serez responsable des applications d'une ou de plusieurs Directions Centrales.

Vous prendrez en charge : les études préalables dans le cadre de la stratégie de la Direction concernée, la maîtrise d'œuvre des développements en partenariat avec les fournisseurs et sous-traitants préalablement sélectionnés, le suivi de la mise en place et de l'exploitation des systèmes fournis à l'utilisateur en assurant la maîtrise du calendrier, des coûts et de la qualité.

De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins trois ans de la mise en œuvre de systèmes de gestion en environnement UNIX, serveurs départementaux, SGBDR.

Pour ce poste basé à PARIS-LA-DEFENSE, merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. 35563 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

elf

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

**ETABLISSEMENT FINANCIER
DE PREMIER PLAN****organisateur
informatique**

Au sein du service responsable de la gestion de 350 000 de prêts, vous rejoignez l'unité chargée de la maîtrise d'ouvrage informatique (4 personnes).

Vous assurez l'interface entre les informaticiens et les utilisateurs dans le pilotage des projets informatiques : définition des besoins, les utilisateurs, organisation et animation de réunions avec les utilisateurs et les informaticiens, suivi des travaux, mise en œuvre (organisation des recettes, de la formation et de la documentation utilisateurs).

Vous travaillez sur gros système et sur micro-informatique. De formation supérieure, vous avez des compétences confirmées en organisation et suivi de projets (connaissance de la méthode Merise appréciée), un esprit de synthèse, de la méthode, des qualités pédagogiques et relationnelles.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. 638 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Nous fabriquons et vendons des imprimés de gestion commercialisons des services en Marketing Direct et en communication d'affaires.

Nous sommes un plein essor européen et pour nous aider, nous recherchons :

**CHEFS DE PROJETS
EUROPEENS**

Il vous est demandé d'être leader de gérer le développement de projets clé en Europe.

Avec la responsabilité d'accroître la fois l'efficacité la qualité des affaires, vous devez avoir l'expérience des systèmes multi-sites et des développements de systèmes internationaux.

Il est essentiel que vous ayez l'aptitude d'évaluer les objectifs d'en causes et les effets.

Ce poste à Paris, nécessite une parfaite maîtrise du français et de l'anglais.

De formation supérieure, vous êtes disponible pour voyager en Europe.

Le challenge vous séduit, merci d'adresser lettre manuscrite en anglais, CV et dernier salaire à J.C. Cellier European I.S. Associate Director - 22, rue de Sèvres - 92100 Boulogne Billancourt France.

MOORE

ET L'INFORMATION PREND FORME

**CHEF DE PROJET
INFORMATIQUE**

Alliant la dimension du conseil à la réalisation de terrain

Groupe à dimension internationale, LAFARGE COPPEE, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 34 milliards de francs, 33 personnes, 500 unités réparties en France et à l'étranger.

Sa branche Alumineux LAFARGE FONDU INTERNATIONAL représente 10 filiales, 700 personnes, un CA de 1 milliard de francs en France.

Rattaché à Directeur Informatique vous êtes pour mission de conception et de mise en place de nouveaux systèmes d'information.

Vous assisterez les directions utilisatrices de l'analyse des besoins, établirez le cahier des charges et en serez les solutions d'organisation les plus adaptées dans une perspective d'optimisation des coûts et des délais.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé ou équivalent (+ cycle de gestion possible)

ayant une expérience d'au moins 5 ans, une formation significative conduite de projets informatiques, possible dans le domaine commercial ou la gestion. De bonnes connaissances d'une méthode de conception de systèmes d'informations sont nécessaires. La pratique de l'environnement DIGITAL EQUIPMENT est un plus.

Outre une compétence technique sont des capacités d'analyse de synthèse, des qualités relationnelles et d'animation d'équipe qui favorisent la réussite de ce poste.

La taille du groupe et la variété des métiers ouvrent à un candidat de valeur des perspectives d'évolution motivantes et diversifiées.

Langue anglaise indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 7A 2352/2M, à Conseil ETAP, 71 rue d'Auteuil, Paris, 16ème arrondissement.

LAFARGE
COPPEE

leader mondial des matériaux de construction

SPECIALISTES UNIX

**L'INTERNATIONAL
EST NOTRE METIER**

MORPHO implantée en France, à Fontainebleau et aux Etats-Unis, l'Etat de Washington.

MORPHO SYSTEMES (300 personnes) leader mondial sur ses applications de traitement d'image, commercialise ses systèmes dans le monde entier. Dans le cadre de son développement et en vue d'aborder de nouveaux marchés, nous recherchons des :

**INGENIEURS DEVELOPPEMENT****LOGICIEL**

Débutants et confirmés

Votre mission : vous participerez au développement et/ou à la maintenance d'un système informatique complexe : architecture distribuée, station de travail UNIX, réseau (TCP/IP), bases de données (ORACLE SYBASE), X WINDOWS, disques optiques. Vos compétences : vous connaissez UNIX et le langage C. Connaissance du réseau et/ou de SGBD souhaitée.

Nous recherchons des personnalités souhaitant évoluer dans un environnement technologique très haut niveau et parlant l'anglais. Compte tenu de la taille de notre société, des évolutions internes sont envisageables.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence ID/M à l'attention de Madame de MONTALIVET - MORPHO SYSTEMES - 33, route de la Bonne Dame - 77300 FONTAINEBLEAU.

**INGENIEUR**

TRANSPAC, l'entreprise qui a bâti le 1er réseau mondial de transmission de données X25, la 1ère messagerie électronique universelle à la norme X400 qui est l'un des acteurs essentiels de l'EDI, recherche un ingénieur pour ISSY LES MOULINEAUX (92).

Il prendra en charge l'exploitation opérationnelle du serveur des transactions VERIDIAL : relations contractuelles et opérationnelles avec les sociétés de service pour l'exploitation en "facilities management", et pour la fourniture de la maintenance des systèmes.

Il aura une formation Ingénieur, avec une expérience professionnelle en développement logiciel et/ou exploitation d'applications mini calculateurs. Une connaissance du matériel TANDEM ou des technologies utilisées dans l'environnement bancaire ou des procédés téléinformatiques sont appréciées.

Ayant de nombreux interlocuteurs, faites preuve de sens du contact, de rigueur et de disponibilité.

Si vous voulez rejoindre une entreprise en forte expansion sur un marché porteur : adressez CV, photo et prétentions sous réf. DT/04.05 à TRANSPAC - DPH - Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).



un élan pour vos compétences

OPÉRATION SPÉCIALE

de
l'Informatique

Quand on a traversé Maths Sup avec sa calculatrice HP, quand on a imprimé les invitations du gala à la Laserjet HP, quand on a développé son premier projet sur un micro HP, peut-on vraiment passer à côté d'une annonce HP ?

Pour la région Rhône-Alpes où Hewlett-Packard a choisi de concevoir et fabriquer une gamme d'ordinateurs personnels de bureau, nous recherchons des **Ingénieurs généralistes ou spécialisés en électronique ou informatique** ayant une première expérience de 3 à 4 ans.

Selon vos compétences et votre expérience, vous nous rejoindrez comme : **Ingénieurs de développement** pour les moniteurs vidéo ; **Ingénieur composants (OEM)** dans le domaine des mémoires de masse et alimentations ; **Acheteurs composants (OEM)** pour les mémoires de masse et alimentations ainsi que pour les moniteurs vidéo ; **Ingénieur en informatique industrielle** ; **Ingénieur industrialisation mécanique**.

Si vous partagez notre souci de la qualité, si vous souhaitez travailler dans un environnement qui vous permette de vous exprimer en toute autonomie, si vous avez un sens relationnel développé, nous sommes faits pour nous rencontrer.

Pour tous ces postes basés à l'Isle d'Abeau, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi à Béatrice Jouanneau - Service Recrutement HEWLETT-PACKARD - Boulevard Steve Biko - 38090 Villefontaine.



Conseil en systèmes d'information

Avec un effectif de plus de 200 personnes à Paris, Peat Marwick Consultants, membre du réseau mondial KPMG, accompagne les sociétés françaises et étrangères dans leur évolution.

Diplômé(e) d'une grande école, vous parlez une ou plusieurs langues étrangères. Vous avez acquis, si possible, une première expérience du cycle de conception, de développement et de mise en place de systèmes d'information de gestion.

Peat Marwick Consultants vous propose de valoriser votre savoir-faire en rejoignant notre équipe de conseil en systèmes d'information. Vous participerez à des missions de type : schéma directeur, audit informatique, étude préalable et conception de systèmes, choix et implantation de progiciels, ...

Notre cabinet, par l'ampleur de ses missions et son environnement international, vous offre de réelles possibilités d'évolution.

Isabelle Régner vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-73 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat Cedex 16 - 92084 Paris La Défense.

KPMG Peat Marwick Consultants

VOUS SAVIEZ-CE QU'EST CONSEIL ? PEAT MARWICK, VOUS Y SERIEZ DÉJÀ

DÉBUTANT OU TÈRE EXPÉRIENCE

Epanouissez-vous dans un environnement technique exceptionnel

Jeunes
Diplômés
BAC
+
4/5

AGF.SI, Direction des Systèmes d'Information des AGF, propose de participer à la conception et à la réalisation de projets informatiques dans un contexte technique exceptionnel.

Notre système repose sur 4 axes de grande puissance. Ce sont aussi, à ce jour, 1100 micros VAX pour nos agences, plus 1200 micros dont 850 Macintosh. Les logiciels sont MVS/TSO/BMS/DB2 pour l'environnement principal et pour l'environnement VAX, OS/2 pour les stations de travail. Les développements sont en Cobol et, nous disposons de nombreux outils de conception et de développement tels Naisys, Pac Design, Repository... Nous travaillons sur de nombreux projets d'envergure tels que : l'internationalisation, notre réseau, la mise en place de réseaux locaux d'établissement fédérant des stations de travail multifonctions travaillant en mode coopératif, les sites centraux, ainsi que le développement de programmes d'aide à la décision, la gestion électronique des documents (Image+). Aussi, intégrés dans de petites équipes, vous progresserez au rythme de l'évolution technologique, par une vraie politique de formation.

Pour rejoindre nos équipes, adressez votre candidature sous référence 408 à AGF.SI - Mme Dominique L... - Direction des Ressources Humaines - Tour Franklin - 92084 Paris La Défense Cedex 11.

AGF.SI
Systèmes d'Information

AGF Groupe des Assurances Générales de France

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Organisme financier de tout premier plan basé à PARIS CENTRE
recherche son

Directeur des Systèmes d'Information

Ses larges responsabilités et la place stratégique occupée par nos Systèmes d'Information conçus autour d'une architecture VAN justifient son rattachement à notre Directeur Général et sa participation à la direction et à la politique de notre structure.

Il aura charge de mettre en œuvre le Schema Directeur et de l'étendre à la gestion de l'ensemble des communications avec nos partenaires.

Homme d'initiative, il n'en sera pas moins un gestionnaire rigoureux de l'existant ■ un manager responsable d'une équipe d'une centaine de collaborateurs.

Diplômé impérativement d'une grande école ■ âgé d'au moins 35 ans, ■ parcours l'a amené ■ exercer des responsabilités informatiques et d'équipes conséquentes dans le secteur de la BANQUE ou de la FINANCE.

La connaissance de l'Anglais est fortement souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier sous référence MDG2, à notre Conseil
Mina AZIZI - CAP SESA SELECTION - 207, rue de Bercy
75012 PARIS.



Le n° 1
de la distribution
alimentaire

STIME, 260 pers.

STIME, filiale informatique du Groupement ■ Mousquetaires, ■ l'intégralité
■ la production informatique et des prestations ■ ■ ■ ■ ■ aux entrepôts,
usines et points de vente.
Pour renforcer nos actions Qualité, nous créons le poste d' :

Ingénieur qualité logiciel

240 - 260 Kf

ISSY LES MOULINEAUX

Rattaché ■ responsable du Service Assurance Qualité, vous devrez, dans un
premier temps, en assurant ■ coordination d'un groupe de travail multidisciplinaire,
étudier, définir, ■ ■ ■ ■ ■ promouvoir ■ ■ ■ ■ ■ les ■ ■ ■ ■ ■ méthodes
outils ■ ■ ■ ■ ■ permettant ■ ■ ■ ■ ■ garantir ■ ■ ■ ■ ■ la qualité ■ ■ ■ ■ ■ logiciels applicatifs développés.

De formation supérieure, ■ ■ ■ ■ ■ première expérience professionnelle d'au moins
deux ans vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des ■ ■ ■ ■ ■
IBM (micro, mini ■ ■ ■ ■ ■ grande systèmes), ■ ■ ■ ■ ■ de vous initier aux ■ ■ ■ ■ ■
■ ■ ■ ■ ■ Les contraintes de la production informatique ou du support
■ ■ ■ ■ ■ produits ■ ■ ■ ■ ■ environnement réparti vous ■ ■ ■ ■ ■

Votre goût pour la méthodologie ■ ■ ■ ■ ■ pour la communication, ■ ■ ■ ■ ■
technique, ■ ■ ■ ■ ■ autonomie ■ ■ ■ ■ ■ votre ■ ■ ■ ■ ■ implication professionnelle trouveront
■ ■ ■ ■ ■ s'exprimer ■ ■ ■ ■ ■ équipe jeune ■ ■ ■ ■ ■

■ ■ ■ ■ ■ manuscrite, CV, prétentions, ■ ■ ■ ■ ■ référence 114 ■ ■ ■ ■ ■ Qualways,
■ ■ ■ ■ ■ avenue Foch, ■ ■ ■ ■ ■ Saint Maur.

CGA (1700 p., 1,2 milliard de CA) ■ ■ ■ un des leaders
mondiaux de l'automatisation postale. Pour renforcer le
service d'études logicielles temps réel, nous recherchons un

Chef de groupe logiciel

Rattaché ■ chef de service, il pilotera un ou plusieurs
projets de la phase réponse à l'appel d'offre jusqu'à la
■ ■ ■ ■ ■ chez le client. Garant des engagements techniques
et financiers, il ■ ■ ■ ■ ■ l'animateur des ingénieurs de
développement et le coordinateur vis à vis des autres
intervenant ■ ■ ■ ■ ■ les projets.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de grande école (ESE,
ECP...) ayant une expérience de développement de
logiciels temps réel d'au moins 5 ans et qui possède un
potentiel ■ ■ ■ ■ ■ une motivation d'encadrement d'équipes.
Poste basé à Gentilly (92). Anglais souhaité.

CTGEITC

CGA

Merci d'adresser un dossier complet sous référence 106bi ■
Psynergie - 1, square de Luyne - 75007 ■ ■ ■ ■ ■

RCE RESEAUX DE COMMUNICATION D'ENTREPRISE S.A.

Constructeur de Produits ■ ■ ■ Communications Informatiques,
société innovatrice ■ ■ ■ classe internationale, implantée en
région parisienne Nord-Ouest, avec une première ■ ■ ■ ■ ■ en
Allemagne, ■ ■ ■ ■ ■ croissance rapide par autofinancement, RCE a
été classée troisième au "TOP 100" du magazine l'Entreprise
de 1991. Pour accompagner ce développement, nous
recherchons ■ ■ ■ ■ ■ tuellement à accueillir un :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Au sein du service ■ ■ ■ développement, cet ingénieur
et réalisera ■ ■ ■ sous-ensembles ■ ■ ■ de microprocesseurs,
VLSI spécialisés ■ ■ ■ composants programmables (PAL, FPGA...),
Vous serez responsable ■ ■ ■ vos projets ■ ■ ■ la spécification à la
mise au point, ■ ■ ■ l'atout régulier avec les autres ingénieurs
marketing et développement logiciels. Vous êtes ingénieur
d'une grande école, vous maîtrisez l'anglais, ■ ■ ■ ■ ■ goût
des réalisations de haute technologie et le ■ ■ ■ ■ ■ du travail ■ ■ ■
équipe. Vous avez de préférence une à trois années
d'expérience.

En nous rejoignant, vous vous intégrerez à une équipe
dynamique, ouverte, formative au sein de laquelle votre
potentiel personnel sera reconnu et valorisé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. L1210 à
notre Conseil A.L. ■ ■ ■ ■ ■ 85/88 Grande Rue
92310 SEVRES. Par fax n°(1) 45.34.04.39.

A.L. PARTNERS

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

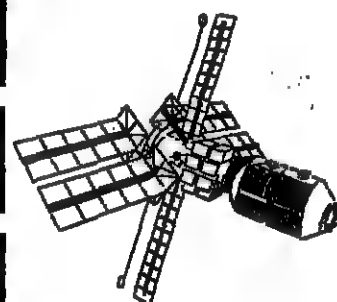
INGENIEURS GRANDES ECOLES Valorisez votre savoir-faire

APSIDE TECHNOLOGIES, SSI spécialisée dans les logiciels
hautes technologies industriels ■ ■ ■ militaires, vous propose de
vous associer ■ ■ ■ aujourd'hui ■ ■ ■ plus grands projets dans ■ ■ ■
domaines techniques les plus avancés.

Temps Réel
Systèmes embarqués

Télécommunications
Réseaux

Traitement du signal
et de l'image



Volte expérience, ■ ■ ■ 1 ■ ■ ■ 5 ans, ■ ■ ■ a donné le goût pour ■ ■ ■
missions de haut niveau : étude, conception et développement
d'applications au sein de grands groupes industriels.
La connaissance du langage ADA ■ ■ ■ ■ ■ un plus.

Si ■ ■ ■ projets ■ ■ ■ motivent, merci d'adresser votre candidature
■ ■ ■ ■ ■ réf. LM 1902 ■ ■ ■ APSIDE
TECHNOLOGIES - 119-121,
Grande ■ ■ ■ - 92318 SEVRES
CEDEX.

APSIDE

CAISSE D'EPARGNE DE LORRAINE NORD

Dans le cadre du renforcement de notre service informatique,
nous ■ ■ ■ ■ ■ pour notre siège de METZ ■ ■ ■ ■ ■ jeune

INFORMATICIEN ANALYSTE

Assistant du responsable de l'organisation des moyens
général, vous contribuerez ■ ■ ■ assurer la qualité des
prestations ■ ■ ■ l'activité informatique afin d'améliorer ■ ■ ■
productivité. Vous prendrez ■ ■ ■ compte l'environnement
informatique ■ ■ ■ organisationnel, proposerez des solutions
d'amélioration ■ ■ ■ choix de logiciels, participerez ■ ■ ■
activités globales informatiques...

■ ■ ■ formation MIAGE ou équivalent, ■ ■ ■ disposez d'une
bonne connaissance des produits et de l'organisation
bancaire, ■ ■ ■ ■ ■ maîtrisez l'architecture informatique ■ ■ ■
réseaux. Vous pouvez justifier d'une première expérience
professionnelle dans un domaine similaire.

Merci d'adresser ■ ■ ■ lettre ■ ■ ■ candidature
manuscrite, CV + photo ■ ■ ■ notre Conseil en
précisant la référence 92.104 M.

Discretion assurée.



11A rue Louis APPEL - 67000 STRASBOURG

LYON - PARIS

INGENIEURS COMMERCIAUX

TRANSPAC, l'entreprise qui ■ ■ ■ bâti le 1er réseau mondial de
transmission de données X25, la 1ère messagerie électronique
universelle ■ ■ ■ X400 ■ ■ ■ qui ■ ■ ■ l'un des acteurs essentiels de
l'EDI, accentue son effort ■ ■ ■ diversification dans le domaine des réseaux,
d'entreprise ■ ■ ■ d'implantation ■ ■ ■ l'étranger. Dans le cadre de ■ ■ ■ missions
confiées ■ ■ ■ la Direction des Projets Avancés, ■ ■ ■ recherchons des
Ingénieurs Commerciaux expérimentés dans les techniques ■ ■ ■ marchés
des télécommunications.

Vous serez chargé de concevoir, contractualiser et superviser la
réalisation de projets de réseaux d'entreprise montés en offre ■ ■ ■
mesure, avec leurs éventuelles implications à l'étranger ; A
l'international, ■ ■ ■ assisterez ■ ■ ■ tant que consultant les responsables ■ ■ ■
TRANSPAC et de ■ ■ ■ filiales dans le montage de services de
télécommunications.

De formation Grande Ecole d'ingénieurs (ENST, ESE...), ■ ■ ■ possible
complète par ■ ■ ■ formation économie/gestion, ■ ■ ■ possédez une
expérience professionnelle similaire d'au moins 5 ■ ■ ■ ■ ■. Votre maîtrise
la langue anglaise ■ ■ ■ aptitude ■ ■ ■ la négociation d'affaires
des ■ ■ ■ appréciés.

Ces postes ■ ■ ■ basés à ISSY-LES-MOULINEAUX.

Si ■ ■ ■ ■ ■ voulez rejoindre ■ ■ ■ entreprise en forte expansion sur un
marché porteur : adressez CV, photo ■ ■ ■ prétentions sous réf. DPA/04.04
à TRANSPAC - DPH - Tour Maine Montparnasse - ■ ■ ■ ■ ■ du
Maine - 75755 ■ ■ ■ ■ ■ CEDEX 15.

TRANSPAC ■ ■ ■ une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC

un élan pour ■ ■ ■ compétences

EMPLOI

Le mardi,
c'est tout un Monde

■ ■ ■ RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi

Le Monde de la Gestion et des Finances

Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes

Le Monde des Cadres

Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde de l'Informatique

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هكذا من الاله

Le Monde de OPÉRATION SPÉCIALE l'Informatique

Groupe de dimension internationale, LAFARGE (leader mondial des matériaux de construction) développe un CA de 33 milliards de francs avec 100 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

Pour notre unité opérationnelle PLATRES LAFARGE (500 personnes, 100 Millions) située dans VAUCLUSE (84) à l'Isle-sur-Sorgue dans le très privilégié de la Provence, vous participerez, au sein d'une équipe informatique de haut niveau, à un projet informatique ambitieux : la mise en place entre 1992 et 1994, notre Schéma Directeur autour d'une architecture technique AS-400/UNIX/VAX sur 40 sites en France et en Europe.

Notre développement conduit à rechercher 2 collaborateurs dotés d'un fort esprit d'équipe, pratiquant un anglais et/ou un allemand opérationnel, disponibles pour effectuer déplacements sur nos sites.

CHEF DE PROJET GESTION COMMERCIALE

Vous prenez en charge la refonte complète d'un sous-domaine commercial. BAC + 4/5, vous maîtrisez les compétences techniques et techniques relationnelles. RDB/INGRES - SQL dans un environnement UNIX ou UNIX, maîtrisez MERISE, et souhaitez vos 5 minimum d'expérience dans la fonction en accompagnant notre projet. Réf. : VT/PL/CP

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Vous développerez des interfaces de communication permettant l'intégration d'applications de gestion industrielle, production commerciale dans un système décentralisé cohérent. Vous serez en charge d'une petite équipe interne de développeurs.

La formation BAC + 4/5, vous possédez 4 à 5 ans d'expérience dans un environnement fonctionnel technique similaire (Mini-Micros/SGSD Relationnelles/Réseaux locaux). Réf. : VT/PL/ID

Véronique TOULY vous remercie de lui adresser votre candidature, à la même référence. 13 rue Auber, 75002 Paris. Minitel 3615 1002



LAFARGE
COPPEE

leader mondial des matériaux de construction

Une qualité d'avance

Filiale française du groupe EXON, intervenons dans l'exploration, le raffinage

la distribution de produits pétroliers. Dans un contexte informatique de pointe (IBM grands systèmes, MVS/ESA, IMS, DB2, CICS, VM/XA, réseau SNA national et international), nous recrutons pour notre siège situé à la Défense (Paris 92) des professionnels de haut niveau.



INGENIEURS SYSTEMES EXPERIMENTES SGSD ET/OU MVS

Vous avez une formation supérieure, pouvez justifier d'environ 3 années d'expérience dans un contexte technique similaire au nôtre et maîtrisez la langue anglaise. Nous vous offrons de valoriser vos compétences dans nos équipes où vous prendrez part au choix, à l'implémentation et à l'optimisation de logiciels dans une perspective européenne et internationale.

INGENIEUR TELECOMMUNICATIONS

Ingenieur débutant ou une première expérience, vous participerez à nos projets ambitieux d'évolution de notre réseau de télécommunications, le plan matériel que logiciel, qui visent l'amélioration continue du service à nos clients.

La dimension européenne de notre groupe permet d'offrir, à terme, de réelles perspectives d'évolution à des candidats motivés, possédant un bon esprit d'équipe et souhaitant développer pleinement leurs expertises techniques les plus poussées, ainsi que leurs capacités de management.

Candidature : C.V. à adresser à : ESSO S.A.F. - Réf. DSI Service Formation Recrutement - Cédex 2 - 92093 Paris la Défense.



L'Expertise des grands systèmes IBM
Audit, Conseil, Ingénierie, Formation, Conception et Diffusion de
Programmes Techniques

IMS, CICS, DB2

LES GRANDS PROJETS, PAR LA GRANDE PORTE

CHEFS DE PROJETS

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou de l'université, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience informatique; vous avez aujourd'hui l'ambition d'évoluer vite et loin. Nous vous proposons :

UN PERFECTIONNEMENT dans les technologies les plus avancées du monde (IBM, notamment DB2).

DES RESPONSABILITES tenant compte de vos acquis et de votre potentiel sur de grands projets de gestion. Vous y développerez votre aptitude à encadrer des équipes de plus en plus importantes.

UNE CARRIERE : Notre croissance régulière, notre organisation souple et humaine, la diversité de nos activités, vous offriront de réelles opportunités de jouer un rôle actif dans nos stratégies de développement.

Merci d'adresser votre C.V. et photo, en précisant la référence LM1002.

InfoTel

16, avenue Charles de Gaulle
92000 Neuilly/Seine

PARIS - TOULOUSE - BORDEAUX

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

Le Monde de la Gestion et des Finances

TDF : LA NOUVELLE ONDE DE CHOC

TéléDiffusion de France

TDF - 1^{er} diffuseur de radio et télévision - innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique en créant de nouveaux services (un système satellites de diffusion directe TDF1 - TDF2, radiomessagerie, radiotéléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société anonyme, 4000 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs, une appartenance prestigieuse : COGECOM, Groupe FRANCE TELECOM.

RESPONSABLE MONTAGE D'AFFAIRES A L'INTERNATIONAL

De formation Grandes Ecoles de Commerce (HEC, ESSEC...), avec 3 à 5 ans d'expérience réussie dans une fonction équivalente. Votre activité se répartit en trois points principaux :

• Expertise économique des montages d'affaires : vous préparez les montages d'opérations internationales (partenariat, prise de participation, exportation) et examinez les conditions permettant d'optimiser l'aspect financier.

• Etude de rentabilité et choix d'investissements internationaux : vous étudiez les projets d'investissements de TDF à l'étranger pour évaluer la rentabilité attendue et proposer toutes modifications de l'investissement à l'accroître.

• Recherche de financements : vous êtes en contact permanent avec les organismes internationaux bailleurs de fonds (CEE, UIT, UNESCO, Banque Mondiale) ainsi qu'avec les organismes de la coopération (CCCE) et les sociétés de négoce international pour leur proposer des clients de TDF des propositions incluant des solutions financières.

Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, prétentions, CV, photo) sous la référence LM/01/92 à : Lydia GARNIER - TDF - Direction des Ressources Humaines Département Développement des Carrières, 21/27 Barbes 92120 MONTRouGE.

TDF : LA DIFFUSION DE IMAGES, DU SON ET DES DONNEES.

Au sein de la
Direction des Services Juridiques et Fiscaux
du groupe Alcatel Alsthom, la Direction de la Fiscalité et du Droit des Sociétés recherche :

FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

Il participera à la gestion fiscale d'Alcatel Alsthom sous la responsabilité du Directeur de la Fiscalité;

Il prendra en charge le secteur du groupe; il sera en particulier le suivi des contrôles fiscaux des sociétés de ce secteur; il apportera assistance et conseils aux filiales, en relation avec leurs responsables et il interviendra notamment sur les opérations de structures et sur l'optimisation fiscale en France et à l'étranger.

Il sera chargé d'un domaine de la fiscalité française et d'une zone géographique couvrant les fiscalités étrangères, notamment pour assurer la diffusion de l'information fiscale.

Agé de 35 à 45 ans, candidat, d'un excellent niveau technique, doit avoir

une expérience professionnelle de 10 ans minimum. Il doit avoir exercé au moins 5 ans dans le secteur privé. Ayant la pratique des montages juridiques en droit des affaires, il connaît la fiscalité des groupes et des flux financiers. Il a également une connaissance correcte du droit des sociétés et du droit comptable. Il parle anglais couramment.

Méthodique et rigoureux, il doit faire reconnaître par sa compétence. Son autonomie et son sens des responsabilités lui permettront de mener à terme rapidement les dossiers. Il a le goût du travail en équipes, tant les autres fiscalistes qu'avec les interlocuteurs dans le groupe. Sa diplomatie et ses qualités de communication l'y aideront.

ALCATEL
ALSTHOM

Merci d'adresser votre candidature, mentionnant votre rémunération actuelle, à M.G. GACOGNE, Alcatel Alsthom 54, rue La Boétie - 75008 Paris

36 15
LM

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

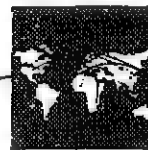
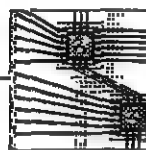
Gestion et des Finances

Vivez l'audit
en version internationale

THOMSON CONSUMER ELECTRONICS. l'un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, 34 milliards de C.A., 55.000 personnes, 60 sociétés consolidées localisées en Europe, Amérique, Extrême Orient et Afrique, recherche un :

AUDITEUR INTERNE

Au sein de la direction du contrôle de gestion et auprès du responsable de l'analyse et du contrôle budgétaire du siège, vous intervenerez dans l'ensemble des filiales du Groupe afin de :



- vérifier et contrôler le bon fonctionnement des procédures,
- s'assurer de l'efficacité du reporting,
- savoir établir un diagnostic complet,
- formuler les recommandations nécessaires à l'application et à l'amélioration des procédures.

De formation école de gestion, titulaire du D.E.C.S., votre expérience de 3 ans minimum dans un contexte international vous permettra de prendre les responsabilités de ce poste, nécessitant de fréquents déplacements.

Force de proposition, votre très bon relationnel et votre maîtrise parfaite de l'anglais sont des atouts nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre) sous la référence 92160 à notre conseil :

PROFIL PARTNERS
62, Rue Legendre - 75017 Paris.

THOMSON

DES HOMMES INDIVISIBLES VOTRE TEMPS

DIRECTEUR DE
LA COMPTABILITE

Ce groupe de presse de grande notoriété souhaite confier la direction de la comptabilité à un spécialiste qui saura mettre en œuvre une organisation performante. Ce poste qui présente un grand intérêt au niveau de la consolidation (une dizaine de sociétés) implique l'animation d'une équipe de 14 personnes. Le responsable doit assurer la fiabilité des procédures, étudier les aspects fiscaux et

accompagner l'évolution de l'informatique. Nous recherchons une personne dynamique mais diplomate possédant au minimum le DECS et une dizaine d'années d'expérience. Ecrire à Philippe LESAGE, en précisant la référence A/5045M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.69.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

GROUPE PRINTEMPS

+ 11 milliards de C.A. - 11 branches d'activités
VPC - MAGASINS - SERVICES FINANCIERS
NOTRE HOLDING RECHERCHE

AUDITEUR CONFIRME

Intégré(e) dans une équipe jeune, rattachée à la Direction Générale, vous effectuerez sur l'ensemble des entités du Groupe (Printemps, Prisunic, La Redoute...):

- des missions d'audit d'organisation
- des études financières et des analyses de rentabilité.

Diplôme(a) de l'enseignement supérieur, vous acquies 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit anglo-saxon et une bonne pratique de l'outil micro-informatique.

Merci d'adresser lettre de candidature (C.V., photo, prétentions) à Bénédicte LEFEBVRE DU PREY, Groupe PRINTEMPS, 61, rue Caumartin, 75009 Paris.

REJOIGNEZ
NOS ACTIVITES
DES MARCHES DE CAPITAUX

Dynamique, créatif et rigoureux, vous avez le sens du travail et souhaitez progresser dans un contexte stimulant. Vous renforcerez l'équipe de logistique des opérations de marché pour nos implantations à l'étranger.

Basé à Paris, vous assurerez et coordonnerez, en liaison étroite avec les utilisateurs locaux et les informaticiens, l'étude et la mise au point d'outils de gestion et de management de front ou de back-office, ainsi que leur diffusion auprès de notre réseau international.

De formation supérieure (Grandes écoles d'ingénieurs ou commerciales, DES...), vous disposez d'une première expérience (1 à 3 ans) dans le domaine des marchés financiers.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance de la micro-informatique serait un plus appréciable.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. MOX2, à Sylvie MARTEL - Direction Générale - Service du Recrutement 59, rue de Provence - 75009 Paris.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Contrôleur
de gestion

GROUPE DE PRESSE, LEADER
SUR SON MARCHÉ, ÉTOFFE
LA STRUCTURE FINANCIERE
DE L'UN DE SES TITRES.

Votre objectif sera de contribuer en permanence à l'amélioration de la rentabilité du produit qui sera confié à la mise en œuvre d'un suivi rigoureux, précis et en temps réel, ainsi que par la réalisation d'études chiffrées, véritables outils d'aide à la décision du management. Responsable de l'ensemble des analyses propres à la vie du produit, vous suivez la CA des publicités, les composantes de la diffusion et la rentabilité des opérations de promotion, les coûts engagés par la rédaction. Vous concevez et alimentez les différents tableaux de bord spécifiques intervenant opérationnellement du produit. Enfin, vous effectuez le reporting auprès de la holding. De formation Ecole de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), IEP option Ecofi.

Dauphine, vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans dans un poste similaire de cabinet d'audit. Vous êtes motivé par l'analyse et la recherche de chiffres et par leur interprétation. Votre rythme de travail saura s'adapter à celui d'un quotidien. En outre, curiosité d'esprit, autonomie, excellent sens relationnel seront des qualités essentielles pour réussir dans ce poste. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, prétentions), à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75013 Paris Cedex 17 qui transmettra.

POUR SON BACK-OFFICE SPÉCIALISÉ
DANS LES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
DE L'HABITAT, UN ÉTABLISSEMENT
FINANCIER DE PREMIER ORDRE
RECHERCHE :

Un chargé de projet
en gestion de prêts

Au sein du service de gestion des prêts à l'habitat, vous serez responsable de la reprise des prêts sur un nouveau système informatique. A ce titre, vous serez chargé de la conception des modules de calcul et de gestion ainsi que de l'élaboration et la mise à jour des tests, en liaison avec les services informatique et comptable.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une école supérieure de gestion ou titulaire d'un diplôme universitaire de troisième cycle. Une première expérience dans un service de back-office constituerait un atout apprécié ainsi que la maîtrise du calcul d'actuaire. La rigueur, la capacité à s'investir sur des projets à long terme et le sens du dialogue sont les qualités que nous recherchons plus particulièrement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 637 à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT qui nous le transmettra.

DANS L'INTERNATIONALE
PARIS 8ème
recherche

COMMERCIAL SPECIALISTE
DE CREDIT BAIL MOBILIER
POUR CLIENTELE GRANDES ENTREPRISES

Cette personne s'adresse à un candidat de 30 ans minimum ayant une formation supérieure en gestion, économie ou grande école de commerce ou équivalent et possédant une expérience de 2 ans environ en Crédit/Bail/Location.

Le candidat spécialiste produit il sera à l'écoute de l'entreprise.

Langues : Anglais/allemand, le candidat devra maîtriser l'une de ces langues et avoir de bonnes connaissances de l'autre.

Il développera un chiffre d'affaire Leasing en relation avec les commerciaux chargés de l'animation globale de la relation.

Un candidat de 30 ans d'entreprises spécifiquement Leasing pourra également être recruté.

CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 919 à A. DANNENBERGER qui garantira la discrétion.

CEPIAD

Wagram - Paris 17



Papeteries de Clairefontaine

De l'écolier à l'étudiant, du comptable à l'écrivain, nos produits (cahiers, copies, blocs, agendas, photocopie, enveloppes...) sont appréciés de tous ceux qui cherchent le confort et l'éclat du beau papier. Partout, depuis longtemps, CLAIREFONTAINE (700 personnes - 1 milliard de francs de CA) est synonyme de qualité. Nous recherchons pour notre siège d'ETIVALL, dans les Vosges, un nouveau

Trésorier

H/F

Directement attaché à la Direction Générale, vous aurez pour missions principales la gestion de notre trésorerie, les francs et les devises, le suivi de nos comptes clients ("credit - managing"), interlocuteur privilégié de nos divers partenaires (banques, salles de marché, assurance-crédit...), vous travaillerez en synergie avec les services comptables et commerciaux.

De formation BAC + 4 minimum (ESIC ou équivalent), vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction identique. Rigoureux, efficace, vous communiquez avec aisance dans une ou plusieurs langues européennes et vous êtes familier de l'informatique de gestion. Conditions de collaboration motivantes.

Les entretiens auront lieu à STRASBOURG ou à PARIS.

Merci d'adresser votre lettre, CV et photo sous réf. 12503 LM au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE 1/3, place Gutenberg - 67000 STRASBOURG qui garantira réponse et confidentialité totale.



BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

مكتبة من الامارات

Gestion et des Finances

Créateur
d'enthousiasme

Nous sommes Océ Graphics, filiale du groupe Océ, plus de 11 000 personnes, l'un des leaders mondiaux de l'impression, de la copie et de la distribution d'information.

Notre métier : les périphériques graphiques d'ordinateurs. Depuis plus de 30 ans, nous concevons et fabriquons des travaux, des imprimantes et des digitaliseurs. Nous maîtrisons les techniques et les langages graphiques, l'imagerie et les connexions informatiques.

Notre organisation : 1 000 personnes dans le monde, 15 filiales, 2 centres de développement, l'un en région parisienne, l'autre dans la Silicon Valley, une unité de production près de la Baule fonctionnant selon la technique du "juste à temps" et reconnue pour la performance de son système de GPAO.

Notre défi : très réactif, sur un marché en forte croissance, nous sommes challengés : c'est un état d'esprit, un impératif d'avenir. Le goût du succès est notre principal ressort.

Nous disons RECONNAISSANCE : le mérite, la réussite, les efforts sont reconnus. Nous identifions les potentiels, favorisons la mobilité interne, la mobilité externe, entre les pays.

Nous vivons FUN : le succès suppose plaisir et enthousiasme, plaisir d'être, d'entreprendre, de travailler en commun, de progresser, de gagner.

Avec nous, en France, en Europe, vous serez un membre à part entière de nos équipes.



Jeune Cadre Financier

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC-ESSEC-ESCP...) vous recherchez un environnement dynamique, high-tech et international pour donner un véritable élan à votre carrière.

Nous vous proposons une opportunité au sein du service consolidation, notre siège est à Créteil.

En relation avec des Financial Controllers en France et dans nos filiales vous participerez à la consolidation mensuelle et au reporting mensuel. Vous prendrez part à des missions d'audit en France et à l'étranger pour garantir l'application et le respect des méthodes comptables.

Vous évoluerez ensuite vers des responsabilités plus opérationnelles en France ou dans l'une de nos filiales.

Débutant ou fort d'une 1ère expérience, votre fonction nécessite une excellente maîtrise de l'anglais ainsi qu'une bonne pratique de la micro-informatique.

Ecrivez sous pli fermé à Francis Caire, Océ Graphics - 1, Jean Lemoine - 93100 CRETEIL.



Controller

Nous recherchons pour notre Centre de Production et Logistique de Guérande (près de la Baule), certifié Qualité ISO 9001, classe A pour le GPAO, un jeune CONTROLLER, diplômé Grande Ecole, ayant acquis dans un groupe industriel une expérience de 5 ans minimum de type Audit ou Contrôle de Gestion.

En liaison avec le Directeur Financier à Paris et la responsabilité directe du Directeur Industriel à Logistique, vous animeriez une équipe de 9 professionnels qui ont en charge la comptabilité, le contrôle de gestion et l'informatique.

Créativité et rigueur, votre sens du dialogue et du contact vous permettront d'être un interlocuteur reconnu des services opérationnels et participer activement à l'évolution.

Vous maîtrisez l'anglais parfaitement.

Ecrivez sous pli fermé à Marc Neyrat, Océ Graphics - 55, rue Kerquessaud - 44350 Guérande.

Vous souhaitez
d'agir et
progresser,
sauver,
motiver,
valoriser vos
compétences,
reconnaître vos
résultats,
enthousiasmer,
vous

Océ Graphics
your graphic edge

Importante banque régionale
recherche son/sa

Responsable
du Contrôle
de Gestion

Région Est

Outre les missions classiques du contrôle de gestion (cohérence, maîtrise de la gestion de la banque), vous aurez un rôle stratégique en matière d'évolution des systèmes d'information de gestion. Vous encadrez une équipe de 4 collaborateurs.

Agé(e) d'environ 30/35 ans, formation supérieure comptable et financière, scientifique (impérativement Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur), vous justifiez d'une expérience réussie de 5 ans minimum, acquise dans une Direction Comptable et banque ou

d'établissement financier, au sein d'un grand cabinet d'Audit.

Vos qualités personnelles alliées à votre fort potentiel d'évolution vous permettront de relever ce challenge de progresser rapidement au sein de notre banque.

Contactez Michel Bohu au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + rémunération actuelle à Michael Page Banking 10, Jean Goujon 75008 PARIS sous réf. PB7688MO.



Michael Page Banking

Spécialiste recrutement Bancaire

Groupe agro-alimentaire Français de dimension internationale
(CA : 3 Mds de F) recherche pour sa holding un

Auditeur Interne

280 KF ±

Rattaché à la Direction Financière, il aura pour mission de réaliser des audits comptables et financiers dans les différentes filiales du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Outre les tâches opérationnelles, des dossiers variés lui seront confiés par la Direction Générale : Audit d'Acquisition, Projet de Fusion, Expertise Juridique, Fiscale, etc.

Ce poste conviendra à un candidat dynamique, rigoureux, de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce, MSTCF...) ayant 2 à 3 ans

d'expérience en cabinet et/ou en entreprise. L'anglais opérationnel est impératif, l'allemand serait un plus. Son potentiel est ses qualités lui permettront d'évoluer au sein du groupe vers des fonctions élargies.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville industrielle et universitaire du quart Sud-Est de la France.

Contactez Pierre-Guillaume Day au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémun. actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. PGD7842MO.



Michael Page Finance

Spécialiste recrutement Financier

FUTUR DIRECTEUR COMPTABLE
DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.

Cette société réalise un chiffre d'affaires de 2,3 milliards dans la prestation de services techniques.

Ses clients, pour l'essentiel, sont des compagnies étrangères.

Nous vous proposons dans un premier temps d'assister l'actuel Directeur des Services Comptables dans les fonctions suivantes :

- tenue des comptabilités des filiales françaises et étrangères (comptabilité générale, analytique et budgétaire),
- établissement des comptes sociaux de chacune des entités, reporting à notre maison mère,
- interface avec le contrôle de gestion,
- traitement des aspects juridiques et fiscaux inhérent au contexte international.

Votre formation supérieure (Ecole de gestion et/ou DESCF) alliée à une expérience réussie de 5 ans minimum acquise dans un environnement industriel et international seront vos points forts pour convenir ensemble de l'évolution que vous souhaitez donner à votre carrière.

La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 8260 à EUROMESSAGES - BP 50 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES

Banque Internationale de grande renommée
recherche un

Fixed Income
Salesman

Londres

Intégré dans une équipe de vendeurs, vous aurez la responsabilité de commercialiser une large palette de Produits Obligataires Multi-Devises et leurs dérivés, auprès d'une clientèle d'Institutionnels Français.

Vous avez entre 26/35 ans, de formation supérieure et possédez une expérience de trois ans minimum en tant que vendeur vers une clientèle institutionnelle. A cette expérience de vendeur s'ajoute une bonne connaissance des produits obligataires et

de leurs dérivés (optionnels et futures : taux, devises et indices), ainsi que des besoins de la clientèle.

Une très bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Contracter Jan B. Wels au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page City 10, rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous référence JW7841MO.



Michael Page City

Les Marchés Financiers - La Banque d'Affaires

Gestion et des Finances



CAISSE D'ÉPARGNE DE BOURGOGNE

Au sein d'un réseau en pleine mutation, la caisse d'épargne de BOURGOGNE cherche un

ORGANISATEUR

Rattaché directement au Responsable de l'organisation, vous contribuerez à la planification et au suivi de projets liés à l'organisation.

Vous rechercherez avec les services et les points de ventes de nouvelles procédures et serez l'interface entre les différentes directions.

De formation supérieure en gestion vous avez acquis par une expérience d'organisation de 2 à 3 ans, de préférence en milieu bancaire, une compétence en conduite de projets.

Poste basé à Dijon.

→ 1 million de clients
→ 250 points de vente
→ 1000 collaborateurs

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo sous réf : L.M. 001.

à : Caisse d'Épargne de BOURGOGNE - D.R.H. - 14-16 rue Courtépée - 21000 DIJON

UN JEUNE CONSEILLER DE GESTION AUPRES DE NOS ASSOCIATIONS...

Dans les méthodes originales, une pédagogie active ont donné sa renommée à notre très important Centre de formation.

Les Jeunes comme les entreprises du BTP nous témoignent leur confiance depuis de longues années.

Dans des structures comme les nôtres, en plus du contrôle budgétaire que vous allez assurer, vous avez un véritable rôle de conseil auprès d'une quinzaine d'associations concernant : finance, administration, gestion de personnel, informatique, négociations pour les financements, etc.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, si possible complété d'un DECS, vous avez une première expérience de 3/4 ans dans le contrôle de gestion et des connaissances en comptabilité générale et analytique.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 1169/6 à notre Conseil SODERHU, 36 rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

SODERHU

Le Groupe Lyonnais
Eaux Dumez
110 000 collaborateurs
réalise un chiffre d'affaires de 75 milliards F.
Intervenons dans le domaine des services et de l'aménagement urbain.

Auditeur interne

Nous vous confierons le contrôle des procédures comptables administratives de nos directions régionales et de nos filiales. Vous avez 28/30 ans et êtes de formation supérieure, type Ecole de commerce ou équivalent. Votre expérience acquise depuis 2 ou 3 ans dans une fonction similaire au sein d'un cabinet d'audit interne ou dans une société vous permettra d'être rapidement opérationnel. Vous serez amené à effectuer des déplacements.

En rejoignant, vous bénéficierez de réelles possibilités d'évolution de carrière en France ou à l'étranger, dans des fonctions de gestion, de finance, de comptabilité ou de développement d'affaires.

Merci d'adresser votre candidature, réf. GF2, à Lyonnaise des Eaux Dumez, DRH, 73 avenue de la Liberté, 93022 Nanterre Cedex.

LYONNAISE
DES EAUX
DUMEZ

Filiale d'un établissement financier étranger, nous sommes une banque commerciale (100 personnes) et nous sommes en pleine évolution.

Auditeur interne

Véritable conseil du Comité de Direction, vous assurerez l'évaluation et l'évolution des procédures et systèmes d'information de notre établissement parisien, dans un souci d'optimisation des performances.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et parlez couramment l'anglais. Après 3 ans d'audit en cabinet ou dans un établissement financier, vous possédez une très bonne connaissance du fonctionnement des établissements bancaires (méthodes, organisation, systèmes d'information).

Vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans une ambiance motivante, en relation avec des interlocuteurs de haut niveau.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite sous référence AL/M à notre Conseil Sandrine Frénoy KPMG Coifor, 18 bis rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS.

KPMG Coifor

EMPLOI Le mardi c'est tout un monde



Le Monde des Juristes

Agir en Conseil auprès de nos Ingénieurs

DIRECTEUR DE LA DIVISION JURIDIQUE

Nous sommes une société financière d'intervention et de développement dans le secteur agro-alimentaire. Depuis notre création, nous avons développé de nombreux partenariats avec de nombreuses entreprises dont la plupart sont actuellement leaders dans leur domaine d'activité.

Nous recherchons un Directeur de notre division juridique qui sera directement rattaché à la Direction Générale. Appuyé par deux juristes, il fonctionnera en conseil auprès de nos ingénieurs opérationnels. Sa démarche se fera en amont dans le montage des dossiers et le processus de réflexion : la dimension juridique sera aujourd'hui un élément de négociation à part entière.

Dans l'idéal, nous recherchons pour ce poste un juriste de formation ayant acquis une double expérience significative d'une quinzaine d'années en entreprise et en cabinet. Vos domaines de compétence en droit des affaires, droit commercial, droit fiscal, droit rural, droit des sociétés, droit des procédures commerciales, droit fiscal, droit rural, droit des sociétés. Votre souplesse relationnelle et votre sens du travail en équipe vous permettront une excellente intégration au sein de notre société.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération à la référence M 76/2480 C à :

EGOR S.A.
8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS - AIX-EN-PROVENCE - BORDEAUX - LILLE - LYON - NANTES - STRASBOURG - TOULOUSE
BRUXELLES - DANMARK - DEUTSCHLAND - ESPAÑA - ITALIA - PORTUGAL - SWEDEEN - UNITED KINGDOM

Gestionnaire de portefeuilles d'assurance vie

MUTAVIE

Nous sommes une société d'assurance sur la vie capitalisation et nous recherchons un

Gestionnaire financier pour nos portefeuilles. Ceux-ci sont en croissance rapide (plusieurs milliards de Francs actuellement) et sont principalement investis sur les marchés obligataires et monétaires.

En liaison étroite avec le Directeur financier, il devra s'impliquer dans la vie de l'entreprise et intégrer les contraintes propres à notre métier, en particulier la gestion des actifs par rapport aux engagements du passif.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la gestion sur les marchés de taux, diplômé d'études scientifiques de haut niveau, de type grande école ou actuariat, et ayant acquis une expérience significative dans ce domaine.

Le poste est basé à PARIS et comporte des déplacements fréquents en PROVINCE.

Merci d'écrire, sous Référence 203, à François MANUEL, CAPFOR - 36, rue du chemin vert 75011 PARIS.

Confidentialité garantie.

Informations minute! : 3615 code CAPFOR

CAPFOR

PARIS - AIX/MARSEILLE - ANGERS - BOURGOGNE - BORDEAUX - BRISTOL - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NOIR - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TUNIS - TOULOUSE - VERSAILLES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 L M

هكذا من الاصل

Groupe industriel de premier plan leader dans le domaine de la haute technologie recherche un

Juriste d'Affaires

Paris

Rattaché au chef du service juridique de l'activité, au sein d'une équipe de juristes, le candidat interviendra sur les dossiers français et internationaux, principalement en matière de contrats : ventes, appels d'offres, coopération, sous-traitance, achats et approvisionnements...

Agé de 28/30 ans après une formation supérieure en droit des affaires (DESS, DEA, DICE...), vous parlez et écrivez couramment l'anglais et vous justifiez impérativement de 3/4 minimum

d'expérience en matière de contrats, notamment internationaux, acquise de préférence au sein d'un groupe industriel. Rigoureux, excellent juriste, vous aimez le travail en équipe et les contacts et souhaitez investir dans un groupe offrant de réelles perspectives de carrières.

Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 adressez CV + photo + tél + rémunération à Michael Page Tax & Legal 10, rue Jean Goujon 75008 PARIS, référence AG7847MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en Juridique et Fiscal

L'un des premiers groupes mondiaux dans la sphère internationale de la « haute technologie » recherche pour direction juridique groupe un

Juriste d'Entreprise

Paris

Au sein d'une équipe de très haut niveau, vous serez principalement pour mission le conseil auprès des différentes directions et filiales du groupe.

Vous assurerez le traitement de l'ensemble des dossiers de droit des affaires (droit des sociétés, fiscalité, ...), le conseil interne aux services financiers ainsi que la rédaction et le suivi d'actes relatifs à la vie sociale pour l'ensemble du groupe.

Vous prendrez également en charge la rédaction des contrats relevant de la propriété intellectuelle. Vous serez l'interlocuteur des avocats pour des affaires contentieuses.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes doté d'une solide formation en droit des affaires et fiscalité (DICE, DESS, DEA) et nantie d'une expérience réussie de 4 ans minimum en cabinet ou en entreprise.

Rigoureux, vous avez le goût du travail en équipe et souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe très dynamique.

Un très bon niveau d'anglais est requis pour ce poste.

Contactez Liz Salter au (1) 42.89.30.03 ou adr. CV + photo + tél + rémun. à Michael Page Tax & Legal 10, rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. LS7768MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Construisez votre carrière sur des fondations solides

AXTER, un des leaders de la fabrication industrielle de matériaux d'étanchéité de produits de façade, recherche pour siège social, un

JURISTE DROIT DES AFFAIRES H/F

Trilingue Allemand et Anglais

Acteur essentiel, assurez la prévention des contentieux de la construction et la gestion des dossiers sinistres. Vous analysez et gérez les risques. Juriste bien sûr, mais plus encore conseil auprès de nos opérationnels et négociateur auprès d'interlocuteurs multiples: les avocats, les assureurs, les experts et les entreprises de bâtiment.

Titulaire d'un DEA ou d'une maîtrise en droit des affaires, vous avez au minimum un an d'expérience réussie du contentieux en entreprise, dans le secteur de la construction. Vos qualités rédactionnelles, ainsi que votre rigueur et votre aisance relationnelle, seront vos meilleurs atouts pour réussir au sein de notre fonction.

Poste basé à SAINT MAUR (94)

Merci d'adresser dossier de candidature photo s/réf AX7/02.92 à AXTER - Christophe DESCAMPS - 8, Parvis de Saint Maur - 94106 SAINT MAUR Cedex.



Grand groupe français de dimension internationale, orienté vers les services aux collectivités locales pour l'aménagement urbain et la gestion de l'environnement, nous recherchons

Juriste d'Entreprise Droit Public

Au sein de la Direction juridique et fiscale, vous serez notre spécialiste des contrats de partenariat secteur public / secteur privé.

Vous assurerez une activité de conseil juridique pour les secteurs Eau et Services du groupe, dans les domaines suivants: Droit des contrats publics, Droit de l'environnement, Droit des services publics industriels et commerciaux, locaux.

Vous suivrez les contentieux judiciaires et administratifs, conseillerez des exploitants aux différents stades des procédures et coordonnerez les dossiers en liaison avec les avocats du groupe.

A 28/30 ans, vous êtes une Maîtrise de Droit Public et un DESS ou DEA, collectivités locales, ainsi qu'une expérience minimum de 3 à 5 ans en matière de contrats publics (au sein de collectivités publiques ou privées), des connaissances pointues en Droit Public, une aisance dans la résolution de contentieux.

Pour le poste basé à Nanterre, à pourvoir rapidement, merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous référence 92/10.B à notre conseil - SWITCH 40, rue Amélie - 75011 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



L'AIR LIQUIDE, 30 Milliards de chiffre d'affaires, 2 millions de bénéfices net recherche pour l'une de ses principales fonctions un

JURISTE GENERALISTE

En liaison étroite avec la Direction Juridique du Groupe, vous aurez en charge l'ensemble des questions juridiques concernant la filiale, en particulier: la mise au point et la négociation des contrats nationaux et internationaux, le traitement des dossiers pré-contentieux et contentieux, la gestion des assurances, la gestion des brevets et marques.

Ouvrir, vous apprécierez les contacts et possédez en plus d'une formation juridique supérieure, une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un groupe industriel international.

Pour le poste basé en région parisienne, vous devez maîtriser l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) à L'AIR LIQUIDE - Direction des Ressources Humaines - 75 Quai d'Orsay 75007 PARIS



N 1 mondial pour la production et la distribution des gaz industriels, nous le sommes

pour l'ingénierie des gaz de l'air.

Présent dans 58 pays à travers 120 filiales, notre développement international s'accroît sur les marchés les plus porteurs: Europe, USA, Japon... et dans des secteurs d'avenir: santé, électronique, agro-alimentaire, spatial...

Notre Groupe, un leader mondial des prestations de structure informatique, comptable. Nous avons diversifié l'activité d'audit vers une activité spécifique PME, par la constitution d'un réseau national. Dans le cadre de la mise en œuvre d'une stratégie juridique et fiscale, nous

DEUX JURISTES CONFIRMES

• Titulaire d'une maîtrise en droit ou DEA en DICE, 30/40 ans, votre technicité en droit des sociétés repose sur une expérience de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans une activité conseil en entreprise (PME et/ou Groupes) vocation nationale et internationale. Réf. 1108/O

• Responsable du Secrétariat Juridique, en entreprise ou en cabinet, exercez cette fonction depuis 7 ou 8 ans. Réf. 1108/O

La maîtrise de l'anglais est souhaitable. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence sur la lettre à l'enveloppe à Conseil: Pierre LEMARIEU - 14, Rue Lincoln - 75008 Paris.



Pour participer à la nouvelle évolution de ses revues juridiques

GROUPE DE PRESSE RÉPUTÉ

recherche

• UN JURISTE DE HAUT NIVEAU

Ce titulaire d'un doctorat assumera les fonctions de rédacteur en chef adjoint de nos publications. (réf. JHN)

• UN JURISTE CONFIRMÉ

Il sera le rédacteur en chef adjoint. (réf. JCO)

Nous recherchons de ces deux juristes expérimentés (au moins cinq années de professionnalisme dans le conseil juridique):

- Des qualités de dynamisme et d'ouverture d'esprit.
- Une compétence aigüe en droit privé,
- Un grand sens pratique,
- Des capacités rédactionnelles et relationnelles.

Nous proposerons une rémunération et des perspectives attractives à des candidats vraiment opérationnels.

Envoyez votre dossier indiquant votre niveau actuel de rémunération annuelle, accompagnée de votre CV et d'une photo à Olivier GUIBERT, 6, rue de Mézières, 75006 Paris.

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Ressources Humaines

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES ET MANAGEMENT Aix-en-Provence

Comptant parmi les leaders internationaux du conseil ■ management ■ en technologie (1830 consultants, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, 80 bureaux dans 20 pays), PA Consulting Group poursuit en France, et notamment dans le sud, le développement de ses activités de conseil en ressources humaines et en management. La nature de nos interventions en ressources humaines - gestion des carrières et des rémunérations, audits sociaux, recherche de cadres dirigeants - vous permettra de valoriser votre savoir-faire dans des contextes variés où chaque mission exige une approche spécifique. Intégré au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous contribuerez activement à développer et à promouvoir

ces activités auprès d'entreprises industrielles, de service ■ dans le secteur public. Vous prendrez en charge les aspects opérationnels relevant de votre propre expertise. A terme, vous participerez au développement de nos activités de conseil en management (management par la qualité totale, formation au management, communication corporate). Ingénieur ■ gestionnaire de formation, vous avez acquis une expérience opérationnelle d'au moins cinq années en entreprise ou en cabinet conseil. Ecrire ■ H. MICHERON, en précisant la référence A/068M - PA Consulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Nos activités de Conseillers de Directions couvrent un large éventail de prestations dans les domaines du développement des Ressources Humaines: la gestion des évolutions, l'intégration de nouvelles compétences, l'accompagnement de restructurations.

Nous intervenons en particulier dans la mise en place de systèmes de détection et de valorisation des potentiels. Notre expertise sur ce sujet est reconnue par de nombreux clients prestigieux. Nous recherchons un

CONSULTANT DE HAUT NIVEAU

À environ 35 ans, vous êtes un professionnel du Conseil, sûr de ses compétences et de ses qualités de développeur d'affaires. Votre expérience diversifiée vous a permis d'accéder à une certaine notoriété.

Vos résultats feront votre rémunération. Votre potentiel déterminera votre évolution au sein de notre équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée) sous la référence M/250/MO. Nous vous garantissons la plus stricte confidentialité.



Groupe MILO,
11 avenue des Ternes
75017 PARIS.

LA QUALITÉ TOTALE PAR ■ RESSOURCES HUMAINES

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Cette PME innovante (90 salariés), ■ service industriel, ■ le leader mondial dans le retraitement de catalyseurs d'hydro-raffinage. Cette entreprise ■ en plein développement, elle réalise 80% ■ son C.A. à l'export ■ compte plusieurs filiales ■ l'étranger.

Rattaché ■ Directeur Général, membre du comité de direction, ce responsable ■ ressources humaines a un double objectif :

• Optimiser la gestion ■ humaines ■ intégrant l'ensemble ■ ses aspects économiques, juridiques, administratifs et sociaux.

• Mettre ■ place ■ suivre la démarche qualité totale pour être certifié ■ ISO 9002 dans ■

Ce poste s'adresse soit ■ un professionnel des ressources humaines qui a eu l'occasion ■ conduire ■ démarche qualité totale, soit ■ un ingénieur chimiste, responsable qualité, qui connaît la fonction ressources humaines.

Domiciliation possible ■ Valence ou à Montelimar. Anglais courant

Olivier RANDON vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo sous réf 35.02 D/LM

BOSSARD Carrières

BOSSARD CARRIÈRES
Tour du Crédit Lyonnais
129 rue Servient
69001 LYON

Cadres



LA BANQUE ■ GRAND OUEST
PERSONNES
170 POINTS DE VENTE
18 DÉPARTEMENTS

Plus que la banque

Le CIO, face aux nouveaux enjeux ■ dans le cadre du lancement de son plan d'Action Développement, renforce et renouvelle sa Direction de l'Information et de la Communication. Dans ■ perspective ■ offrons le poste de

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION EXTERNE

Sa mission : Développer l'image ■ la notoriété de l'entreprise en : ■ participant à l'élaboration du plan de communication ■ assurant ■ relation ■ le Groupe ■ ■ prestataires ■ communication institutionnelle.

Par ailleurs, par son professionnalisme et ■ capacité d'innovation, il amènera ■ forte contribution personnelle dans : ■ la création ■ l'animation d'un service de presse ■ la gestion ■ le développement des activités de mécénat.

Son profil : ■ formation supérieure HEC, ESSEC, Sciences Po, CELSA... ■ âgé de 30 ■ environ et disposant de 5 ■ d'expérience acquise au sein d'une Direction de la communication ■ ■ préférence dans un établissement bancaire.

Sa maîtrise des techniques modernes de la communication, son ■ du dialogue, ■ aisance, ■ clarté rédactionnelle, sa capacité à concrétiser ■ idées en intégrant des impératifs de budget ■ d'efficacité ■ des ■ importants pour assurer sa réussite ■ ■ évolution.

Poste basé ■ Nantes.

Ecrire ■ réf. 7 A 2351 2M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil
75016

etap

DIRECTEUR ADJOINT RESPONSABLE DU DEPARTEMENT PRODUCTION

Franche-Comté - Une impor-
■ banque à vocation régionale.
rattachée à un groupe bancaire de
tout premier plan, recherche un
jeune manager ■ fort potentiel.
Rattaché au directeur central de
l'organisation ■ de la production,
il pilote d'abord la mission d'orga-
nisation du département produc-
tion et administration. Ensuite, il
assure rapidement la responsabi-
lité complète, technique ■ d'enca-
drement, de ce département
regroupant aujourd'hui 130 colla-
borateurs. Agé d'au moins 30 ans,
diplômé de l'enseignement supé-

rieur - de préférence ingénieur +
ISA, CESMA... - vous ■ déjà
réussi une ou plusieurs expé-
riences d'encadrement dans une
banque, le conseil ou éventuelle-
ment l'industrie, dans des fonc-
tions relevant de l'audit, l'inspec-
tion, l'organisation ou ■ réseau.
L'envergure du poste nécessite un
potentiel élevé. Ecrire ■ Didier
BONNEFOY, en précisant la réfé-
rence A/3306M - PA Consulting
Group - 78, bd du 11 Novembre
69626 VILLEURBANNE Cedex
Tél. 78.93.90.63.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

INGENIEUR... MAIS AUSSI COMMERCIAL

Filiale de 4 compagnies pétrolières, notre société **géostock** ■ leader mondial ■ l'ingénierie ■ stockage souterrain ■ réalise ■ projets sur ■ 5 continents. Avec un C.A. de ■ MF et environ 100 personnes, pour le plupart ■ ingénieurs spécialistes ■ haut niveau, notre succès ■ aussi assuré par ■ valeurs fortes qui caractérisent ■ culture, comme l'autonomie, la polyvalence et le sentiment d'appartenance à une équipe. Pour consolider ■ développement, ■ recherchons aujourd'hui l'adjoint ■ ■ Directeur Commercial.

Avant tout, ■ ■ adaptez ■ aspects techniques ■ ■ produits, tout ■ maîtrisant les composantes administratives, juridiques et financières afférentes ■ nos ■ ■ spécifiques dans un environnement international, ■ ■ public que privé. Pilote ■ la négociation ■ projets qui vous ■ confiés ■ que ■ ■ générez vous-même, vous créez en interne la synergie ■ compétences par votre professionnalisme ■ votre savoir-faire.

La trentaine, ■ ■ possédez une formation d'ingénieur ■ ■ plétée par un ■ ■ cycle de gestion (ISA, IAE, MBA...). Une expérience significative dans un ■ ■ d'activité proche (pétrole, génie civil, ingénierie...) vous a apporté expertise technique, ■ ■ relationnel ■ d'excellentes qualités d'expression, ■ ■ écrites qu'orales. Vous nous parlerez aussi ■ ■ succès ■ négociateur. Bilingue anglais, ■ ■ maîtrisez une troisième langue (espagnol ou allemand).

Des déplacements fréquents mais ■ ■ courte durée sont à prévoir. Poste basé ■ Ruell-Malmaison.

Florence HADJAB vous remercie ■ lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3805A/LM.
BOSSARD CARRIÈRES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

BOSSARD Carrières

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

هكذا من الاله



Filiale française (200 personnes, 370 MF)
d'une multinationale de la chimie,
leader mondial dans ses spécialités,
nous recherchons notre

directeur du personnel

Rattaché(e) au Directeur de notre usine d'Alizay proche de Rouen, vous travaillerez en étroite coopération avec votre équipe de 4 collaborateurs et les responsables opérationnels siège et usine.

- vos responsabilités permanentes sont larges :
- administration et gestion du personnel usine (170 personnes) et siège (30 personnes à Rueil-Malmaison), paie, juridique, mise en application des règles de la compagnie,
- évaluation du personnel, des postes, des qualifications,
- recrutement des cadres et collaborateurs pour la France,
- analyse des besoins en formation, réalisation du plan de formation, notamment dans le cadre de l'application de notre plan mondial "qualité totale",
- relations avec les partenaires sociaux.

• vous proposez et mettez en place des méthodes de développement des ressources humaines en coordination avec votre responsable fonctionnel pour l'Europe (Düsseldorf).

A une formation supérieure complétée par un DESS de ressources humaines, l'anglais courant, la pratique de la micro-informatique et une première expérience stimulante de quelques années, vous ajoutez la volonté d'assumer des responsabilités évolutives en gestion des ressources humaines.

Adressez lettre, CV, photo sous réf. M 004 à M.M. Bernié,
Risonance - 61 Bd Carnot - 78110 Le Vésinet.

FONDATION MEDICALE

Paris

DIRECTEUR

Directeur Adjoint dans un premier temps, vous serez familiarisé, par le Vice Président du Conseil d'Administration, provisoirement Responsable de la Direction, aux particularités inhérentes à notre organisme, pour prendre, dans un délai d'un an environ, la Direction de l'Etablissement.

Directement rattaché au Président du Conseil d'Administration, vous aurez alors la responsabilité de la gestion de notre Fondation, dans un souci de rentabilité et d'efficacité, ce qui implique non seulement de superviser la comptabilité, mais également de traiter de problèmes relatifs au personnel médical et à la gestion administrative.

A environ 40/50 ans, de formation supérieure ESSEC, ESC, ENSP ou équivalent, vous disposez d'une expérience de la gestion et avez de solides qualités de rigueur, le sens de l'organisation et des responsabilités.

Votre excellent contact humain, votre goût pour la communication et votre capacité à travailler en équipe faciliteront votre réussite dans ce poste.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf 296 à CK - 7, rue Robert Le Cola - 75016 Paris.



Chantal Kenwyn

PFIZER, filiale de l'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique, disposant d'un important portefeuille de produits issus de sa recherche internationale, recrute pour sa Division Technique un

Acheteur

Rattaché au Chef du Service Achats, vous participez à l'établissement des spécifications d'achats. Vous êtes responsable de la recherche des fournisseurs, de leur homologation, de la négociation des prix, ainsi que du suivi des commandes.

PHARMACIEN - OPTION INDUSTRIE complétée par une formation en Management Achats Industriels, rigoureux et organisé, vous avez le sens de la négociation et une aisance relationnelle. Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience réussie (2 - 3 ans) dans une fonction similaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : ORSAY (91) - ligne B du RER.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite avec c.v. sous référence PFA 92, à PFIZER, Service du Personnel, 86 rue de Paris, 91407 ORSAY CEDEX.



SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

DEMACHY WORMS & CIE

Banques d'Affaires, filiale du groupe financier et industriel,

recherche un(e)

Jeune exploitant

H/F

GRANDES ENTREPRISES

■ Bac + 5

■ Avec, de préférence, une première expérience bancaire, appréhendant les aspects concrets des opérations.

■ Le candidat a une bonne aisance relationnelle, le sens du travail en équipe et une motivation suffisante pour évoluer dans un secteur dynamique et entreprenant.

■ Anglais courant apprécié.

Poste basé à Paris 1er

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) seront adressées à la Direction des Relations Humaines, DEMACHY WORMS & CIE - 223, rue Saint-Honoré 75001 PARIS.



CREPA
HABITAT

1er bureau d'études et de conseil dans le domaine de l'habitat social (75 consultants), nous recherchons

ADJOINT DU DIRECTEUR D'AGENCE (Lyon)

CONSULTANTS SENIORS (Paris, Lille et Bordeaux)

afin de renforcer nos équipes de consultants dans les domaines suivants :

- stratégies de gestion et de développement du patrimoine,
 - analyses et montages financiers,
 - management des organismes HLM.
- Agé au minimum de 35 ans, votre connaissance approfondie du monde HLM acquise en organisme ou en cabinet-conseil, vos qualités intellectuelles et relationnelles feront de vous un conseil écouté de Directions Générales et un homme de développement commercial et produits.



Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous référence MON, en indiquant la ville de votre choix, à CREPAH - DG - 4, rue Lord Byron - 75384 PARIS Cédex.



Spécialistes des problèmes de la gestion des flux, de l'entreposage et du transport, nous sommes filiale de deux grands groupes implantés dans le monde entier. Nous recherchons, pour rejoindre nos équipes, des

Consultants Seniors en Logistique

H/F

Les candidats devront avoir une expérience réussie de plusieurs années de Conseil ou d'Audit et/ou avoir assuré des responsabilités opérationnelles dans le domaine de la Logistique.

De formation supérieure, ils auront une grande autonomie, d'excellentes qualités relationnelles, une aptitude au management d'équipe, une approche méthodique des problèmes.

Prêts à s'impliquer sur des projets ambitieux nationaux et internationaux, hommes des challenges réussis, ils pourront prendre rapidement des responsabilités importantes dans notre organisation.

Merci d'adresser lettre, CV et rémunération à : Norbert COHEN LOGIC LINE CONSULTANT - 13, bd Ney - 75018 PARIS.

RÉSEAU NATIONAL DE CONSULTANTS S'IMPLANTANT EN NORMANDIE

RECHERCHE

CONSULTANT(S) EN STRATÉGIE D'ENTREPRISES (H/F)

Vous travaillerez en partenariat avec notre réseau régional de sociétés de conseil en gestion d'entreprises, pour nos clients et avec nos collaborateurs.

Vous aiderez nos clients :

- à se définir des objectifs et une stratégie ;
- à tracer une trajectoire cohérente avec leur environnement et leurs savoir-faire ;
- à mettre en œuvre leurs projets.

Pragmatique, vous avez une réelle aptitude à anticiper, un esprit d'analyse et de système développé, le sens du « challenge » et du contact humain, vous savez travailler en équipe et faire partager votre enthousiasme.

Adressez candidature, CV et photo sous réf. N° 76 à : PERI-G France, 183, av. G.-Clemenceau 92024 NANTERRE CEDEX



recherche pour son siège situé à Paris 8^e

Audit Interne H/F

Agé de 30/35 ans, de formation Grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une expérience confirmée en cabinet, banque ou finance.

Adjoint de l'Inspecteur Général, vous participerez aux missions d'inspection, d'études de procédures et d'analyse de comptes dans des domaines variés, la Banque exerçant son activité dans de nombreux secteurs.

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Une évolution vers des postes opérationnels de gestion est tout à fait envisageable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Claire COURCELLES La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque 47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Notre Leader

HEC ESSEC ESC... FUTUR ASSOCIÉ

Dijon

NOTRE ENTREPRISE

Cabinet Conseil pluridisciplinaire créé en 1980 (5 personnes) nous sommes déjà reconnus pour la qualité de nos prestations au cœur de la région Bourgogne - Franche Comté.

Spécialisés dans 4 domaines d'activité (ressources humaines, marketing, gestion, ingénierie financière et sociale), nos Consultants disposent d'une expérience professionnelle de plus de 10 ans en Entreprise.

NOTRE PROPOSITION

Prenez la responsabilité fonctionnelle de notre Cabinet comme partenaire privilégié des Entreprises et comme Patron de notre Equipe.

Prenez la responsabilité opérationnelle d'une partie de nos activités de conseil.

En d'autres termes, développez, animez, réfléchissez, consolidez, pérennisez l'activité du Cabinet auprès des Entreprises et des Administrations.

POUR RÉUSSIR

- Homme de marketing et de stratégie, vous avez une expérience de direction d'Entreprise, de préférence acquise au sein d'une grande structure.
- Homme d'action et de réflexion, votre charisme et votre personnalité "de cœur et d'esprit" font de vous le leader que nous recherchons.

Notre proposition vous intéresse ?

Adressez votre dossier de candidature sous réf. A304M à notre Conseil Alain NERVET qui analysera avec vous cette opportunité.

NERVET PONT Conseil - 75 rue Cardinet - 75017 PARIS

nervet pont conseil



Secteurs de Pointe

MAITRISE D'OUVRAGE

INGENIEURS
GRANDES ECOLES

Une société d'économie mixte, chargée d'une opération de très grande envergure, étoffe ses équipes et recrute plusieurs ingénieurs.

Ils auront 3 à 5 ans d'expérience (chantiers ou BE) en génie civil, VRD, route ou aménagement, acquise en entreprise ou chez un maître d'œuvre.

Ils auront le dynamisme, les capacités de contact, le sens de l'organisation, leur permettant d'apporter leur concours dans toutes les étapes des opérations et d'être les interlocuteurs de nombreux intervenants.

Ces postes conviendraient à des candidats de fort potentiel, désireux et capables de s'intégrer dans des équipes motivées et performantes.

Postes à Paris.

Ecrire sous réf. 44 A 2295 1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

etap

Ingénieur Sûreté :
un bon départ dans les hautes
technologies.

En France, aujourd'hui 75 % de l'électricité produite est d'origine nucléaire. L'électricité française est la plus compétitive d'Europe : c'est en grande partie l'œuvre des 20 000 personnes hautement qualifiées de la production nucléaire d'E.D.F..

Nous vous proposons de rejoindre notre Centre Nucléaire de Production d'Electricité de Chinon (Indre-et-Loire) pour y exercer un métier dynamique d'avant-garde. Pour votre premier poste, vous assurerez la surveillance des conditions d'exploitation des installations afin de garantir le respect des impératifs de sûreté.

Un cycle de formation dans l'entreprise préalable à votre prise de responsabilité vous permettra d'acquérir les connaissances nécessaires pour devenir, compte tenu de vos qualités d'analyse et de rigueur, un véritable professionnel de la sûreté nucléaire.

Merci d'adresser votre candidature
(CV et lettre de motivation) à Jean-Paul Steinmann,
Chef de la Mission Sûreté Qualité
du Centre Nucléaire de Production d'Electricité de Chinon.
BP 80 - 37420 AVOINE

JEUNES INGENIEURS
GRANDES ECOLES
OU UNIVERSITE

EDF
Electricité
de France

TRES IMPORTANT GROUPE MONDIAL figurant parmi les leaders dans son secteur d'activité, MECANIQUE/AUTOMOBILE renforce son équipe et recherche un

INGÉNIEUR BREVET
Propriété Industrielle

Votre mission au sein d'une équipe dynamique : assurer la détection, la rédaction et la protection des inventions émanant de l'ensemble de notre groupe ; prendre en charge les procédures d'examen de demande de brevets, les études de liberté d'exploitation et de brevetabilité, ainsi que la gestion d'un "portefeuille brevets".

Vos principales tâches : sensibilisation des directions de recherche et d'étude à la propriété industrielle, recherche d'antériorité, suivi des procédures avec les institutions nationales et internationales en liaison avec les directions techniques concernées.

Votre profil : une formation d'ingénieur généraliste ou électromécanicien, de préférence complétée par le CEPI. Vous justifiez d'une première expérience (2 à 4 ans), acquise en entreprise ou en cabinet d'ingénieur-conseil. Familiarisé avec le langage technique, vous maîtrisez bien la législation de la propriété industrielle.

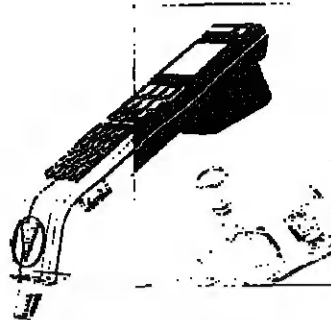
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous réf. 525 X, à notre Conseil ALPHEE à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 94 21 34.

Conseil de direction



Ligne de conduite

Alcatel Radiotéléphone (1500 personnes - 1,5 milliard de F de CA) est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite.

Dans un environnement de consortium européen de tout premier plan, notre Centre d'Intégration de Systèmes assure l'Intégration/Validation des infrastructures de radiotéléphonie destinées au

futur réseau numérique GSM.

Pour faire face à son expansion, nous recherchons des

Ingénieurs intégration

POUR DES POSTES D'EXPERTISE TECHNIQUE

- en traitement de signal (modulation, démodulation, codage, décodage de canal, etc)
- en radio (émetteur, récepteur, transmission numérique, etc)

POUR DES POSTES D'INGÉNIEUR SUPPORT

prenant en charge l'exécution de tests système et de tests intégration/validation (ce qui suppose une bonne maîtrise des gros systèmes temps réel/télécom).

De formation ingénieur, vous avez environ 5 ans d'expérience en intégration de systèmes et une forte motivation pour cette fonction. La pratique de l'anglais courant est indispensable. Poste basé à Colombes.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous référence 32.62/RM/081 à Madame JACOB - ADEQUATION - 62/64 - avenue Emile Zola - 75015 Paris.

JEUNES INGENIEURS
MANAGEURS EN PUISSANCE

Centraliens. Mineurs. Arts et Metiers. Chimistes...

De la technique aujourd'hui avec les technologies les plus avancées au management demain. ELF FRANCE vous offre de nombreuses opportunités.

Vous avez une première expérience professionnelle, un VSNA ou des stages solides à commenter ! vous aimez la technique ; vous sentez en vous un potentiel de manager. Parlez-en avec notre conseil. Discutez avec lui de la meilleure façon de démarrer votre vie professionnelle dans une entreprise qui peut vous accueillir dans :

- le process en raffinerie
- la maintenance des unités de production
- la planification des programmes industriels
- les lubrifiants industriels et automobiles.

Ensuite, c'est la perspective d'une carrière ouverte, en France ou à l'étranger, dans le groupe Elf Aquitaine (premier groupe industriel français par le chiffre d'affaires et les résultats - 65 % du CA à l'international). Vous voulez en savoir plus ? Prenez contact avec notre Conseil, sous la référence 389 352 LM SIRCA - 140, boulevard Haussmann - 75008 PARIS ■

elf
LA PASSION A TOUJOURS RAISON

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

Secteurs de Pointe

LABIMAP S.A. développe et commercialise au niveau international des systèmes automatisés d'analyse en biologie moléculaire.

Direction marketing & commerciale

■ RESPONSABLE MARKETING TECHNIQUE (360 KF/AN)

Sous l'autorité du Directeur, vous proposez les stratégies produits répondant au marché et à la concurrence, et décidez du cahier des charges des équipements à développer. Vous organisez le suivi technique des systèmes (évolution des composants, essais, etc.). Vous dirigez l'équipe des Chefs de Produits.

■ 2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX (260 KF/AN)

Vous analysez les besoins des Laboratoires clients, leur présentez des solutions et négociez les marchés, tant en France qu'à l'étranger (USA, Europe).

■ RESPONSABLE SERVICE APRES-VENTE (300 KF/AN)

Vous mettez en place et coordonnez les équipes de ce service. Vous participez à la définition des systèmes pour anticiper les interventions du SAV, et contribuez à la stratégie technique et commerciale des produits.

Ces postes s'adressent à des Hommes ou Femmes BIOLOGISTES et/ou INGENIEURS, ayant acquis des expériences proches ou similaires dans l'instrumentation de Laboratoires ou Industries de Haute Technologie. De plus une 1^{re} expérience industrielle confirmée (3 à 4 ans) est nécessaire et vous êtes bilingue Anglais-Français.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature complète (lettre, CV et photo) en précisant le poste choisi à LABIMAP Service recrutement - 59, rue Pierre Curie - BP3 - 78373 PLAISIR CEDEX

Spécialiste de la conception et de la réalisation d'équipements et de systèmes de haute performance destinés essentiellement à l'aéronautique, nous exportons dans 110 pays et y réalisons environ 20% de notre CA. Aujourd'hui, ECE entend accroître son implantation, aux Etats-Unis et recherche un



INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL EXPORT H/F

Au sein de notre Direction des Ventes Export, vous anticiperez et détecterez les besoins des clients et prospects. Vous participerez à l'élaboration des spécifications techniques, assurerez une assistance et un suivi des clients et effectuerez une prévision des CA réalisables dans votre zone, soit essentiellement les Etats-Unis.

Ingenieur en électromécanique ou électronique, vous avez une expérience d'environ 3 ans dans la vente d'équipements ou de systèmes aéronautiques, une maîtrise parfaite de l'anglais et désirez assumer des responsabilités importantes avec une grande autonomie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et numéro de téléphone) à ECE Direction du Personnel - BP 113 - 75960 PARIS cedex 20

Directeur de notre centre "Plasturgie"

Formation - Labos d'Essais - Assistance Technique.

En 8 ans d'existence, notre Etablissement a acquis une forte notoriété dans l'industrie des Plastiques : de la formation initiale et continue, à la recherche appliquée et au transfert de technologie, nous dispensons une large gamme de prestations et de services techniques.

Vous en prenez la Direction, vous en assurez le développement.

Ingenieur (Mines, Centrale Lyon, EAHF, ENSIC, INSA...), vous avez vécu plusieurs années en R. et D., mais surtout en production dans la transformation des plastiques.

Vous prenez la responsabilité globale d'une unité opérationnelle autonome : un budget de 13 MF, 15 salariés permanents, des ateliers et des laboratoires bénéficiant d'équipements modernes, une importante structure de Formation tournée vers l'enseignement supérieur (BAC + 5).

Que vous soyez aujourd'hui en Entreprise ou déjà dans le secteur de la Formation, c'est, doté d'un esprit d'"entrepreneur" que vous nous rejoignez, en Normandie, pour faire de notre Groupe une véritable référence.

SEFOP, notre Conseil, sera heureux de vous parler de nous et de nos ambitions, dès qu'il aura reçu votre dossier sous la réf. BDP 202 M

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

SEFOP

MEMBRE DE SYNTHEC

ECCO PHARMACIE CHIMIE

TRAVAIL TEMPORAIRE

Cadres, Techniciens supérieurs et Techniciens en Chimie, Parachimie - Biochimie - Biologie

Pharmaciens, Ingénieurs, DUT, BTS Bac F6, F7, F7'...

RECRUTEMENT de PERSONNEL de LABORATOIRE et de PRODUCTION par des SPÉCIALISTES de votre PROFESSION

62, cours Gambetta, 69007 LYON Tél. : (06) 78-88-99-15
11, rue du Jura 75013 PARIS Tél. : (1) 45-35-21-21
Télécopie : (16) 78-88-98-93 Télécopie : (1) 43-36-55-60

QUI PEUT REMPLACER ECCO ?

ECCO TRAVAIL TEMPORAIRE

MAIRIE DE PARIS

La Ville de PARIS recrute des

INGENIEURS DES SERVICES TECHNIQUES Génie Urbain

5 postes à pourvoir.

CONCOURS :

à partir du 13 avril 1992

INSCRIPTION :

du 27 janvier au 24 février 1992

FORMATION :

rémunérée et assurée à l'Ecole Nationale des Ponts & Chaussées.

Ingenieur diplômé d'une grande école A ou B, vous pouvez évoluer vers un poste d'ingénieur en Chef.

Pour recevoir un dossier d'inscription, merci de vous adresser à la MAIRIE DE PARIS - Bureau du recrutement 2, rue Labou - 75004 PARIS Tél. : 42.76.45.61.

IRS

INFRA ROUGE SYSTEM

Spécialiste de biens d'équipements Industriels novateurs (transfert thermique par infra-rouge), notre entreprise connaît une très forte croissance

Ingénieur de projets

De formation Ingénieur, à 30-35 ans, vous êtes un passionné. Votre curiosité technique et votre goût pour l'innovation sont les moteurs de votre motivation. Vous avez nécessairement exercé vos compétences professionnelles au cours d'une expérience significative acquise idéalement dans l'industrie

Entièrement responsable de vos projets, vous les gérez en toute autonomie de la définition à la réalisation en opérant un suivi rigoureux

Votre excellent sens relationnel et votre envergure personnelle vous donnent les atouts pour exceller dans les contacts de haut niveau

Bilingue anglais, de fréquents déplacements sont à prévoir. Contactez-nous (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) à INFRA ROUGE SYSTEM, 4, rue Pierre Mendès France, 69120 VAULX-EN-VELIN

Institut National Polytechnique de Grenoble ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE GÉNIE INDUSTRIEL

L'ENSGI « LA GRANDE ÉCOLE DE L'ENTREPRISE »

L'ENSGI RECRUTE UN PROFESSEUR EN GESTION DE PROJETS

- Vous avez une large compétence scientifique dans le domaine de l'électronique, l'électrotechnique, l'automatique et l'informatique industrielle.
- Vous êtes docteur en sciences ou habilité des universités.
- Vous avez une grande expérience de la gestion des projets, en entreprise.
- Vous serez responsable à l'ENSGI de la 3^e année de formation pour la gestion de projets, le suivi et la promotion des projets de fin d'étude.
- Vous aurez un rôle essentiel dans la définition d'un programme de recherche et la mise en place d'un laboratoire de génie industriel.

Envoyer CV, photographie et prétentions à : G. COGNET INPG/ENSGI 46, avenue Félix-Viallet 38031 GRENOBLE CEDEX



Filière d'un groupe d'envergure européenne, la Société OXO est devenue le premier spécialiste français de la menuiserie multimatériaux pour les grands chantiers.

Ses résultats, sa croissance et ses projets l'amènent à rechercher son

Responsable méthodes

Rattaché au Directeur de Production, vous gérez une équipe et avez pour mission de développer l'ensemble de l'activité méthodes. Vous serez plus particulièrement responsable des fonctions suivantes :

- amélioration de la productivité,
- organisation des postes de travail et ergonomie,
- conception des modes opératoires appliqués aux postes,
- création de documents complets d'exécution pour les ateliers.

De formation Ingénieur Généraliste, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie, acquise de préférence en production.

Poste basé à Cluny (Bourgogne).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. LM 190 A2 à notre Conseil ARCO - Luc FROMAGEAT - 18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

VIVEZ LA PASSION EN TEMPS REEL

Groupe SILICOMP est le holding de OMNIS, SILICOMP INGENIERIE, PERIPHERIQUE ASSISTANCE, GEX INFORMATIQUE.

Notre implantation est nationale, et notre croissance forte. Nos domaines de compétence tournés vers l'avenir sont : le développement de matériels et logiciels, la formation dans l'informatique scientifique, industrielle, et Temps Réel.

Pour poursuivre leur expansion française et internationale, les sociétés du groupe recrutent des femmes et des hommes mobiles et à fort potentiel pour Grenoble, Paris, La Seyne sur Mer, Forney Voltaire.

■ JEUNES INGENIEURS

Vous avez une formation grandes écoles (Supélec, Supélec, Télécom, Ensimag, Enserg...) spécialisés en informatique Temps Réel, vous êtes créatifs et enthousiastes, responsables et ouverts aux autres.

Vous trouverez chez SILICOMP la puissance d'un groupe, la responsabilisation et la formation qui vous permettront d'épanouir vos talents dans le développement de logiciels et de matériels, pour des projets de réseaux industriels et d'informatique Temps Réel.

Vous êtes débutants ou bénéficiez d'une première expérience (1 à 3 ans), sur les standards de l'industrie (systèmes Unix, VMS - moniteurs PSOS, VRTX - réseaux MAP - langages C, ADA), ou au développement de matériel.

■ CHEF DE PROJETS

Un diplôme d'ingénieur grandes écoles, confirmé par 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, vous a permis de mettre en pratique vos connaissances en informatique Temps Réel, en réseaux industriels ; vous êtes passionné d'Unix. Vous voulez évoluer comme le fédérateur et le dynamiseur de nos équipes de développement.

Pour nous rejoindre, envoyez vos candidatures, à Groupe SILICOMP :

195, rue Lavoisier - BP 1 - ZIRST 38330 MONTBONNOT 36, rue des Etoiles Généraux 78000 VERSAILLES

SILICOMP